



TELUS® Communiqué

Le 13 février 2009

TELUS communique ses résultats du quatrième trimestre Des résultats pour 2008 conformes aux dernières prévisions

Vancouver, C.-B. – TELUS Corporation a communiqué aujourd'hui des produits d'exploitation de 2,45 G\$ pour le quatrième trimestre 2008, un gain de 5 % par rapport à l'an dernier. Ce rendement a été stimulé principalement par une croissance de 7 % des produits des services sans fil et une augmentation de 13 % des produits des services filaires de transmission de données, ce qui a plus qu'annulé le recul des produits tirés des services filaires locaux et interurbains. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) consolidé a reculé de 16 M\$ en raison d'investissements accrus dans des mesures d'efficacité opérationnelle qui se sont traduites par une hausse des frais de restructuration de 32 M\$.

Le bénéfice net pour le trimestre s'est chiffré à 285 M\$ et le bénéfice par action (BPA) s'est établi à 0,90 \$, en baisse respectivement de 29 % et de 27 %. Ce trimestre-ci, le bénéfice net et le BPA comprenaient des ajustements liés aux impôts ayant eu une incidence favorable d'environ 32 M\$ ou 10 cents par action, comparativement à 143 M\$ ou 44 cents par action au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Abstraction faite des ajustements liés aux impôts en 2007 et en 2008, le bénéfice net et le BPA sont demeurés relativement inchangés.

Pour l'ensemble de l'exercice, TELUS a annoncé que ses produits d'exploitation ont augmenté de 6 %, atteignant 9,65 G\$, et que son BAIIA a progressé de 5 %. Cette croissance annuelle, ajustée pour exclure le règlement net en espèces d'une charge de fonction, s'est établie à 1 %. À l'exception du versement de 882 M\$ pour les licences du spectre de services sans fil évolués, TELUS a généré un flux de trésorerie disponible de 1,2 G\$, reflétant une augmentation de 5 % des dépenses en immobilisations et des recouvrements d'impôts en espèces plus faibles. Pour l'exercice 2008, TELUS a atteint deux de ses quatre objectifs initiaux en matière de résultats consolidés et trois de ses quatre objectifs sectoriels (établis en décembre 2007). Les prévisions consolidées concernant les produits et les dépenses en immobilisations se sont concrétisées, mais un écart du BAIIA du secteur filaire a eu de faibles conséquences sur le BAIIA consolidé et entraîné un écart de 3,7 % par rapport au BPA qui était visé.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En millions de dollars canadiens, sauf les données par action (non vérifié)	Trimestre terminé le 31 décembre		
	2008	2007	Var. en %
Produits d'exploitation	2 454	2 330	5,3
BAIIA ⁽¹⁾	937	953	(1,7)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	373	384	(2,9)
Bénéfice net ⁽²⁾	285	400	(29)
Bénéfice net (excluant les ajustements liés aux impôts sur les bénéfices) ⁽²⁾	253	257	(1,6)
Bénéfice par action (BPA), de base ⁽²⁾	0,90	1,23	(27)
Rentrées liées aux activités d'exploitation	747	818	(8,7)
Dépenses en immobilisations	631	472	34
Flux de trésorerie disponible ⁽³⁾	61	379	(84)

- (1) Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) correspond aux produits d'exploitation, déduction faite des charges d'exploitation et des coûts de restructuration. Se reporter à la section 6.1 du Rapport de gestion.
- (2) Le bénéfice net et le BPA pour le trimestre de 2008 comprenaient des ajustements liés aux impôts ayant eu une incidence favorable de 32 millions de dollars ou de 10 cents par action, comparativement à 143 millions de dollars ou 44 cents par action, à la période correspondante de 2007.
- (3) Se reporter à la section 6.2 du Rapport de gestion.

« Les résultats du quatrième trimestre reflètent notre intention, ainsi que nous l'avions indiquée précédemment, d'augmenter sensiblement notre programme actuel d'efficacité opérationnelle, lancé en 2001. Par conséquent, les coûts de restructuration ont triplé en 2008, atteignant 59 M\$ dont 38 M\$ ce trimestre seulement », a déclaré Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS. « En outre, la hausse des dépenses en immobilisations témoigne de la capacité de TELUS à financer des projets de croissance stratégique future tels que le démarrage de la construction conjointe d'un réseau sans fil de prochaine génération et la mise en œuvre d'importants contrats de réseaux de données gérés. »

« Le simple fait que nous soyons capables d'investir dans des projets qui créent de la valeur en cette période d'incertitude économique est révélateur de l'efficacité et de la vigueur de notre stratégie de croissance nationale. ».

« Ces résultats vont dans le sens de nos toutes dernières prévisions annuelles pour 2008. TELUS aborde l'exercice 2009 forte d'une solidité financière et d'une souplesse en matière de bilan viables, soutenue depuis longtemps par des politiques financières prudentes et d'excellentes cotes de solvabilité », a souligné Robert McFarlane, vice-président à la direction et chef des services financiers de TELUS.

Le présent communiqué contient des énoncés portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS qui sont de nature prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces déclarations puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et les résultats futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont énoncés dans les déclarations prospectives. Par conséquent, le présent communiqué est assujéti à la limitation de responsabilité et est publié entièrement sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les cibles pour 2009 et les achats d'actions), des réserves et des facteurs de risque mentionnés dans le Rapport de gestion faisant partie du rapport annuel 2007 et des rapports des premier, deuxième et troisième trimestres de 2008, de l'Analyse de l'exploitation par la direction du quatrième trimestre de 2008 et d'autres documents publics et documents déposés auprès de commissions de valeurs mobilières canadiennes (sur www.sedar.com) et américaines (sur EDGAR, à www.sec.gov). Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation d'actualiser ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à sa seule discrétion, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses objectifs et prévisions annuelles.

FAITS SAILLANTS SUR LE PLAN DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Services sans fil de TELUS

- Les produits d'exploitation externes ont progressé de 77 M\$, ou 6,9 %, se chiffrant à 1,2 G\$ pour le quatrième trimestre de 2008 par rapport à la période comparable de 2007.
- Les produits tirés de la transmission de données sans fil ont augmenté de 72 M\$, ou 55 %, grâce au passage continu vers les téléphones intelligents à fonctions complètes et au recours accru aux services de transmission de données tels que la messagerie et le réseautage personnel.
- Les PMAA (produits d'exploitation mensuels moyens par appareil d'abonné) se sont établis à 62,16 \$, un recul de 2,4 % par rapport au trimestre comparable de l'exercice précédent. La composante en plein essor des services de transmission de données, à 11,17 \$, a contribué pour 18 % aux PMAA, alors que la composante des services de transmission de la voix a poursuivi son déclin en raison de la pression des prix concurrentiels.
- Le nombre net de nouveaux abonnés a atteint 148 000, un recul de 8,6 % par rapport à il y a un an. Les ajouts nets d'abonnés aux services postpayés ont atteint 119 000, soit une hausse de 11 %, alors que les ajouts nets d'abonnés aux services prépayés ont reculé de 47 % à 29 000. Les ajouts nets d'abonnés aux services postpayés ont représenté 80 % du nombre total des ajouts.
- Le BAIIA de 492 M\$ est resté le même par rapport au quatrième trimestre de 2007, la hausse des produits tirés des services de réseau étant contrebalancée par une augmentation des frais d'acquisition et des frais de fidélisation, des coûts liés au réseau et des autres charges appuyant la croissance de 10 % du nombre d'abonnés au réseau sans fil, la hausse des produits tirés de la transmission de données et le lancement de la nouvelle marque de service de base Koodo. Les frais de fidélisation ont augmenté en raison de volumes de fidélisation plus élevés et du passage continu et accru au téléphone intelligent.
- Les coûts d'acquisition par ajout brut d'abonnés ont augmenté de 10 % d'une année sur l'autre, se chiffrant à 388 \$, ce qui s'explique par des coûts saisonniers de publicité légèrement plus élevés, les coûts de la promotion de lancement du BlackBerry Storm dont la distribution avait été limitée en 2008 et des rabais plus élevés sur les téléphones intelligents en réaction aux prix proposés par la concurrence.
- Le taux de désabonnement regroupé mensuel a légèrement augmenté passant de 1,59 % il y a un an à 1,62 %.
- Le flux de trésorerie simple (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) a reculé de 28 %, s'établissant à 256 M\$ pour le trimestre en raison de dépenses en immobilisations prévues plus élevées pour soutenir le démarrage de la construction du réseau HSPA.

Service filaire de TELUS

- Les produits d'exploitation externes ont grimpé de 47 M\$, ou 3,9 %, s'établissant à 1,27 G\$ pour le quatrième trimestre de 2008, comparativement à la période correspondante de 2007, la croissance des produits tirés des services de transmission de données et autres ayant plus que contrebalancé la baisse modérée des produits tirés des services locaux et interurbains.
- Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté de 62 M\$, ou 13 %, grâce à des produits plus élevés découlant principalement de l'acquisition d'Emergis en janvier, à l'accroissement des services de transmission et d'hébergement améliorés des données, et à l'augmentation du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse et à TELUS TV. Après un ajustement pour tenir compte d'Emergis et des ajustements réglementaires obligatoires, la croissance des services de transmission de données sous-jacente s'est établie à environ 3 %
- TELUS a gagné 19 000 abonnés nets à Internet haute vitesse, un recul de 27 % par rapport à il y a un an, en raison de la concurrence accrue et du marché en voie de saturation.

- Le BAIIA de 445 M\$ a reculé de 16 M\$, ou 3,5 %, en raison principalement de la hausse des frais de restructuration, des coûts des ventes accrus pour TELUS TV, et des coûts initiaux liés à la mise en œuvre de services complexes pour de grandes entreprises clientes.
- Le nombre de lignes d'accès au réseau a diminué de 36 000 au cours du trimestre, ce qui représente un déclin de 3,6 % par rapport à l'an dernier. Comme on l'a observé dans le passé, les pertes de lignes d'accès au réseau résidentielles s'expliquent notamment par les activités constantes de la concurrence et le remplacement par le sans-fil, recul partiellement atténué par un accroissement du nombre de lignes d'accès d'affaires.
- Le flux de trésorerie simple (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) a diminué de 74 M\$, s'établissant à 50 M\$ pour le trimestre en raison d'un recul du BAIIA et d'une hausse de 58 M\$ des dépenses en immobilisations. La hausse des dépenses en immobilisations est liée principalement au soutien à de nouvelles entreprises clientes et à l'amélioration du réseau à large bande.

Faits nouveaux concernant l'entreprise

TELUS obtient un contrat du gouvernement du Québec

À l'issue d'un appel d'offres, TELUS a été retenue par le gouvernement du Québec pour livrer et gérer le réseau de transmission de données de prochaine génération de la province, le Réseau intégré de télécommunication multimédia (RITM). Cette infrastructure provinciale fournira des connexions à environ 160 ministères et organismes, et à 350 établissements de santé dans toute la province. Le contrat, qui porte sur une durée initiale de 5 ans, pourra faire l'objet d'une prolongation de 3 ans et d'une période de transition de deux autres années. On estime que le contrat pourra atteindre une valeur allant jusqu'à environ 900 M\$ sur 10 ans.

Ce projet consolidera les deux plus grands réseaux de télécommunication du Québec, à savoir le Réseau de télécommunication multimédia de l'administration publique (RETEM) et le Réseau de télécommunications sociosanitaire (RTSS), en un seul réseau sécurisé, robuste et conçu pour répondre aux besoins sans cesse croissants des nouveaux plans en matière de services gouvernementaux en ligne et de dossiers médicaux électroniques. De plus, le gouvernement du Québec permettra à toutes les institutions publiques et parapubliques de la province, y compris les municipalités et les établissements d'enseignement, d'avoir accès au RITM.

TELUS est désignée entreprise de santé de l'année 2008

L'Association canadienne de la technologie de l'information du Canada a désigné TELUS comme étant l'entreprise de santé de l'année. Le prix reconnaît en TELUS une entreprise à but lucratif de technologie de l'information en soins de santé qui se distingue par l'excellence dont elle a fait preuve dans l'industrie canadienne de l'informatique de la santé au cours des 12 derniers mois. TELUS a été mise en nomination à titre d'entreprise du secteur privé ayant excellé par ses initiatives corporatives et par la satisfaction de sa clientèle, attribuable à un service d'une qualité exceptionnelle.

Sunnybrook Health Sciences Centre signe un contrat avec TELUS

En janvier, TELUS Solutions en santé a annoncé une entente de plusieurs millions de dollars avec le Sunnybrook Health Sciences Centre visant à mettre à niveau la version actuelle des dossiers médicaux électroniques de l'hôpital avec la plateforme Web de pointe de TELUS. Le nouveau système, Oacis, permet aux fournisseurs de soins de santé d'entrer des données et de visionner tous les aspects des soins au patient depuis son admission jusqu'à sa sortie, au moyen d'une seule plateforme simple. À Sunnybrook, la technologie a été utilisée pour prendre en charge un dossier de santé longitudinal contrôlé par le patient.

TELUS a également acquis les droits de propriété intellectuelle de MyChart, système électronique novateur de dossiers de continuité de soins pour les patients, du Sunnybrook Health Sciences Centre. Les dossiers de santé personnels électroniques permettent aux patients de gérer leur

santé en leur donnant un accès immédiat à leurs données de santé personnelles et en améliorant l'échange d'information avec leurs prestataires de soins. MyChart compte actuellement plus de 1 000 utilisateurs, y compris des médecins, des cliniciens, des patients et des membres de la famille.

TELUS acquiert une solution de suivi des patients à domicile

En janvier, TELUS a annoncé l'acquisition stratégique des droits d'une solution de suivi des patients à domicile développée par l'entreprise québécoise Technologies New IT. La solution permet aux Canadiens requérant des soins à domicile de rester en contact avec leurs fournisseurs de soins de santé grâce à un suivi de leurs données de santé cruciales comme la tension artérielle, les niveaux d'insuline, les signes vitaux et la prise de médication et de liquide. L'information sur le patient peut être communiquée par téléphone, par Internet ou par des appareils sans fil.

TELUS inaugure un nouveau centre d'appels à Rimouski (Québec)

Après avoir transformé quatre bureaux locaux en futurs espaces de travail accueillants pour les 1 300 membres de son équipe à Rimouski, TELUS a inauguré son nouveau centre d'appels dans l'Édifice TELUS T.-A.-Bernier début février. Cette rénovation permet de regrouper sous un même toit 250 membres de son équipe, dont la plupart sont des agents de son service filaire à la clientèle lié à la téléphonie résidentielle, à Internet et à TELUS TV. En réunissant ces équipes, TELUS a ajouté de la capacité à son centre d'appels pour les services sans fil. TELUS demeure un des principaux employeurs de la région.

TELUS étend les capacités internationales de ses centres d'appels en offrant un service en espagnol

Ce printemps, TELUS ouvre un centre de contact à Clark County, au Nevada, pour offrir des services bilingues, en anglais et en espagnol, à ses entreprises clientes aux États-Unis. La Société a aussi récemment accru ses capacités d'impartition pour centres d'appels en faisant l'acquisition d'une participation minoritaire dans une société exploitant des centres d'appels dans trois pays d'Amérique centrale. Ces nouveaux centres augmentent la capacité actuelle d'impartition internationale de processus opérationnels de TELUS. La Société peut donc offrir un service de centre d'appels en espagnol et en anglais depuis divers emplacements, situés dans plusieurs fuseaux horaires, et se trouve en meilleure position pour transférer les appels vers d'autres centres en cas d'interruption des activités dans une région du monde.

TELUS offre déjà une large gamme de services d'impartition de centres d'appels et de processus opérationnels à des sociétés de télécommunications, des services publics, des sociétés de services financiers et des sociétés d'électronique grand public parmi les plus importants au monde. Alors que le secteur de l'impartition des centres de contact et des processus opérationnels évolue, un plus grand nombre d'entreprises recherchent un seul fournisseur de services capable de répondre à leurs besoins commerciaux. Il devient de plus en plus important d'offrir des services bilingues en espagnol et en anglais pour répondre à la demande des entreprises multinationales américaines de TELUS; ces nouveaux investissements améliorent l'offre de TELUS dans ce secteur en pleine croissance.

Produits et services sans fil

TELUS offre aux Canadiens le téléphone intelligent BlackBerry Storm

En décembre, TELUS a lancé le très attendu téléphone intelligent à écran tactile, le BlackBerry Storm 9530 avec son contenu exclusif de la maison de disques indépendante Arts & Craft. Lorsqu'on appuie sur l'écran SurePress du téléphone intelligent BlackBerry Storm, celui-ci s'enfonce légèrement, offrant à l'utilisateur une rétroaction tactile et rendant la navigation et la manipulation du clavier plus précises. L'appareil offre aussi les fonctions et la fiabilité auxquelles les utilisateurs du BlackBerry s'attendent maintenant, notamment l'accès au courrier électronique et à la messagerie instantanée, les fonctions complètes de navigation sur Internet en HTML ainsi que

l'accès intégré à Facebook et à MySpace, sur le réseau 3G de TELUS. Offert en quantités limitées à la mi-décembre, il a été distribué en plus grand nombre fin décembre et en janvier.

Au cours du trimestre, TELUS a également lancé de nouvelles couleurs pour le BlackBerry Pearl 8130, le rouge et le bleu, ainsi que le HTC Touch Pro avec Windows Mobile 6.1.

TELUS lance le téléphone intelligent BlackBerry Curve 8350i doté de la fonction Push to Talk et fonctionnant sur le réseau Mike

En janvier, TELUS a lancé le nouveau téléphone intelligent BlackBerry Curve 8350i, l'outil de productivité par excellence pour les professionnels sur la route, en déplacement constant, qui doivent pouvoir entrer sans délai en communication avec les membres de leur équipe tout en ayant un accès instantané à leur courrier électronique. Le nouveau téléphone intelligent est doté d'une multitude de fonctions, dont le Wi-Fi et un système de GPS intégrés, et combine les fonctionnalités de communications et de multimédias inégalées du BlackBerry avec les fonctions Contact Direct et Push to Talk de Mike.

Prix et investissement communautaire

Aberdeen Group choisit TELUS pour une étude de cas

En janvier, la société de recherche mondiale Aberdeen Group a choisi TELUS pour l'étude qu'elle effectue chaque année sur la manière dont la technologie améliore l'apprentissage. Une entreprise est reconnue chaque année pour ses pratiques exemplaires comme point de référence pour d'autres entreprises. TELUS a été choisie parmi un groupe de 535 sociétés en raison de sa capacité d'harmoniser ses priorités commerciales au perfectionnement de l'apprentissage et à l'amélioration du rendement afin de produire des résultats. À titre de société technologique centrée sur l'apprentissage, TELUS s'est engagée à investir dans la croissance professionnelle des membres de son équipe.

L'Institut Canadien des Comptables Agréés décerne cinq prix à TELUS

En décembre, à l'occasion de sa remise de prix annuelle, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a décerné son Grand prix d'excellence des rapports d'entreprise à TELUS. L'ICCA a en effet jugé que l'ensemble des rapports financiers présentés par TELUS pour 2007, comprenant son rapport annuel aux actionnaires, sa circulaire d'information, son rapport sur la responsabilité sociale de l'entreprise ainsi que l'information en ligne sur les relations avec les investisseurs et sur la gouvernance de l'entreprise, étaient les meilleurs de tous les secteurs. TELUS a également reçu le Prix d'excellence en information financière, le Prix d'excellence du rapport d'entreprise dans la catégorie communications et médias, une mention d'honneur pour l'information sur la gouvernance ainsi qu'une mention d'honneur pour l'excellence de la présentation de l'information sur le développement durable.

Le service d'assistance-annuaire de TELUS au premier rang aux États-Unis et au Canada

En novembre, TELUS a été reconnue par le Paisley Group, société qui offre des services-conseils d'assistance-annuaire et de téléphonistes, comme étant l'entreprise offrant le meilleur service d'assistance-annuaire de gros aux États-Unis et au Canada. The Paisley Group, qui mène des vérifications annuelles des services à la clientèle dans le secteur de l'assistance-annuaire, a annoncé les résultats de 2008 en novembre. En plus d'avoir été classée, pour la sixième année de suite, meilleur fournisseur national de services d'assistance-annuaire au Canada, et à présent meilleur fournisseur d'assistance-annuaire de gros aux États-Unis, TELUS a remporté pour 2008 le prix « Excellence in Automation in Directory Information Services » aux « DIS Awards of Excellence » et a été nommé meilleur vendeur de gros à l'Information Services Conference.

TELUS et les membres de son équipe versent 7,1 M\$ à des organisations caritatives canadiennes

Les employés, les retraités, les membres du conseil d'administration et les détaillants de TELUS ont fait des promesses de dons de 3,4 M\$ en faveur de plus de 2 900 organisations caritatives dans tout le Canada. Il en résulte que 7,1 M\$ seront versés en 2009 dans le cadre du Programme de dons de charité des employés de TELUS. Les membres et anciens membres de l'équipe TELUS font des dons au moyen de retenues sur leur salaire ou leur pension à 48 000 organisations caritatives canadiennes admissibles, comme la Société canadienne du cancer, la BC Children's Hospital Foundation et la Fondation canadienne du cancer du sein. TELUS verse un dollar pour chaque dollar donné en appui aux organismes admissibles. Depuis 2000, TELUS et les membres de son équipe ont versé 135 M\$ à des organisations caritatives et sans but lucratif, et effectué plus de 2,6 millions d'heures de bénévolat dans les communautés.

Les employés de TELUS font une contribution de 1 M\$ à la recherche sur le diabète juvénile

En novembre, afin de souligner le Mois de sensibilisation au diabète, la Fondation de la recherche sur le diabète juvénile (FRDJ) a annoncé que près de 8 M\$ avaient été amassés en 2008 grâce à la Marche pour la guérison du diabète de TELUS. Des centaines d'employés de TELUS ont participé à cette marche tandis que TELUS a versé une somme égale aux contributions. Le montant total des dons, soit 1 M\$, est destiné à la recherche d'un remède contre le diabète juvénile. La Marche pour la guérison du diabète organisée chaque année par TELUS est la plus grande campagne de financement de la FRDJ. L'événement a eu lieu, cet été, dans plus de 60 collectivités partout au pays, permettant d'amasser des fonds destinés à la recherche qui est essentielle pour aider les 200 000 Canadiens vivant avec un diabète de type 1.

P. K. Subban de l'équipe nationale de hockey junior rend visite aux enfants du programme HEROS de Toronto

Ajoutant à l'enthousiasme entourant Équipe Canada, gagnante du Championnat mondial junior de l'IIHF, TELUS a fait venir quelques-uns des héros canadiens du hockey auprès des enfants qui participent au programme HEROS (Hockey Education Reaching Out Society). En janvier, le comité d'investissement communautaire de Toronto a organisé une rencontre avec l'un des héros d'Équipe Canada, P.K. Subban, pour les enfants de la Brookview Middle School, dans le quartier défavorisé de Jane et Finch. P.K. leur a expliqué l'importance de l'éducation et qu'il faut se montrer persévérant et se fixer des objectifs sur la glace et dans la vie en général. TELUS est un commanditaire de Hockey Canada et soutient le programme HEROS.

Déclaration de dividendes

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de quarante-sept cents et demi (0,475 \$ CA) par action sur les actions ordinaires émises et en circulation et de quarante-sept cents et demi (0,475 \$ CA) par action, sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1^{er} avril 2009 aux détenteurs inscrits à la clôture des registres le 11 mars 2009.

Ce dividende trimestriel représente une augmentation de deux cents et demi (dix cents annualisée), ou de 5,6 % par rapport au dividende trimestriel de 0,45 \$ versé le 1^{er} avril 2008.

Relations avec les médias :

Stacey Masson
514- 977-8766
stacey.masson@telus.com

Relations avec les investisseurs :

Robert Mitchell
416-279-3219
ir@telus.com

À propos de TELUS

TELUS (T et T.A à la Bourse de Toronto; TU à la Bourse de New York) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 9,7 milliards de dollars et à 11,6 millions de connexions clients, dont 6,1 millions d'abonnés à des services sans fil, 4,2 millions de lignes d'accès pour réseau filaire et 1,2 million d'abonnés à des services Internet. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication sans fil et filaire, notamment des services de transmission de données et de la voix, des services IP, et des services vidéo et de divertissement. Poursuivant leur objectif de devenir une entreprise citoyenne de premier plan au Canada, TELUS et les membres de son équipe donnent où ils vivent. Depuis 2000, ceux-ci ont versé 135 millions de dollars à des organisations caritatives et sans but lucratif, et fait plus de 2,6 millions d'heures de bénévolat dans les communautés. En outre, TELUS a créé neuf comités d'investissement communautaire d'un bout à l'autre du pays, lesquels dirigent ses initiatives philanthropiques. Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site telus.com.

TELUS CORPORATION

Analyse par la direction de l'exploitation

Quatrième trimestre de 2008

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent rapport contient des énoncés prospectifs portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS Corporation (« TELUS » ou la « société » et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, ses filiales). De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les hypothèses (se reporter à la rubrique 1.5, « Objectifs financiers et d'exploitation pour 2009 »), les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. Sauf dans les cas exigés par la loi, la société n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, et elle se réserve le droit de modifier, à tout moment et à son gré, sa pratique courante qui consiste à présenter des mises à jour de ses objectifs et de ses indications pour l'exercice. Les objectifs pour 2009 et les hypothèses sont décrits à la rubrique 1.5.

Les facteurs pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux prévus incluent, sans toutefois s'y limiter :

La concurrence (y compris davantage de concurrence au chapitre des tarifs et la probabilité que de nouveaux concurrents commencent à offrir des services sans fil vers la fin de 2009 et en 2010, par suite des enchères de licences de spectre relatives aux services sans fil évolués [les « SSFE »] tenues en 2008), la croissance et les fluctuations de l'économie (y compris la crise mondiale du crédit ainsi que le rendement et la capitalisation du régime de retraite et les charges afférentes), les dépenses en immobilisations (à la hausse en 2009 et possiblement à la hausse au cours des exercices ultérieurs en raison de la stratégie de déploiement des services de quatrième génération de la société et de toutes nouvelles enchères de licences de spectre effectuées par Industrie Canada); les exigences en matière de financement et d'endettement (y compris la capacité d'effectuer des refinancements et de financer les rachats d'actions), les questions fiscales (y compris la déchéance ou le report du paiement de montants importants d'impôts en espèces), les développements touchant les ressources humaines; l'intégration des activités et les réorganisations internes (y compris la capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts); les progrès technologiques (y compris le recours à des systèmes et à la technologie de l'information, les options au chapitre des technologies liées à l'accès large bande et aux services sans fil ainsi que le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à leur égard, les nouvelles technologies et l'évolution de ces technologies de même que le passage à la technologie de quatrième génération, les avantages futurs prévus et le rendement des technologies sans fil HSPA [d'après l'anglais high speed packet access] et LTE [d'après l'anglais long-term evolution], la mise en œuvre fructueuse de l'entente visant la mise en place et le partage du réseau conclue avec Bell Canada afin d'assurer l'efficacité au chapitre des coûts et de réduire les risques liés au déploiement, le déploiement et l'exploitation fructueux de nouveaux réseaux sans fil ainsi que le lancement réussi de nouveaux produits, services et systèmes de soutien); les approbations réglementaires et les changements à la réglementation (y compris l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance, la mise en place et l'incidence d'enchères de licences de spectre futures, l'examen des nouveaux médias et des pratiques de gestion du trafic Internet, ainsi que les modifications possibles des restrictions à la propriété étrangère); les risques liés aux processus (y compris la conversion des systèmes existants et l'intégration du système de facturation, et la mise en œuvre de contrats d'envergure et complexes), les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement, les litiges et les questions d'ordre juridique, les événements touchant la poursuite des activités (y compris les menaces provenant de l'activité humaine et les menaces naturelles), les acquisitions ou dessaisissements prospectifs, et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information publiés par TELUS, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (à l'adresse www.sedar.com) et aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse www.sec.gov).

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2007 et des rapports de gestion des premier, deuxième et troisième trimestres de 2008 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 5 du présent document.

Analyse par la direction de l'exploitation

Le 11 février 2009

Le rapport qui suit constitue une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de TELUS Corporation pour les trimestres et les exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007. Il contient des données prospectives qui renvoient à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant plus haut et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci. Les conventions comptables sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de TELUS pour 2007 et aux faits nouveaux décrits dans les rapports de gestion des premier, deuxième et troisième trimestres de 2008 de TELUS.

TELUS présente certaines mesures non définies par les PCGR et fournit des indications à ce sujet parce qu'elles constituent des mesures auxquelles la direction a recours pour évaluer le rendement de la société et de ses unités et secteurs d'exploitation. Les mesures non définies par les PCGR servent aussi à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables. Pour plus de détails sur la définition, le calcul et le rapprochement des mesures non définies par les PCGR, les lecteurs doivent se reporter à la *rubrique 6, « Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définition des principaux indicateurs clés de l'exploitation »*.

Analyse par la direction de l'exploitation

Rubrique	Description
1. Introduction, sommaire du rendement et objectifs	Résumé des résultats consolidés de TELUS pour 2008, rendement obtenu par rapport aux objectifs de 2008 et présentation des objectifs de 2009.
2. Résultats d'exploitation	Analyse détaillée des résultats d'exploitation du quatrième trimestre et de l'exercice terminés le 31 décembre 2008.
3. Évolution de la situation financière	Analyse des variations figurant aux bilans consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008.
4. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d'autres informations.
5. Risques et gestion des risques	Mise à jour concernant certains risques et incertitudes avec lesquels TELUS doit composer et méthodes qu'elle utilise pour assurer la gestion de ces risques.
6. Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation	Description, calcul et rapprochement de certaines mesures qu'utilise la direction.

1. Introduction, sommaire du rendement et objectifs

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la mise en garde concernant les énoncés prospectifs figurant au début de l'analyse par la direction de l'exploitation, aux mises à jour sur les risques présentées à la *rubrique 5*, ainsi qu'à la *rubrique 10, « Risques et gestion des risques »* du rapport de gestion annuel 2007 de TELUS et aux mises à jour présentées dans les rapports de gestion de TELUS des premier, deuxième et troisième trimestres de 2008.

1.1 Importance relative de l'information à fournir

La direction décide si une information est importante ou non en jugeant si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la société pourrait être influencée ou modifiée si l'information était omise ou erronée.

1.2 Économie canadienne et industrie canadienne des télécommunications

Croissance de l'économie et de l'industrie des télécommunications

L'incertitude économique liée au resserrement des marchés mondiaux du crédit se maintient au début de 2009. La situation sur les marchés du crédit demeure fluide, et il est difficile de prévoir son évolution. Les politiques financières liées à la structure du capital de TELUS ont été élaborées en fonction des cycles de crédit (se reporter à la *rubrique 4.3, « Situation de trésorerie et sources de financement »*, du rapport de gestion annuel 2007 de TELUS). La société est d'avis que ces politiques et ces lignes directrices, de même que le maintien de cotes de crédit de BBB+ à A-, ou de cotes équivalentes, lui permettent d'avoir raisonnablement accès aux marchés financiers.

Dans ses documents sur le budget public publiés en janvier 2009, le gouvernement du Canada fait état d’un consensus général à l’effet que l’économie canadienne est entrée en récession au quatrième trimestre de 2008 et souligne que les analystes du secteur privé s’attendent à ce que cette récession dure pendant trois trimestres. La faiblesse de l’économie et le repli des marchés boursiers, qui sévissent depuis 2008, devraient entraîner une hausse du montant net des charges de TELUS au titre de ses régimes à prestations déterminées et de la capitalisation de ces régimes en 2009, montant pris en compte dans les objectifs de la société pour 2009. Se reporter à la *rubrique 1.5, « Objectifs financiers et d’exploitation pour 2009 »*.

Selon les estimations de la société, les produits d’exploitation de l’industrie des télécommunications au Canada se sont accrus d’environ 4 %, résultat qui tient à la croissance continue des produits tirés du sans-fil, laquelle a largement neutralisé les reculs enregistrés dans le secteur bien établi des services filaires. Les produits d’exploitation de TELUS ont augmenté de 6 % pour se chiffrer à 9,65 milliards de dollars en 2008, en raison de la croissance des produits tirés du sans-fil et des produits tirés des services filaires de transmission de données, par suite des acquisitions conclues en janvier.

Principaux faits nouveaux concernant l’industrie

En décembre 2008, la vente prévue de BCE (Bell Canada), la plus importante entreprise de télécommunications titulaire au Canada, a été annulée, en raison de l’incapacité de cette société à satisfaire à un critère de solvabilité. BCE a pris des mesures afin de tenter de recouvrer une indemnité de rupture de 1,2 milliard de dollars auprès du consortium devant procéder à l’acquisition et dirigé par Teachers Private Capital, la division d’investissement privé du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l’Ontario. Au milieu de 2008, BCE a nommé un nouveau chef de la direction, mis en œuvre un programme de restructuration et d’efficience, et modifié sa marque. Par suite de l’annulation de l’acquisition, BCE a réinstauré le paiement de dividendes et annoncé la mise en œuvre d’un programme visant le rachat d’un nombre modéré d’actions. Si l’acquisition proposée avait été conclue, cela aurait entraîné un niveau d’endettement élevé de la part de BCE, et cette dernière aurait dû porter ses efforts sur la maximisation de ses flux de trésorerie à court terme. BCE a maintenant un niveau d’endettement moins élevé et elle devrait par conséquent demeurer un important concurrent de TELUS et des autres sociétés de télécommunications au Canada.

Faits nouveaux concernant le sans-fil

Selon les estimations de TELUS, les produits d’exploitation de l’industrie du sans-fil au Canada se sont accrus de 10 % en 2008 et le taux de pénétration du marché a augmenté pour couvrir environ 65 % de la population. Pour 2009, la société s’attend à un gain supplémentaire de 4,5 points de pourcentage de la population couverte par les services sans fil, lesquels sont de plus en plus considérés comme des services non discrétionnaires, dont les consommateurs sont moins susceptibles de se priver par rapport à maints autres produits de consommation en période de ralentissement économique.

Le secteur des services sans fil de TELUS a enregistré une croissance des produits d’exploitation de 9 % (tenant compte de la croissance de 55 % des produits tirés des services de transmission de données) et une augmentation du nombre d’abonnés de 10 % en 2008. Le service Mike^{MD} qu’offre la société subit les contrecoups de la situation au sein des industries du transport, de la construction, de l’automobile, ainsi que du pétrole et du gaz, lesquelles ont été particulièrement touchées par le ralentissement de l’économie, situation qui a entraîné une baisse des PMAA (produits mensuels moyens par appareil d’abonné) tirés du service Mike. De façon générale, les PMAA du secteur des services sans fil ont diminué de 2 % au quatrième trimestre et de 1 % pour l’exercice complet 2008, comparativement à 2007. Le ralentissement de l’économie a également entraîné une baisse des produits tirés des services de transmission de la voix en itinérance.

Comme ce fut le cas au cours des derniers exercices, un catalyseur clé de la croissance des services sans fil demeure le recours accru aux téléphones intelligents et aux services de transmission de données tels que la messagerie textuelle et l’informatique mobile. Les fournisseurs de services sans fil au Canada continuent à lancer des réseaux sans fil de prochaine génération à plus haute vitesse, afin de tirer parti de ce potentiel de croissance. En 2008, TELUS a annoncé la mise en œuvre d’une stratégie visant l’évolution de sa technologie sans fil et le recours à la technologie LTE de quatrième génération, ainsi que la mise en place d’un réseau partagé fondé sur la technologie HSPA, qui devrait être offert sur le marché d’ici le début de 2010.

La concurrence demeure vive en raison de certains facteurs, notamment le lancement de la marque à rabais et du service de base de TELUS (Koodo Mobile^{MD}) en mars 2008, la présence d’exploitants de réseau virtuel mobile (« ERVM ») tels que Virgin Mobile et Vidéotron Ltée, ainsi que les services de marques à rabais offerts par Bell (Solo) et par Rogers (Fido). Grâce à la mise en œuvre, en mars 2007, de la transférabilité des numéros de services sans fil, les clients peuvent choisir un nouveau fournisseur et conserver leur numéro de téléphone existant. La société prévoit une intensification de la concurrence dans l’avenir, par suite de la pénétration du marché par de nouveaux venus ayant acquis des licences de spectre pour les SSFE dans le cadre des enchères tenues en 2008.

Services sans fil évolués (« SSFE ») et autres enchères de spectre relatives à la bande de 2 GHz

Industrie Canada a tenu des enchères de licences de spectre pour les services sans fil du 27 mai au 21 juillet 2008. Ces enchères concernaient la bande de 90 MHz du spectre pour les SSFE (y compris une tranche de 40 MHz qui était réservée pour les nouveaux venus), de 10 MHz pour l'expansion de la bande pour le service de communications personnelles (le « SCP »), et de 5 MHz relativement à une autre petite bande. Les enchères ont pris fin après 331 rondes, et Industrie Canada a enregistré un produit total de 4 255 millions de dollars (moyenne de 1,55 \$/MHz/personne vivant dans une zone de population pour les enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE et pour le service SCP). Le produit des enchères s'est avéré trois fois plus élevé que le produit prévu avant la tenue des enchères.

TELUS est le soumissionnaire retenu relativement à 59 licences de spectre, ce qui lui fournit davantage de spectre dans les marchés nationaux qu'elle dessert déjà. Des 59 licences acquises, 32 concernent la bande de 20 MHz et couvrent les régions géographiques du Québec, du sud-ouest de l'Ontario, de la région d'Ottawa, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique; 27 licences concernent la bande de 10 MHz et couvrent Toronto, le centre et le nord de l'Ontario, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et Nunavut, Terre-Neuve-Labrador, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard. Le spectre moyen acquis par TELUS dans le cadre des enchères de licences de spectre pour les SSFE est de 16,2 MHz, et son coût moyen est de 1,82 \$/MHz/personne vivant dans une zone de population.

TELUS a versé à Industrie Canada 882 millions de dollars au titre des licences et des frais liés aux enchères au troisième trimestre; la société a pour ce faire eu recours à ses facilités de crédit et aux fonds en caisse. Chaque soumissionnaire retenu devait démontrer son respect des exigences relatives à la propriété canadienne et d'autres conditions concernant les licences. En décembre 2008, Industrie Canada a avisé TELUS qu'elle respectait les exigences relatives à la propriété.

La société prévoit une intensification de la concurrence au chapitre du sans-fil dans l'avenir, par suite de la pénétration du marché par plusieurs nouveaux venus ayant acquis des licences de spectre pour les SSFE dans le cadre des enchères tenues, comme il est décrit ci-dessous. Pour autant qu'ils auront satisfait aux critères d'admissibilité d'Industrie Canada, certains nouveaux venus pourraient commencer à offrir des services vers la fin de 2009 et en 2010, au fur et à mesure qu'ils établiront leurs activités et mettront en place leurs réseaux sans fil dans les régions pour lesquelles ils sont titulaires de licences.

Concurrents actuels et possibles ayant acquis des licences lors des enchères de spectre tenues par Industrie Canada	
Concurrents	Principales zones géographiques
Fournisseurs de services titulaires à l'échelle nationale, qui sont propriétaires des installations Rogers Communications Inc. Bell Mobilité Inc. (Bell Canada) TELUS	Expansion de la capacité existante au pays Expansion de la capacité existante au pays Expansion de la capacité existante au pays, pour le déploiement futur de la technologie LTE
Fournisseurs de services titulaires à l'échelle provinciale, qui sont propriétaires des installations MTS Allstream SaskTel	Expansion de la capacité existante au Manitoba Expansion de la capacité existante en Saskatchewan
Nouveaux venus ¹ Globalive Wireless LP Data & Audio-Visual Enterprises BMV Holdings (6934579 Canada Inc.) Quebecor Inc. (9193-2962 Québec Inc.) Shaw Communications Inc. Bragg Communications Inc. Novus Wireless Inc. Blue Canada Wireless Inc. Autres	Licences de spectre dans la plupart des régions, qui excluent en grande partie le Québec Licences de spectre dans la plupart des grands centres, sauf en Saskatchewan, au Manitoba, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique Licences de spectre dans le sud et l'est de l'Ontario ainsi que dans le sud et l'est du Québec Licences de spectre régional au Québec et dans certaines régions de l'Ontario, y compris Toronto Licences de spectre régional dans l'ouest du Canada et dans le nord de l'Ontario Licences de spectre régional dans les provinces de l'Atlantique et dans le sud-ouest de l'Ontario, ainsi qu'à Grande Prairie, en Alberta Licences de spectre provincial en Colombie-Britannique et en Alberta Licences de spectre provincial en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard Trois zones locales au total
1. Assujettis aux exigences en matière de mise en place d'un réseau sans fil dans les zones géographiques où ces nouveaux venus ont décidé d'offrir des services.	

Faits nouveaux concernant les services filaires

Comme ce fut le cas en 2007, l'industrie continue à se focaliser sur les services à large bande afin d'atténuer les pertes de lignes d'accès au réseau; par ailleurs, le taux de pénétration dans ce secteur a presque atteint le point de saturation, et les entreprises de télécommunications et les câblodistributeurs ont commencé à se faire concurrence au chapitre des vitesses, des applications et des prix, de manière à différencier leurs produits. La téléphonie fondée sur le protocole Internet (« IP ») s'avère une source croissante de produits d'exploitation pour les câblodistributeurs. Les entreprises de télécommunications se positionnent de façon stratégique et offrent des services de télévision par satellite et de nouveaux services de télévision sur IP, dans le but d'empiéter sur le marché des services de divertissement compris dans les services de télédiffusion. Les consommateurs continuent à délaisser les services de téléphonie filaire traditionnels en faveur des services sans fil et des services VoIP. En raison des pertes au chapitre de la concurrence et du passage aux services sans fil, certaines entreprises de télécommunications en Amérique du Nord ont subi des pertes de lignes résidentielles d'accès d'environ 12 %. Au 31 décembre 2008, la part estimative du marché des abonnés des services de téléphonie résidentiels locaux filaires de TELUS en Colombie-Britannique et en Alberta s'élevait à 66 %. Environ 12 % des foyers en Colombie-Britannique et en Alberta ont uniquement accès à des services de téléphonie sans fil parmi tous les fournisseurs, y compris TELUS.

La société offre des services filaires titulaires en Colombie-Britannique, en Alberta ainsi que dans l'est du Québec, régions qui ont moins subi les contrecoups du repli de l'industrie manufacturière que le centre du Canada et, dans une certaine mesure, des cycles des prix des marchandises, sauf en ce qui concerne le pétrole et le bois d'œuvre. La stratégie de la société visant la croissance de ses activités à l'échelle nationale touche quatre marchés verticaux qui ne comprennent pas l'industrie manufacturière, et TELUS continue à prévoir une croissance, particulièrement dans le secteur public et dans le secteur des soins de santé.

Les produits d'exploitation externes du secteur des services filaires de TELUS ont augmenté de 4 % en 2008. La croissance découlant des services filaires de transmission de données, y compris les produits tirés des services de transmission de données découlant des deux acquisitions conclues, a largement neutralisé les pertes au chapitre des produits tirés des services de transmission de la voix. Les lignes commerciales d'accès au réseau ont augmenté de 2 % en 2008 et en 2007, en raison de la priorité accordée à la croissance des activités dans les régions où la société n'est pas l'entreprise titulaire, et les lignes résidentielles d'accès de TELUS ont diminué de 7,5 % en 2008, comparativement à 6,5 % en 2007, en raison du maintien de la forte concurrence, particulièrement la concurrence découlant de la migration vers le service de téléphonie par câble et du remplacement de la technologie.

Se doter de moyens sur le marché des affaires

La démarche de TELUS liée au marché des affaires consiste à concentrer ses efforts sur la croissance des activités dans les régions du centre du Canada ainsi que sur les principaux marchés verticaux à l'échelle nationale, soit le secteur public, le secteur des soins de santé, les services financiers et le secteur de l'énergie. En janvier 2008, TELUS s'est dotée de moyens dans les secteurs des soins de santé et des services financiers en concluant l'acquisition d'Emergis Inc., un fournisseur de services d'impartition des processus d'affaires qui concentre ses activités dans ces secteurs, et qui est un chef de file en matière d'automatisation des dossiers médicaux électroniques. TELUS est devenue un chef de file national au chapitre de la prestation de solutions évoluées de transmission de données au secteur des soins de santé.

TELUS continue d'élargir sa vaste gamme de services des centres d'appels et de services d'impartition des processus opérationnels à l'intention d'une importante clientèle au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale. Ces services reposent sur la croissance des activités de TELUS dans le domaine des centres d'appels, lesquels sont situés dans diverses régions du globe, dont aux Philippines. Plus récemment, la société a commencé à offrir des services en espagnol et en anglais à la suite de l'acquisition d'une participation minoritaire dans une société exploitant des centres d'appels dans trois pays d'Amérique centrale, et elle compte bientôt offrir ces services dans un nouveau centre d'appels TELUS, qui ouvrira à Clark County, au Nevada. Cette expansion géographique et l'accroissement des services bilingues, en espagnol et en anglais, permettent à la société d'améliorer sa position concurrentielle dans ce secteur en expansion.

1.3 Sommaire des résultats consolidés

Le chef de la direction, qui est le principal responsable de l'exploitation, a reçu de façon périodique des rapports consolidés concernant les résultats de TELUS en 2008 et en 2007 sur deux bases : incluant et excluant [indiqué par la mention (ajusté)] la charge supplémentaire au titre de l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. L'option de règlement en espèces net liée aux options a été instaurée au premier trimestre de 2007. Le tableau ci-après fait état des points de vue avant et après les ajustements.

Sommaire des résultats consolidés (en millions de dollars, sauf les montants par action, le nombre d'abonnés et les ratios)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
États consolidés des résultats						
Produits d'exploitation	2 454	2 330	5,3 %	9 653	9 074	6,4 %
Bénéfice d'exploitation	502	499	0,6 %	2 066	1 974	4,7 %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	—	1	(100) %	—	169	(100) %
Bénéfice d'exploitation (ajusté)	502	500	0,4 %	2 066	2 143	(3,6) %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	373	384	(2,9) %	1 567	1 498	4,6 %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	—	1	(100) %	—	169	(100) %
Bénéfice avant impôts (ajusté)	373	385	(3,1) %	1 567	1 667	(6,0) %
Bénéfice net	285	400	(29) %	1 128	1 258	(10) %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options, après impôts	—	1	(100) %	—	105	(100) %
Bénéfice net (ajusté)	285	401	(29) %	1 128	1 363	(17) %
Bénéfice par action, de base (en dollars)	0,90	1,23	(27) %	3,52	3,79	(7,1) %
Option de règlement en espèces net liée aux options, par action	—	—	—	—	0,32	(100) %
Bénéfice par action, de base (ajusté) (en dollars)	0,90	1,23	(27) %	3,52	4,11	(14) %
Bénéfice par action, dilué (en dollars)	0,89	1,22	(27) %	3,51	3,76	(6,6) %
Dividendes en espèces déclarés par action (en dollars)	0,475	0,45	5,6 %	1,825	1,575	16 %
États consolidés des flux de trésorerie						
Rentrées liées aux activités d'exploitation	747	818	(8,7) %	2 819	3 172	(11) %
Sorties liées aux activités d'investissement	643	472	36 %	3 433	1 772	94 %
Dépenses en immobilisations	631	472	34 %	1 859	1 770	5,0 %
Paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués	—	—	—	882	—	n.s.
Acquisitions	—	—	—	696	—	n.s.
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement	(136)	(327)	58 %	598	(1 369)	n.s.
Nombre d'abonnés et autres mesures						
Nombre de connexions ¹ (en milliers)				11 595	11 147	4,0 %
BAIIA ²	937	953	(1,7) %	3 779	3 589	5,3 %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	—	1	(100) %	—	169	(100) %
BAIIA (ajusté)	937	954	(1,8) %	3 779	3 758	0,6 %
Flux de trésorerie disponibles ³	114	427	(73) %	567	1 573	(64) %
Ratios d'endettement et de distribution⁴						
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration				1,9	1,7	0,2
Ratio de distribution ⁵ (en %)				56	54	2 pts

n.s. – non significatif; pt(s) – point(s) de pourcentage

- Le total du nombre d'abonnés au sans-fil, de lignes d'accès au réseau et d'abonnés à Internet à la fin des périodes respectives, calculés à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. La mesure ne tient pas compte du nombre de connexions au service TELUS TV^{MD}.
- Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».
- Fondés sur le recouvrement net au titre des régimes à prestations déterminées et incluant le paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE pour l'exercice complet 2008. Se reporter à la rubrique 6.2, « Flux de trésorerie disponibles ».
- Se reporter à la rubrique 4.4, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement », ainsi qu'à la rubrique 6.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».
- Fondé sur le bénéfice par action excluant les ajustements favorables liés aux impôts et la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Faits saillants de l'exploitation :

- La société a atteint deux de ses quatre objectifs initiaux au chapitre des chiffres consolidés, ainsi que trois de ses quatre objectifs initiaux au chapitre des résultats sectoriels pour 2008. Se reporter à la rubrique 1.4, « Fiche d'évaluation des résultats pour 2008 ».
- Le nombre de connexions, qui ne tient pas compte des abonnés du service TELUS TV, a augmenté de 448 000 au cours de 2008, déduction faite du débranchement d'environ 28 000 abonnés des services analogiques découlant de la mise hors service du réseau analogique sans fil en septembre. Le nombre d'abonnés au sans-fil s'est établi à 6,13 millions, en hausse de 10 %, le nombre d'abonnés à Internet s'est élevé à 1,22 million, en hausse de 3,8 %, et le nombre de lignes d'accès au réseau s'est chiffré à 4,25 millions, en baisse de 3,6 %. En excluant le débranchement des abonnés du réseau analogique sans fil, le nombre de connexions a augmenté d'environ 476 000.

- Les ajouts bruts d'abonnés au sans-fil se sont chiffrés par des résultats records pour TELUS au cours du quatrième trimestre et de l'exercice 2008; ces résultats favorables tiennent au lancement du nouveau service de base postpayé et de la nouvelle marque Koodo Mobile plus tôt en 2008. Les produits d'exploitation mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») se sont élevés à 62,16 \$ au quatrième trimestre de 2008 et à 62,73 \$ pour l'exercice complet 2008, soit des résultats en baisse de 2 % et de 1 %, respectivement, par rapport à 2007, qui reflètent la concurrence au chapitre des tarifs liés aux services de transmission de la voix, facteur qui a été neutralisé par la forte croissance des PMAA tirés des services de transmission de données.
- Les produits d'exploitation se sont accrus de 124 millions de dollars et de 579 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats tiennent principalement à l'augmentation des produits tirés des services de réseau sans fil et des services filaires de transmission de données, qui a largement neutralisé la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix. La croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données tient compte des produits dégagés par Emergis Inc. et, dans une mesure beaucoup moindre, par Fastvibe, deux sociétés acquises en janvier 2008.
- Le bénéfice d'exploitation ajusté pour ne pas tenir compte de l'option de règlement en espèces net liée aux options a augmenté de 2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008 et a reculé de 77 millions de dollars pour l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation au quatrième trimestre tient principalement à la réduction de l'amortissement des immobilisations corporelles, déduction faite du BAIIA (ajusté) à la baisse et de l'augmentation de l'amortissement des logiciels. La diminution du bénéfice d'exploitation (ajusté) pour l'exercice complet est en grande partie imputable à la comptabilisation d'un montant supplémentaire au titre de l'amortissement de logiciels découlant de l'acquisition d'Emergis conclue en janvier, à la mise en service d'une nouvelle phase de la plateforme intégrée de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires en juillet 2008, ainsi qu'à une augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles de 2,1 %, déduction faite du BAIIA (ajusté) à la hausse. Le BAIIA (ajusté) a diminué de 17 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008, principalement en raison de la hausse des charges de restructuration. Pour l'exercice complet, le BAIIA (ajusté) a augmenté de 21 millions de dollars, car la hausse des produits tirés des services de transmission de données a été partiellement neutralisée par les coûts engagés pour soutenir la croissance, y compris les coûts d'acquisition liés aux importants ajouts d'abonnés des services sans fil et les coûts initiaux visant à prendre en charge les nouvelles entreprises clientes des services filaires.
- Le bénéfice avant impôts (ajusté) a diminué de 12 millions de dollars et de 100 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la baisse sont imputables à la réduction du bénéfice d'exploitation (ajusté) et à la hausse des frais de financement nets. Ces frais tiennent compte de l'accroissement des intérêts débiteurs liés principalement aux emprunts effectués en 2008 pour financer les acquisitions conclues en janvier ainsi que le paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE versé au troisième trimestre. Les frais de financement nets tiennent également compte des intérêts créditeurs, lesquels ont augmenté au quatrième trimestre, mais ont diminué de façon importante pour l'exercice complet, en raison principalement des différents montants d'intérêts liés aux remboursements d'impôts pour chaque exercice. La diminution des intérêts créditeurs pour l'exercice complet est également imputable à la réduction de l'encaisse et des placements temporaires en 2008.
- Le bénéfice net a diminué de 115 millions de dollars et de 130 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre de 2008 et pour l'exercice complet, et le bénéfice par action (de base) a reculé de 33 cents et de 27 cents, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Les résultats à la baisse tiennent compte de la diminution du montant net des économies d'impôts et des intérêts connexes au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet, qui s'est établi à 111 millions de dollars (34 cents par action) et à 208 millions de dollars (63 cents par action), respectivement. Le bénéfice net compte non tenu des ajustements liés aux impôts a diminué de 4 millions de dollars au quatrième trimestre et a augmenté de 78 millions de dollars, ou 36 cents par action, pour l'exercice complet. Le nombre moyen d'actions en circulation en 2008 était 3,4 % moins élevé qu'en 2007, en raison du rachat d'actions sur le marché dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA »).

Variations du bénéfice net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre	Exercices terminés les 31 décembre
Bénéfice net de 2007	400	1 258
Déduire : ajustements favorables liés aux impôts comptabilisés en 2007 (se reporter à la rubrique 2.2)	(143)	(257)
	257	1 001
Variations découlant de l'incidence fiscale :		
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	1	105
Variation du BAIIA (ajusté) ¹	(12)	14
Diminution (augmentation) de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels ¹ , compte non tenu des crédits d'impôt à l'investissement	9	(69)
Intérêts débiteurs ¹	(8)	2
Autres éléments	6	26
	253	1 079
Ajustements favorables liés aux impôts comptabilisés en 2008 (se reporter à la rubrique 2.2)	32	49
Bénéfice net de 2008	285	1 128

1. Aux fins des présentes, nous avons utilisé le taux d'imposition combiné prévu par la loi pour 2008.

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement :

- Au 31 décembre 2008, TELUS disposait de facilités de crédit inutilisées de 1,15 milliard de dollars, ainsi que des montants disponibles au titre de son programme de titrisation de créances, ce qui est conforme à l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités inutilisées s'élèvent à plus de 1 milliard de dollars. Par ailleurs, la société continue de satisfaire à ses deux autres indications clés. Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA au 31 décembre 2008 était de 1,9 fois, soit un résultat qui est demeuré dans la fourchette à long terme visée de 1,5 à 2,0 fois. Le ratio de distribution, qui est établi en fonction du dividende annuel du quatrième trimestre et du bénéfice pour 2008 (excluant les ajustements favorables liés aux impôts), s'est établi à 56 %, soit un résultat légèrement supérieur à la fourchette visée de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective. En décembre, la société a renouvelé sa facilité de crédit d'un montant de 700 millions de dollars et d'une durée de 364 jours consentie par un syndicat de banques canadiennes; la durée de cette facilité a été prorogée jusqu'au 1^{er} mars 2010.
- La société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un autre exercice. En vertu de la cinquième offre, qui prendra fin le 23 décembre 2009, la société peut racheter un nombre maximal de huit millions d'actions de TELUS, soit 2,5 % du nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2008. Se reporter à la rubrique 4.3, « Sorties liées aux activités de financement ».
- Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont diminué de 71 millions de dollars et de 353 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007, en raison principalement de la diminution des économies d'impôts et des intérêts connexes. De plus, au quatrième trimestre de 2008, le produit tiré de la titrisation de créances a augmenté de 50 millions de dollars, comparativement à une réduction de 50 millions de dollars à la période correspondante de 2007. Le produit tiré de la titrisation de créances pour l'exercice complet 2008 a reculé de 200 millions de dollars (aucune variation n'étant survenue en 2007).
- Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 171 millions de dollars et de 1 661 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation au quatrième trimestre est en grande partie imputable à la hausse des dépenses en immobilisations. L'augmentation pour l'exercice complet tient au paiement de 882 millions de dollars effectué au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués, à l'acquisition d'Emergis conclue en janvier 2008 pour un montant de 692 millions de dollars (déduction faite des espèces acquises) et à la hausse des dépenses en immobilisations. L'augmentation des dépenses en immobilisations en 2008 a servi à soutenir les investissements liés aux services à large bande pour les abonnés des services d'affaires et résidentiels, le réseau HSPA sans fil de prochaine génération, les solutions pour les secteurs des soins de santé et des services financiers, ainsi que les coûts initiaux visant à prendre en charge les nouvelles entreprises clientes.
- Les sorties nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 136 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008, par rapport à 327 millions de dollars à la période correspondante de 2007, résultat qui tient au nombre moins élevé d'actions rachetées dans le cadre des RCNA et au fait que le dividende du quatrième trimestre de 2008 a été versé à la date de paiement du 2 janvier 2009 (le dividende du quatrième trimestre de 2007 payable à la date de paiement du 1^{er} janvier 2008 ayant été versé le 31 décembre 2007).

Les rentrées nettes liées aux activités de financement se sont chiffrées à 598 millions de dollars pour l'exercice complet 2008 et elles tiennent compte des montants plus élevés prélevés en vertu de la facilité de crédit bancaire échéant en 2012 ainsi que de l'émission, en avril 2008, de billets de 500 millions de dollars échéant en 2015, facteurs neutralisés en partie par une réduction du papier commercial émis. Ces activités ont permis de soutenir le paiement de 882 millions de dollars versé au troisième trimestre au titre des licences de spectre pour les SSFE ainsi que les 692 millions de dollars versés au titre des acquisitions conclues en janvier, déduction faite des espèces acquises. Les sorties nettes liées aux activités de financement comptabilisées en 2007 se sont chiffrées à 1 369 millions de dollars et elles tenaient compte du remboursement, en juin 2007, de 1,5 milliard de dollars de billets arrivés à échéance.

- Les dividendes déclarés au quatrième trimestre de 2008 se sont élevés à 47,5 cents par action ordinaire et par action sans droit de vote, soit une hausse de 6 % par rapport au dividende par action de 45 cents déclaré au cours de chacun des quatre trimestres précédents. Il s'agit de la cinquième augmentation annuelle de suite du taux de dividende trimestriel.
- Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 313 millions de dollars et de 1 006 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La diminution au quatrième trimestre tient principalement aux économies d'impôts et intérêts connexes comptabilisés au quatrième trimestre de 2007, ainsi qu'à la hausse des dépenses en immobilisations en 2008. La diminution pour l'exercice complet tient également compte du paiement de 882 millions de dollars versé au titre des licences de spectre pour les SSFE en 2008. Les activités de financement en 2008 ont étayé les flux de trésorerie disponibles, de manière à financer les acquisitions conclues en janvier ainsi que l'achat des licences de spectre pour les SSFE.

1.4 Fiche d'évaluation des résultats

Nous avons atteint cinq des huit objectifs initiaux au chapitre des chiffres consolidés et des résultats sectoriels pour 2008, mais nous n'avons pas atteint les trois autres objectifs. Nous avons atteint les objectifs concernant les produits consolidés ainsi que les produits et le BAIIA du secteur des services filaires, de même que les produits tirés des services sans fil. Nous n'avons pas atteint les objectifs concernant les produits consolidés et le BAIIA du secteur des services sans fil, en raison de plusieurs facteurs, notamment la baisse des PMAA tirés des services sans fil, la hausse des coûts d'acquisition des abonnés et des frais de fidélisation et l'augmentation des coûts liés à la croissance des services de transmission de données. Le bénéfice par action s'est établi dans la fourchette visée, résultat qui découle uniquement de la comptabilisation d'économies d'impôts favorables; par conséquent, nous n'avons pas atteint l'objectif concernant le bénéfice par action pour 2008. Nous avons atteint l'objectif au chapitre des dépenses en immobilisations, lesdites dépenses engagées se situant en deçà de 2 % de l'objectif de 1,9 milliard de dollars établi.

Au cours de l'exercice, la direction a fourni des indications et des hypothèses révisées pour l'exercice 2008, lorsqu'elle a annoncé les résultats des deuxième et troisième trimestres. Elle a également fourni des indications révisées concernant les produits et les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2008 lorsqu'elle a annoncé les objectifs pour 2009 et tenu une téléconférence avec les investisseurs le 16 décembre 2008. Les résultats réels sont conformes aux huit mesures liées aux indications finales, à l'exception des dépenses en immobilisations.

Le tableau suivant fournit une comparaison des résultats de TELUS pour 2008 et des objectifs initiaux. On y trouve également les objectifs pour 2009, lesquels sont assujettis dans leur totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de la présente analyse par la direction de l'exploitation ainsi qu'à la *rubrique 5, « Risques et gestion des risques »*.

Fiche d'évaluation	Rendement pour 2008				Objectifs pour 2009	
	Résultats réels	Variation par rapport à 2007	Objectifs initiaux pour 2008	Résultat	Objectifs	Variation par rapport aux résultats réels de 2008
Légende						
✓✓ Objectif dépassé						
✓ Objectif atteint						
X Objectif non atteint						
Chiffres consolidés						
Produits d'exploitation	9,653 G\$	6,4 %	9,6 G\$ à 9,8 G\$	✓	10,025 G\$ à 10,275 G\$	4 % à 6 %
BAIIA ^{1,2}	3,779 G\$	0,6 %	3,8 G\$ à 3,95 G\$	X	3,75 G\$ à 3,9 G\$	(1) % à 3 %
Bénéfice par action – de base ³	3,52 \$	(14) %	3,50 \$ à 3,80 \$	–	3,40 \$ à 3,70 \$	(3) % à 5 %
Bénéfice par action – de base ³ (excluant les incidences favorables liées aux impôts)	3,37 \$	1,2 %	3,50 \$ à 3,80 \$	X	3,40 \$ à 3,70 \$	1 % à 10 %
Dépenses en immobilisations (excluant les dépenses au titre des licences de spectre pour les SSFE comptabilisées en 2008) ⁵	1,859 G\$	5,0 %	Environ 1,9 G\$	✓	Environ 2,05 G\$	10 %
Secteur des services filaires						
Produits d'exploitation (externes)	5,021 G\$	4,4 %	4,975 G\$ à 5,075 G\$	✓	5,05 G\$ à 5,175 G\$	0 % à 3 %
BAIIA ²	1,774 G\$	(3,0) %	1,725 G\$ à 1,8 G\$	✓	1,65 G\$ à 1,725 G\$	(3) % à (7) %
Secteur des services sans fil						
Produits d'exploitation (externes)	4,632 G\$	8,6 %	4,625 G\$ à 4,725 G\$	✓	4,975 G\$ à 5,1 G\$	7 % à 10 %
BAIIA ²	2,005 G\$	3,9 %	2,075 G\$ à 2,15 G\$	X	2,1 G\$ à 2,175 G\$	5 % à 8 %

1. Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement », pour la définition.
2. À des fins de comparaison, le BAIIA pour 2007 a été ajusté afin d'exclure une charge avant impôts supplémentaire comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Une tranche d'environ 145 millions de dollars du montant total consolidé de 169 millions de dollars s'applique au secteur des services filaires, et une tranche de 24 millions de dollars, au secteur des services sans fil.
3. À des fins de comparaison, le bénéfice par action de base pour 2007 a été ajusté afin d'exclure une charge après impôts supplémentaire de 0,32 \$ par action comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options.
4. Mesure non définie par les PCGR.
5. L'objectif concernant les dépenses en immobilisations en 2008 exclut les dépenses liées aux enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE tenues de mai à juillet 2008.

Les principales hypothèses suivantes ont été formulées lorsque les objectifs initiaux pour 2008 ont été annoncés, en décembre 2007.

Hypothèses liées aux objectifs pour 2008	Résultat réel ou estimatif pour 2008
Croissance estimative du PIB réel de 2,8 % au Canada et croissance supérieure à la moyenne en Alberta et en Colombie-Britannique	En raison de l'incertitude croissante concernant l'économie en 2008, le Conference Board du Canada, les banques canadiennes et d'autres institutions ont révisé leurs prévisions à la baisse à plusieurs reprises. Le taux de croissance estimative du PIB réel pour 2008 est inférieur à 1 % au Canada et supérieur à la moyenne en Alberta et en Colombie-Britannique. Ces estimations se fondent sur des rapports récents publiés par la Banque du Canada et par plusieurs banques canadiennes.
Parité ou quasi-parité du dollar canadien et du dollar américain	Le taux de change de clôture du dollar canadien s'élevait à 0,821 \$ US le 31 décembre 2008, et le taux de change moyen pour l'exercice complet s'est élevé à 0,94 \$ US, selon les taux de clôture quotidiens. En raison de la baisse des prix des marchandises et de l'incertitude croissante concernant l'économie, le taux de change moyen du dollar canadien s'est établi à 0,825 \$ US au quatrième trimestre de 2008, en baisse par rapport à un taux de change moyen de 0,98 \$ US pour les neuf premiers mois de l'exercice (source : Banque du Canada). TELUS a maintenu sa position et couvert intégralement le risque de change lié à ses billets à 8,00 % libellés en dollars américains et échéant en 2011. Afin de gérer le risque de change, la société a également recours à des contrats de change à terme et à des options sur devises pour fixer les taux de change des opérations et des engagements à court terme libellés en dollars américains.
Concurrence accrue relativement aux services filaires, dans le marché résidentiel et le marché des affaires, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services VoIP	Hypothèse confirmée par les facteurs suivants : i) un câblodistributeur concurrent dans l'ouest du pays a déclaré des ajouts nets importants des abonnés de son service Internet haute vitesse et de ses services téléphoniques, ainsi que l'expansion de sa gamme de produits visant à séduire un plus grand nombre de consommateurs et de PME dans un plus grand nombre de régions; ii) en 2008, TELUS a subi des pertes de 3,6 % des lignes d'accès au réseau.
Il est présumé que l'incidence de l'acquisition d'Emergis commencera à se faire sentir en mars 2008	L'opération a été conclue à la mi-janvier 2008 et elle a eu une incidence négligeable sur les objectifs de TELUS pour 2008.
Gain estimatif de 4,5 à 5 points de pourcentage pour l'exercice au titre de la pénétration du marché des services sans fil au Canada	Le gain au titre de la pénétration du marché des services sans fil devrait se situer dans cette fourchette.
L'objectif relatif aux dépenses en immobilisations excluait explicitement les achats possibles de licences aux enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE	Les résultats réels sont présentés ci-dessus. Un paiement de 882 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE a été comptabilisé au troisième trimestre.
Aucun nouveau venu ne devrait pénétrer le marché des services sans fil en 2008	Hypothèse confirmée. Huit nouveaux venus sur les marchés régionaux ont obtenu des licences de spectre lors des enchères pour les SSFE ayant pris fin en juillet 2008, mais la société ne s'attend toutefois pas à ce que ceux-ci soient en mesure d'offrir des services avant la fin de 2009 ou avant 2010.
Comptabilisation de charges d'environ 50 millions de dollars au titre de la restructuration, compte tenu de l'intégration d'Emergis	Les résultats réels s'établissent à 59 millions de dollars pour l'exercice complet, aux fins des efforts visant à améliorer la structure de coût et à accroître l'efficacité, qui ont porté leurs fruits vers la fin de l'exercice.
Taux d'imposition combiné prévu par la loi de 31 % à 32 %	Le taux d'imposition combiné prévu par la loi s'est établi à 31 %, en raison des modifications des taux d'imposition en vigueur en Colombie-Britannique.
Taux d'actualisation de 5,5 % (en hausse de 50 points de base par rapport à 2007) et rendement à long terme moyen prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite (inchangé par rapport à 2007)	Les hypothèses concernant la comptabilisation des régimes de retraite sont formulées au début de l'exercice. Les hypothèses concernant l'exercice 2009 sont présentées à la rubrique 1.5.
Nombre moyen d'actions en circulation d'environ 320 millions	Le nombre moyen d'actions en circulation s'est élevé à 320 millions en 2008, soit un résultat en baisse de 3,4 % par rapport à 2007.

1.5 Objectifs financiers et d'exploitation pour 2009

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de la présente analyse par la direction de l'exploitation, ainsi qu'à la *rubrique 5, « Risques et gestion des risques »*. Les hypothèses présentées ci-après s'appliquent aux objectifs de TELUS pour 2009 qui sont illustrés dans le tableau qui précède. Les objectifs et les hypothèses pour 2009 ont initialement été annoncés le 16 décembre 2008.

Pour 2009, TELUS vise une croissance des produits d'exploitation consolidés de 4 % à 6 %, soit une hausse de 372 millions de dollars à 622 millions de dollars. La croissance du BAIIA pourrait atteindre 3 %, croissance qui sera modérée par l'augmentation des charges de retraite en 2009 découlant de la faiblesse des marchés boursiers en 2008. Les coûts de restructuration estimatifs pour 2009 se situent entre 50 millions de dollars et 75 millions de dollars. Le bénéfice par action devrait se situer entre 3,40 \$ et 3,70 \$, soit un objectif semblable à celui de 2008, lequel avait bénéficié d'ajustements fiscaux favorables. En excluant les ajustements fiscaux favorables comptabilisés en 2008, l'augmentation du bénéfice par action en 2009 pourrait atteindre 10 %.

Les produits tirés des services sans fil devraient afficher une hausse de 7 % à 10 % en 2009, en raison de l'augmentation soutenue du nombre d'abonnés, de la popularité croissante des téléphones intelligents, ainsi que de l'adoption et de l'utilisation grandissantes des services de transmission de données sans fil. Le BAIIA du secteur des services sans fil devrait augmenter de 5 % à 8 % en 2009.

L'augmentation des produits tirés des services filaires pourrait atteindre 3 % en 2009, en raison de la croissance des produits tirés des services de transmission de données. Le BAIIA du secteur des services filaires devrait reculer de 3 % à 7 % en raison de la hausse des charges de retraite, des charges initiales liées aux services de croissance (y compris les coûts liés aux phases initiales de la mise en œuvre d'importants contrats conclus avec des entreprises), et de l'augmentation prévue des charges de restructuration, facteurs neutralisés en partie par les résultats découlant des initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité.

TELUS s'attend à ce que le bénéfice par action de 2009 soit touché par une légère augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, ainsi que par la hausse des coûts de financement. L'augmentation prévue de ces coûts s'explique par un niveau moyen d'endettement à la hausse découlant du paiement versé au titre des licences de spectre pour les SSFE au troisième trimestre de 2008.

Les dépenses en immobilisations pour 2009 devraient se chiffrer à environ 2,05 milliards de dollars, montant qui s'explique en partie par le report de dépenses en immobilisations qui avaient été prévues pour 2008, ainsi que par les importants investissements dans le déploiement du réseau national partagé sans fil de prochaine génération de TELUS, par les investissements dans l'infrastructure du réseau en vue d'améliorer les capacités liées à la largeur de bande des services filaires ainsi que par le développement de nouvelles applications. De plus, ces dépenses comprennent le capital requis pour mettre en œuvre d'importants contrats d'entreprises en Ontario et au Québec qui, selon TELUS, devraient générer à l'avenir d'importants produits d'exploitation.

TELUS continue d'observer les lignes directrices de sa politique financière à long terme, comme un ratio dette nette/BAIIA de 1,5 à 2,0 fois et un ratio de distribution de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles. Les objectifs pour 2009 s'alignent sur ces lignes directrices. L'achat possible d'un nombre maximal de huit millions d'actions de TELUS dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la société pourrait avoir une incidence sur le résultat par action, les soldes de trésorerie, la dette nette et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Hypothèses formulées pour les objectifs de 2009
Concurrence soutenue au chapitre des services filaires dans le marché des affaires et le marché résidentiel, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services VoIP.
Gain estimatif d'environ 4,5 points de pourcentage pour l'exercice au titre de la pénétration du marché des services sans fil au Canada, soit un gain similaire à l'estimation de la croissance pour 2008.
Pressions à la baisse sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») du secteur des services sans fil.
Pénétration du marché des services sans fil par de nouveaux venus à compter du quatrième trimestre de 2009, la plupart de ces nouveaux venus devant pénétrer ce marché à partir de 2010.
Charges de restructuration se situant environ entre 50 millions de dollars et 75 millions de dollars (59 millions de dollars en 2008).
Taux d'imposition combiné prévu par la loi se situant entre 30 % et 31 % (31 % en 2008).
Paiements d'impôts nets se situant environ entre 320 millions de dollars et 350 millions de dollars (10 millions de dollars en 2008).
Taux de change moyen prévu du dollar canadien de 0,80 \$ US (0,94 \$ US en 2008).
Taux d'actualisation de 7,00 % (subséquentement établi à 7,25 %) et rendement moyen à long terme prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite (résultat inchangé par rapport à 2008, qui est conforme aux rendements à long terme de la société et à ses attentes pour l'avenir). Le montant net des charges de retraite au titre des régimes à prestations déterminées et la capitalisation de ces régimes devraient dans les deux cas augmenter en 2009, en raison principalement de la baisse de valeur des actifs des régimes de retraite à prestations déterminées en 2008. <ul style="list-style-type: none"> Le montant net estimatif des charges liées aux régimes de retraite à prestations déterminées s'établit à néant pour 2009, montant qui a subséquentement été majoré à 18 millions de dollars (comparativement à un recouvrement de 100 millions de dollars en 2008). Le montant estimatif des cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées s'établit à environ 200 millions de dollars pour 2009, montant qui a subséquentement été majoré à 211 millions de dollars (102 millions de dollars en 2008).

2. Résultats d'exploitation

2.1 Généralités

La société compte deux secteurs isolables, soit les services filaires et les services sans fil. La segmentation s'appuie sur des similitudes au chapitre de la technologie, des compétences techniques exigées pour fournir les produits et services, des canaux de distribution utilisés et de l'application des règlements. Les ventes intersectorielles sont comptabilisées à la valeur d'échange. L'information sectorielle est régulièrement communiquée au chef de la direction de la société (le principal responsable de l'exploitation).

2.2 Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T4 2008	T3 2008	T2 2008	T1 2008	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007
Produits d'exploitation	2 454	2 450	2 399	2 350	2 330	2 310	2 228	2 206
Charges d'exploitation ¹	1 479	1 465	1 477	1 394	1 371	1 317	1 340	1 437
Coûts de restructuration	38	10	4	7	6	6	3	5
BAIIA ²	937	975	918	949	953	987	885	764
Amortissement des immobilisations corporelles	351	344	343	346	386	333	318	318
Amortissement des actifs incorporels	84	92	77	76	68	70	73	49
Bénéfice d'exploitation	502	539	498	527	499	584	494	397
Autres charges (produits)	11	6	2	17	6	8	18	4
Coûts de financement	118	122	114	109	109	86	127	118
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	373	411	382	401	384	490	349	275
(Charge) économie d'impôts sur les bénéfices	88	125	114	109	(19)	79	94	79
Part des actionnaires sans contrôle	—	1	1	1	3	1	2	1
Bénéfice net	285	285	267	291	400	410	253	195
Bénéfice par action ordinaire et action sans droit de vote	0,90	0,89	0,83	0,90	1,23	1,24	0,76	0,58
– De base	0,90	0,89	0,83	0,90	1,22	1,23	0,75	0,57
– Dilué	0,89	0,89	0,83	0,90	1,22	1,23	0,75	0,57
Dividendes déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote	0,475	0,45	0,45	0,45	0,45	0,375	0,375	0,375

1. Incluant la charge (le recouvrement) au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

— — — — 1 (7) 1 174

2. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».

Tendances

La tendance observée au chapitre des produits d'exploitation consolidés continue à refléter la croissance des produits tirés des services de réseau sans fil, en raison de la hausse du nombre d'abonnés, ainsi que la croissance élevée des produits tirés des services filaires de transmission de données, y compris les produits découlant des deux acquisitions effectuées en janvier 2008. Les PMAA (produits mensuels moyens par appareil d'abonné) liés aux services sans fil en 2008 ont diminué de 1 % par rapport à 2007, car le recul des PMAA tirés des services de transmission de la voix a largement neutralisé la croissance élevée des PMAA tirés des services de transmission de données. La baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix reflète la concurrence au chapitre des tarifs, l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses et le lancement récent de la marque de valeur à services postpayés. Le service Mike de TELUS subit les contrecoups de la situation au sein des industries du transport, de la construction, de l'automobile ainsi que du pétrole et du gaz, lesquelles ont été particulièrement touchées par le ralentissement de l'économie en 2008, situation qui a entraîné une baisse importante des PMAA tirés du service Mike, particulièrement vers la fin de l'exercice.

Avant 2008, la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données a été neutralisée entièrement par la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix, laquelle est imputable au passage vers les services sans fil et Internet, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs, des revendeurs et des entreprises dotées d'installations offrant des services VoIP. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau continuent à correspondre aux niveaux annualisés récents, alors que le principal câblodistributeur concurrent de TELUS a élargi sa gamme de produits, ses tarifs concurrentiels et sa couverture. Les gains continus au chapitre des lignes commerciales d'accès au réseau ont neutralisé en partie les pertes de lignes résidentielles d'accès.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services sans fil, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement ont, dans le passé, revêtu un caractère hautement saisonnier au quatrième trimestre, donnant lieu à un BAIIA du secteur des services sans fil moins élevé au quatrième trimestre. L'incidence au troisième trimestre a augmenté, en raison des promotions pour la rentrée scolaire. Dans le passé, le caractère saisonnier a eu, dans une moindre mesure, une incidence sur les ajouts d'abonnés aux services filaires Internet haute vitesse et sur les coûts connexes au quatrième trimestre, mais cette incidence n'est plus importante.

Avec prise d'effet à l'exercice 2008, les charges d'exploitation consolidées tiennent compte des charges liées aux deux acquisitions effectuées en janvier. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2007, les charges d'exploitation tiennent compte des charges ou des recouvrements comptabilisés relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005.

L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté à compter du second semestre de 2007, en raison de la réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits, à la gestion du réseau et à d'autres actifs aux troisième et quatrième trimestres de 2007 ainsi qu'au premier trimestre de 2008.

L'amortissement des actifs incorporels au quatrième trimestre de 2008 et au premier trimestre de 2007 est présenté déduction faite de crédits d'impôt à l'investissement de 6 millions de dollars et de 5 millions de dollars, respectivement. Les crédits d'impôt à l'investissement ont été portés en réduction de la charge d'amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, après qu'un agent du fisc a établi leur admissibilité. L'amortissement des actifs incorporels a augmenté de 18 millions de dollars au début du deuxième trimestre de 2007, en raison de l'importante nouvelle plateforme de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires mise en place pour les abonnés des services résidentiels en Alberta en mars 2007. L'augmentation séquentielle de l'amortissement des actifs incorporels au premier trimestre de 2008 est principalement imputable aux acquisitions conclues. La mise en service de la nouvelle phase de la plateforme de facturation pour les abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique à la mi-juillet 2008 a entraîné une augmentation de 5 millions de dollars de l'amortissement des actifs incorporels au troisième trimestre de 2008, ainsi que l'amortissement d'un montant supplémentaire de 3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008.

Les coûts de financement illustrés dans le tableau précédent sont présentés déduction faite des intérêts créditeurs, y compris les intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs, particulièrement au troisième trimestre de 2007. La tendance observée au chapitre des intérêts débiteurs reflétait une baisse, tenant principalement à la réduction du taux d'intérêt effectif lié aux activités de financement au premier semestre de 2007 et en avril 2008. Une hausse des intérêts débiteurs aux troisième et quatrième trimestres de 2008 est imputable à l'augmentation du solde de la dette utilisée pour financer les acquisitions effectuées en janvier et le paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués.

Les tendances observées au chapitre du bénéfice net et du bénéfice par action reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements découlant des variations des impôts sur les bénéfices, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes sur les redressements. La diminution du nombre d'actions en circulation découlant des rachats continus d'actions a eu une incidence favorable sur le bénéfice par action.

Ajustements liés aux impôts sur les bénéfices (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)	T4 2008	T3 2008	T2 2008	T1 2008	T4 2007	T3 2007	T2 2007	T1 2007
Incidence approximative sur le bénéfice net	32	—	—	17	143	93	17	4
Incidence approximative sur le bénéfice par action (en dollars)	0,10	—	—	0,05	0,44	0,28	0,05	0,01
Bénéfice par action de base approximatif excluant les incidences fiscales (en dollars)	0,80	0,89	0,83	0,85	0,79	0,96	0,71	0,57

En plus des ajustements liés aux impôts sur les bénéfices, des ajustements défavorables au titre des redressements pour la taxe de vente se rapportant à des exercices antérieurs ont été comptabilisés au troisième trimestre de 2008 et au deuxième trimestre de 2007. L'ajustement après impôts du troisième trimestre de 2008 s'établissait à environ 8 millions de dollars (deux cents par action), alors que l'ajustement après impôts du deuxième trimestre de 2007 s'établissait à environ 7 millions de dollars (deux cents par action).

2.3 Résultats d'exploitation consolidés

(en millions de dollars, sauf la marge du BAIIA, qui est exprimée en %)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Produits d'exploitation	2 454	2 330	5,3 %	9 653	9 074	6,4 %
Charges d'exploitation	1 479	1 371	7,9 %	5 815	5 465	6,4 %
Coûts de restructuration	38	6	n.s.	59	20	195 %
BAIIA ¹	937	953	(1,7) %	3 779	3 589	5,3 %
Amortissement des immobilisations corporelles	351	386	(9,1) %	1 384	1 355	2,1 %
Amortissement des actifs incorporels	84	68	24 %	329	260	27 %
Bénéfice d'exploitation	502	499	0,6 %	2 066	1 974	4,7 %
Charges d'exploitation (ajustées) ²	1 479	1 370	8,0 %	5 815	5 296	9,8 %
BAIIA (ajusté) ²	937	954	(1,8) %	3 779	3 758	0,6 %
Bénéfice d'exploitation (ajusté) ²	502	500	0,4 %	2 066	2 143	(3,6) %
Marge du BAIIA ³	38,2	40,9	(2,7) pts	39,1	39,6	(0,5) pt
Marge du BAIIA (ajustée) ³	38,2	40,9	(2,7) pts	39,1	41,4	(2,3) pts

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».

2. Exclut des charges de 1 million de dollars et de 169 millions de dollars, respectivement, comptabilisées au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

3. BAIIA ou BAIIA (ajusté) divisé par les produits d'exploitation.

L'analyse qui suit porte sur les résultats consolidés de TELUS. Des informations sectorielles sont fournies à la rubrique 2.4, « Résultats du secteur des services filaires », à la rubrique 2.5, « Résultats du secteur des services sans fil », et à la rubrique 4.2, « Sorties liées aux activités d'investissement ».

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation ont augmenté de 124 millions de dollars et de 579 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La croissance des produits d'exploitation et du nombre d'abonnés s'est poursuivie en ce qui concerne les services sans fil et les services filaires de transmission de données. Les deux acquisitions conclues en janvier 2008 ont également eu une incidence positive sur les produits d'exploitation tirés des services filaires de transmission de données. Les produits d'exploitation tirés des services interurbains de transmission de la voix ont continué à reculer, tandis que les produits d'exploitation tirés des services locaux de transmission de la voix ont diminué d'un exercice à l'autre, en raison de l'incidence de la concurrence locale ainsi que du remplacement de la technologie.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation de 2008 ont augmenté de 108 millions de dollars et de 350 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Les charges d'exploitation ajustées pour ne pas tenir compte de la charge comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options ont augmenté de 109 millions de dollars et de 519 millions de dollars, respectivement. L'augmentation des charges liées au secteur des services filaires est imputable aux acquisitions effectuées, à la hausse du coût des ventes, et aux coûts initiaux de mise en place pour les nouvelles entreprises clientes du secteur des services filaires, facteurs neutralisés en partie par l'absence de charges engagées à la suite de la conversion, de telles charges ayant été comptabilisées en 2007 relativement à la nouvelle plateforme de facturation et de service à la clientèle en Alberta. Les charges relatives au secteur des services sans fil ont augmenté afin de soutenir la croissance de 10 % du nombre d'abonnés des services sans fil d'un exercice à l'autre et l'augmentation de 9 % des produits tirés du réseau sans fil, et elles comprennent les coûts de soutien pour accroître l'utilisation des services de transmission de données ainsi que les frais de démarrage liés au lancement de la nouvelle marque Koodo^{MD}. La hausse des charges des deux secteurs est présentée déduction faite de la diminution du montant comptabilisé au titre des primes de rendement de fin d'exercice versées aux salariés, qui tient à un rendement de l'exploitation en dessous des prévisions.

L'amortissement net de TELUS au titre du régime de retraite à prestations déterminées n'a pas subi de variation importante en 2008. En 2009, la direction prévoit une augmentation de la charge nette et des cotisations au titre des régimes à prestations déterminées. Se reporter aux hypothèses pour 2009 présentées à la *rubrique 1.5, « Objectifs financiers et d'exploitation pour 2009 »*. Les créances douteuses ont augmenté de 12 millions de dollars et de 28 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse sont en grande partie imputables à l'accroissement du nombre d'abonnés.

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration ont augmenté de 32 millions de dollars et de 39 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Les charges de restructuration en 2008 concernaient environ 35 initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité, notamment la réorganisation de trois unités d'exploitation (Stratégie de technologie, Exploitation du réseau et Transformation de l'entreprise), lesquelles ont été regroupées dans deux équipes intégrées, la réorientation des efforts visant à accroître diverses activités, l'optimisation des paliers de direction et de l'étendue des responsabilités afin de réduire l'effectif, le recours accru à des services d'impartition des processus d'affaires, la rationalisation des produits liés aux activités à faible valeur, le remaniement de l'équipe de vente, la simplification des stratégies de marketing et le regroupement des activités de gestion relative aux fournisseurs. La société s'attend à ce que les charges au titre des initiatives s'inscrivant dans le cadre de ce programme se situent entre 50 millions de dollars et 75 millions de dollars en 2009.

BAIIA

Le BAIIA consolidé a diminué de 16 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008 et il a augmenté de 190 millions de dollars pour l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. En excluant l'option de règlement en espèces net liée aux options, le BAIIA consolidé (ajusté) a reculé de 17 millions de dollars au quatrième trimestre, résultat qui tient principalement au fait que le BAIIA (ajusté) du secteur des services filaires a diminué de 18 millions de dollars en raison de la hausse des coûts de restructuration. Pour l'exercice complet 2008, le BAIIA consolidé (ajusté) a augmenté de 21 millions de dollars, car la hausse de 75 millions de dollars du BAIIA (ajusté) du secteur des services sans fil a largement neutralisé la baisse de 54 millions de dollars du BAIIA (ajusté) du secteur des services filaires.

Amortissement des immobilisations corporelles

L'amortissement des immobilisations corporelles a diminué de 35 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008 et il a augmenté de 29 millions de dollars pour l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La diminution au quatrième trimestre tient en grande partie i) à l'amortissement dégressif d'un montant de 47 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007, qui découle de la réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits numériques à distance et à la gestion du réseau ainsi qu'à d'autres actifs; ii) à l'augmentation des immobilisations entièrement amorties; facteurs neutralisés en partie par iii) l'amortissement à la hausse des immobilisations corporelles découlant d'une réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits numériques en 2008. L'augmentation pour l'exercice complet 2008 tient à la réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits numériques, neutralisée en partie par l'amortissement dégressif d'un montant de 67 millions de dollars comptabilisé en 2007 relativement à la réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits numériques à distance et à la gestion du réseau ainsi qu'à d'autres actifs.

Amortissement des actifs incorporels

L'amortissement des actifs incorporels a augmenté de 16 millions de dollars et de 69 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent compte i) de l'amortissement d'un montant de 13 millions de dollars et de 51 millions de dollars, respectivement, au titre des acquisitions effectuées en janvier 2008 (principalement l'amortissement de logiciels); ii) d'un montant de 8 millions de dollars et de 13 millions de dollars, respectivement, aux fins de la mise en service, en juillet 2008, de la nouvelle phase de la plateforme intégrée de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services filaires en Colombie-Britannique; iii) de l'amortissement d'un montant supplémentaire de 19 millions de dollars pour l'exercice complet 2008, qui découle de la première phase de la mise en œuvre de la nouvelle plateforme de facturation et de service à la clientèle du secteur des services filaires mise en place en mars 2007, en Alberta; iv) de l'augmentation du montant net des autres actifs incorporels amortissables. Les résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par la diminution de l'amortissement des actifs liés aux abonnés des services sans fil, qui sont maintenant entièrement amortis, ainsi que par l'amortissement dégressif comptabilisé en 2007 au titre des actifs liés à l'abandon des services fournis par AMP'D Mobile Canada.

Par ailleurs, des crédits d'impôt à l'investissement de 6 millions de dollars pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2008, et de 5 millions de dollars pour l'exercice complet 2007, ont été portés en réduction de la charge d'amortissement. Ces crédits ont été comptabilisés après qu'un agent du fisc a établi leur admissibilité et ils touchaient des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties.

L'amortissement des actifs incorporels devrait augmenter pour l'exercice complet 2009 par rapport à 2008, en raison principalement de la prise en compte, pour une période supplémentaire de sept mois, de la charge d'amortissement liée à la plateforme intégrée de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services filaires en Colombie-Britannique. Se reporter à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs*.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 3 millions de dollars et de 92 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. En excluant les charges au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options comptabilisées en 2007, le bénéfice d'exploitation (ajusté) a augmenté de 2 millions de dollars au quatrième trimestre, car la baisse de l'amortissement des immobilisations corporelles a largement neutralisé la réduction du BAIIA (ajusté) et la hausse de l'amortissement des actifs incorporels. Le bénéfice d'exploitation (ajusté) a diminué de 77 millions de dollars pour l'exercice complet, car l'augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels a largement neutralisé la hausse du BAIIA (ajusté).

Autres éléments de l'état des résultats

Autres charges, montant net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
	11	6	83 %	36	36	—

Les autres charges comprennent la charge liée à la titrisation de créances, le bénéfice (la perte) ou la réduction de valeur de placements en actions ou de placements de portefeuille, les gains et les pertes à la cession de biens immobiliers et les dons de bienfaisance. La charge liée à la titrisation de créances s'est élevée à 3 millions de dollars et à 11 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, comparativement à 5 millions de dollars et à 21 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2007. Les résultats à la baisse comptabilisés en 2008 sont imputables à la réduction du produit tiré des créances titrisées (se reporter à la rubrique 4.6, « Vente de créances »). Les pertes nettes sur les investissements se sont élevées à 2 millions de dollars et à 10 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008. La perte nette pour l'exercice complet 2007 tenait compte de la radiation d'un montant de 12 millions de dollars au titre du placement en titres de capitaux propres dans AMP'D Mobile, Inc., qui a été en grande partie neutralisé par d'autres gains nets. De plus, un montant d'environ 4 millions de dollars a été comptabilisé pour l'exercice complet 2007 au titre des coûts divers liés à l'évaluation portant sur l'acquisition possible de BCE, évaluation sur laquelle la société s'est basée pour décider de ne pas acquérir BCE. Les dons de bienfaisance se sont élevés à 6 millions de dollars et à 17 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, comparativement à 3 millions de dollars et à 16 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2007.

Coûts de financement (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Intérêts sur la dette à long terme, obligations à court terme et autres	128	109	17 %	481	464	3,7 %
(Gains) pertes de change	—	2	n.s.	(1)	13	n.s.
Intérêts capitalisés durant la construction	—	—	—	(3)	—	—
Intérêts créditeurs	(10)	(2)	n.s.	(14)	(37)	62 %
	118	109	8,3 %	463	440	5,2 %

Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme, les obligations à court terme et autres ont augmenté de 19 millions de dollars et de 17 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent principalement à l'augmentation du solde de la dette utilisée pour le financement des acquisitions et le paiement versé au titre des licences de spectre pour les SSFE, résultat neutralisé en partie par une diminution du taux d'intérêt effectif. L'augmentation comptabilisée en 2008 tient également à un ajustement comptabilisé en 2007 relativement à l'adoption de la méthode du taux d'intérêt effectif pour comptabiliser les frais d'émission, en vertu du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* (comptabilisation et évaluation des instruments financiers).

Les intérêts créditeurs ont augmenté de 8 millions de dollars au quatrième trimestre et ils ont diminué de 23 millions de dollars pour l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation au cours du trimestre tient principalement aux intérêts sur les règlements fiscaux comptabilisés en 2008. La diminution pour l'exercice complet est en grande partie imputable à la réduction des intérêts sur les règlements fiscaux, ainsi qu'à la baisse du solde moyen des placements temporaires et des soldes bancaires en 2008.

Impôts sur les bénéfices (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Impôts fédéral et provinciaux combinés de base aux taux d'imposition prévus par la loi	116	129	(10) %	486	503	(3,4) %
Réévaluation du passif d'impôts futurs pour refléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	(9)	(141)	—	(41)	(177)	—
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	(20)	(3)	—	(21)	(79)	—
Rémunération sous forme d'attributions d'options sur actions	2	1	—	6	(4)	—
Autres	(1)	(5)	—	6	(10)	—
	88	(19)	n.s.	436	233	87 %
Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi (en %)	31,2	33,6	(2,4) pts	31,0	33,6	(2,6) pts
Taux d'imposition effectifs (en %)	23,5	(4,9)	n.s.	27,8	15,6	12,2 pts

La baisse de la charge d'impôts fédéral et provinciaux combinés au quatrième trimestre de 2008 par rapport à la période correspondante de 2007 découle de la diminution du bénéfice avant impôts et de la baisse des taux d'imposition combinés prévus par la loi. Pour l'exercice complet 2008, la baisse des impôts combinés prévus par la loi tient à la réduction des taux d'imposition combinés prévus par la loi, neutralisée en partie par la hausse de 5 % du bénéfice avant impôts. Une réduction de 1 % des taux d'imposition en Colombie-Britannique à compter du 1^{er} juillet 2008 est pratiquement entrée en vigueur au premier trimestre de 2008. Les réductions antérieures des taux d'imposition fédéraux pour 2008 à 2012 sont entrées en vigueur en 2007. Les taux d'imposition effectifs pour les deux exercices étaient moins élevés que les taux prévus par la loi, en raison de la réévaluation du passif d'impôts futurs découlant des réductions des taux d'imposition provinciaux et fédéraux futurs entrés en vigueur, des taux d'imposition futurs appliqués aux écarts temporaires, ainsi que des nouvelles cotisations liées à des questions fiscales touchant des exercices antérieurs.

Les acomptes provisionnels se sont établis à 14 millions de dollars en 2008 (10 millions de dollars, déduction faite des remboursements d'impôts reçus). En supposant que seront maintenus le taux de bénéfice de la société ainsi que la structure d'entité juridique actuelle et qu'il n'y aura aucun changement significatif aux règlements sur les impôts, TELUS prévoit une hausse considérable des paiements d'impôts nets sur les bénéfices en 2009, en raison des paiements d'impôts finaux exigibles pour l'année d'imposition 2008 et des acomptes provisionnels en 2009. Se reporter à la rubrique 1.5, « Objectifs financiers et d'exploitation pour 2009 ».

Part des actionnaires sans contrôle (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
	—	3	(100) %	3	7	(57) %

La part des actionnaires sans contrôle représente la participation d'actionnaires minoritaires dans de petites filiales.

Résultat étendu

À l'heure actuelle, la notion de résultat étendu aux fins des PCGR du Canada consiste en grande partie, dans le cas précis de la société, à inclure les variations des capitaux propres découlant de variations non réalisées de la juste valeur des instruments financiers. Le calcul du résultat par action se base sur le bénéfice net ainsi que sur le bénéfice afférent aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote, comme l'exigent les PCGR.

2.4 Résultats du secteur des services filaires

Produits d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Services locaux de transmission de la voix	480	505	(5,0) %	1 973	2 064	(4,4) %
Services interurbains de transmission de la voix ¹	173	179	(3,4) %	700	715	(2,1) %
Services de transmission de données ²	528	466	13 %	2 072	1 772	17 %
Autres	85	69	23 %	276	259	6,6 %
Produits d'exploitation externes ³	1 266	1 219	3,9 %	5 021	4 810	4,4 %
Produits d'exploitation tirés d'activités intersectorielles	35	31	13 %	131	114	15 %
Total des produits d'exploitation ³	1 301	1 250	4,1 %	5 152	4 924	4,6 %

1. En excluant l'incidence de l'ajustement effectué au deuxième trimestre de 2007 relativement à la conversion du système de facturation en Alberta, les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont reculé de 4 % pour l'exercice complet 2008.
2. En excluant les produits tirés des acquisitions des résultats de 2008 et en excluant l'incidence des réductions rétroactives obligatoires de tarifs liés aux services offerts aux concurrents pour les deux exercices, les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté d'environ 3 % et 6 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008.
3. En excluant les produits tirés des acquisitions et les ajustements réglementaires, les produits d'exploitation externes et le total des produits d'exploitation sont demeurés essentiellement inchangés en 2008.

Les produits d'exploitation du secteur des services filaires ont augmenté de 51 millions de dollars et de 228 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont reculé de 25 millions de dollars et de 91 millions de dollars, respectivement. Ces résultats à la baisse découlent principalement i) de la diminution des produits tirés des services d'accès de base et des services améliorés optionnels découlant de l'intensification de la concurrence visant les abonnés des services résidentiels et de la diminution subséquente des lignes résidentielles locales d'accès au réseau, résultat qui a été neutralisé en partie par la croissance des services locaux d'affaires et des lignes commerciales d'accès au réseau; ii) de la baisse, pour l'exercice complet, des recouvrements au titre des comptes de report aux termes du régime de plafonnement des prix.

Le recouvrement d'environ 14,5 millions de dollars constaté en 2007 au titre des comptes de report tenait compte de montants passés en charges précédemment relativement à la mise en œuvre obligatoire de la transférabilité des numéros locaux et des frais de démarrage, et il a neutralisé les ajustements rétroactifs obligatoires défavorables de tarifs liés aux services de base de transmission de données comptabilisés au cours de la même période, lesquels découlent de deux décisions réglementaires du CRTC (se reporter à l'analyse des produits tirés des services filaires de transmission de données présentée ci-après).

Lignes d'accès au réseau (en milliers)	Aux 31 décembre		Variation
	2008	2007	
Lignes résidentielles d'accès au réseau	2 402	2 596	(7,5) %
Lignes commerciales d'accès au réseau	1 844	1 808	2,0 %
Total des lignes d'accès au réseau	4 246	4 404	(3,6) %

(en milliers)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Variation des lignes résidentielles d'accès au réseau	(42)	(47)	11 %	(194)	(179)	(8,4) %
Variation des lignes commerciales d'accès au réseau	6	8	(25) %	36	35	2,9 %
Variation du total des lignes d'accès au réseau	(36)	(39)	7,7 %	(158)	(144)	(9,7) %

La perte de lignes résidentielles résulte notamment de la concurrence accrue de la part des revendeurs et des concurrents qui offrent des services VoIP (y compris les câblodistributeurs), ainsi que du remplacement de la technologie découlant du fait que les clients utilisent les services sans fil. La hausse du nombre de lignes commerciales pour l'exercice complet s'est produite dans les régions urbaines de l'Ontario et du Québec.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont diminué de 6 millions de dollars et de 15 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La baisse des produits tirés des services interurbains pour l'exercice complet a été neutralisée en partie par la comptabilisation, au deuxième trimestre de 2007, d'un ajustement non récurrent négatif de 13 millions de dollars au titre de la mise en service d'une nouvelle plateforme de facturation pour les abonnés des services résidentiels en Alberta. En excluant cet ajustement non récurrent comptabilisé en 2007, les produits ont diminué de 6 millions de dollars et de 28 millions de dollars, respectivement, en raison principalement de la baisse de la moyenne des tarifs à la minute imputable à la concurrence au chapitre des prix dans l'ensemble de l'industrie et de la réduction du nombre d'abonnés des services résidentiels, résultats neutralisés en partie par l'augmentation des volumes à la minute.
- Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 62 millions de dollars et de 300 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation tient principalement i) aux produits tirés des deux acquisitions effectuées en janvier 2008; ii) aux produits accrus liés aux services Internet et aux services de transmission et d'hébergement de données améliorés, qui découlent de l'accroissement des services au marché des affaires et de la croissance du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse; iii) aux ventes à la hausse d'équipement de radiodiffusion, de vidéoconférence et de transmission de données; iv) aux réductions de tarifs rétroactives obligatoires comptabilisées en 2007 (comme il est fait mention au paragraphe suivant); v) à la prestation accrue aux consommateurs de services de divertissement numériques dans les marchés urbains où la société est l'entreprise titulaire. En excluant les acquisitions et les ajustements réglementaires, la croissance sous-jacente pour 2008 s'est élevée à environ 6 %.

Conformément à la Décision de télécom CRTC 2007-6 (concernant les frais de liaison d'accès au réseau numérique) et à la Décision de télécom CRTC 2007-10 (concernant les frais du dispositif d'extension du service de base), des réductions de tarifs rétroactives totalisant environ 11 millions de dollars ont été comptabilisées au premier trimestre de 2007 au titre des produits tirés des services de base de transmission de données.

Abonnés à Internet (en milliers)	Aux 31 décembre					
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Abonnés à Internet haute vitesse	1 096	1 020	7,5 %			
Abonnés à Internet commuté	124	155	(20) %			
Total des abonnés aux services Internet	1 220	1 175	3,8 %			
	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
(en milliers)	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	19	26	(27) %	76	103	(26) %
Réductions nettes d'abonnés à Internet commuté	(10)	(9)	(11) %	(31)	(39)	21 %
Total des ajouts nets d'abonnés aux services Internet	9	17	(47) %	45	64	(30) %

Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont diminué en 2008, par rapport à la période correspondante de 2007, résultat qui tient au fait que le marché est de plus en plus établi et qu'un câblodistributeur concurrent a élargi sa gamme de produits.

- Les autres produits ont augmenté de 16 millions de dollars et de 17 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent principalement à l'accroissement des ventes d'équipement de transmission de la voix, déduction faite des recouvrements au titre des rabais tarifaires pour la qualité du service fourni en 2007, par suite des décisions du CRTC qui ont clarifié l'application des règles concernant ces rabais pour TELUS.
- Les produits tirés d'activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services sans fil. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services sans fil.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Salaires, charges sociales et autres charges liées à l'effectif, avant l'option de règlement en espèces net liée aux options	443	447	(0,9) %	1 853	1 729	7,2 %
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	—	2	(100) %	—	145	(100) %
Autres charges d'exploitation	381	334	14 %	1 474	1 348	9,3 %
Charges d'exploitation	824	783	5,2 %	3 327	3 222	3,3 %
Coûts de restructuration	32	6	n.s.	51	19	168 %
Total des charges d'exploitation	856	789	8,5 %	3 378	3 241	4,2 %
Charges d'exploitation (ajustées) ¹	824	781	5,5 %	3 327	3 077	8,1 %
Total des charges d'exploitation (ajusté) ^{1,2}	856	787	8,8 %	3 378	3 096	9,1 %

1. Exclut les charges comptabilisées au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

2. Le total des charges d'exploitation (ajusté), compte non tenu des acquisitions conclues en 2008, a augmenté d'environ 4 % au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet.

Le total des charges d'exploitation compte non tenu de la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options a augmenté de 69 millions de dollars et de 282 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent principalement aux acquisitions, à l'accroissement du coût des ventes, aux hausses au chapitre de la rémunération de base au premier trimestre, ainsi qu'aux coûts initiaux engagés aux fins de la mise en place des services pour de nouvelles entreprises clientes. Les hausses ont été neutralisées en partie par la diminution des primes de rendement de fin d'exercice versées aux salariés au quatrième trimestre, en raison du rendement de l'exploitation en dessous des prévisions, ainsi que par le fait qu'aucune charge n'a été constatée en 2008 au titre de la conversion de la plateforme de facturation et de service à la clientèle, de telles charges ayant été comptabilisées aux deuxième et troisième trimestres de 2007. Les charges relatives à la conversion comptabilisées en 2007 ont totalisé 24 millions de dollars et elles se composaient des charges engagées afin d'embaucher de la main-d'œuvre temporaire pour ajuster le système et maintenir les niveaux de service, par suite de la mise en œuvre de la plateforme de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services filaires en Alberta.

- Les salaires, charges sociales et autres charges liées à l'effectif ont diminué de 4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008 et ont augmenté de 124 millions de dollars pour l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La diminution au quatrième trimestre tient principalement à la réduction des primes de rendement de fin d'exercice versées aux salariés, ainsi qu'aux initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité et touchant les coûts discrétionnaires liés à l'effectif, tels que les frais de déplacement au second semestre de l'exercice, facteurs qui ont été neutralisés par d'autres facteurs ayant entraîné une hausse des charges pour l'exercice complet. L'augmentation pour l'exercice complet tient compte de l'acquisition d'Emergis conclue en janvier 2008, de la mise en place des services pour de nouvelles entreprises clientes, ainsi que des hausses au chapitre de la rémunération de base plus tôt au cours de l'exercice.

- Les autres charges d'exploitation ont augmenté de 47 millions de dollars et de 126 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse sont imputables i) à l'augmentation du coût des ventes découlant de l'accroissement des ventes d'équipement de transmission de données générant des marges plus faibles, ii) aux charges liées aux entreprises acquises, iii) à la hausse des coûts liés à la prestation de services de divertissement numériques; iv) à la hausse des frais de transit et de résiliation aux États-Unis et à l'échelle internationale au quatrième trimestre, découlant de la dépréciation du dollar canadien; v) à l'augmentation des coûts des installations hors réseau pour soutenir les services aux nouvelles entreprises clientes. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par la diminution des frais de publicité et de promotion, ainsi que par la hausse, pour l'exercice complet, des coûts liés à la main-d'œuvre capitalisés, lesquels ont augmenté en raison de la hausse des dépenses en immobilisations du secteur des services filaires. En raison de la conversion réussie du système du secteur des services filaires visant les abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique en une plateforme de facturation intégrée en 2008, la société n'a pas eu à tenir compte, dans les coûts liés à la conversion, de charges supplémentaires, de telles charges ayant été comptabilisées en 2007 par suite de la mise en service de la nouvelle plateforme de facturation et de service à la clientèle du secteur des services filaires en Alberta.
- Les coûts de restructuration se sont accrus de 26 millions de dollars et de 32 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Les charges de restructuration constatées en 2008 concernent plusieurs initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficience concurrentielle de la société.

BAIIA (en millions de dollars) et marge du BAIIA (en %) – secteur des services filaires	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
BAIIA	445	461	(3,5) %	1 774	1 683	5,4 %
BAIIA (ajusté) ¹	445	463	(3,9) %	1 774	1 828	(3,0) %
Marge du BAIIA	34,2	36,9	(2,7) pts	34,4	34,2	0,2 pt
Marge du BAIIA (ajustée)	34,2	37,0	(2,8) pts	34,4	37,1	(2,7) pts
1. Exclut des charges de 2 millions de dollars et de 145 millions de dollars, respectivement, comptabilisées au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.						
2. Le BAIIA (ajusté), compte non tenu des acquisitions effectuées en 2008, a diminué d'environ 6 % et 5 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet.						

Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué de 16 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2008 et il a augmenté de 91 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation au cours de l'exercice complet tient principalement à la charge constatée en 2007 au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options. Le BAIIA (ajusté) du secteur des services filaires a diminué de 18 millions de dollars et de 54 millions de dollars, respectivement, résultats qui tiennent à la hausse des charges de restructuration, à la diminution des marges découlant de l'accroissement des ventes d'équipement de transmission de données, aux coûts initiaux liés à la mise en place des services pour les nouvelles entreprises clientes, et à la hausse des coûts liés à la prestation de services de divertissement numériques.

La hausse de la marge du BAIIA pour l'exercice complet 2008 tient principalement à la charge importante au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options comptabilisée en 2007. La marge du BAIIA (ajustée) a reculé, résultat qui découle des charges initiales engagées relativement à la mise en œuvre de contrats d'envergure et complexes, ainsi que de la réduction des marges supplémentaires liée à l'utilisation croissante des services de transmission de données et à la hausse des charges de restructuration.

2.5 Résultats du secteur des services sans fil

Produits d'exploitation – secteur des services sans fil (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Services de réseau	1 122	1 040	7,9 %	4 369	4 008	9,0 %
Équipement	66	71	(7,0) %	263	256	2,7 %
Produits d'exploitation externes	1 188	1 111	6,9 %	4 632	4 264	8,6 %
Produits d'exploitation tirés des activités intersectorielles	7	7	—	28	27	3,7 %
Total des produits d'exploitation	1 195	1 118	6,9 %	4 660	4 291	8,6 %

Indicateurs clés de l'exploitation – secteur des services sans fil (en milliers)	Aux 31 décembre						
	2008			2007			Variation
Abonnés – postpayés	4 922			4 441			11 %
Abonnés – prépayés	1 207			1 127			7,1 %
Abonnés – total	6 129			5 568			10 %
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	80,3			79,8			0,5 pt
Population ¹ couverte par les services numériques (en millions) ²	32,6			31,6			3,2 %
	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre			
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation	
Ajouts bruts d'abonnés – postpayés	279	241	16 %	1 062	850	25 %	
Ajouts bruts d'abonnés – prépayés	162	180	(10) %	593	584	1,5 %	
Ajouts bruts d'abonnés – total	441	421	4,8 %	1 655	1 434	15 %	
Ajouts nets d'abonnés – postpayés	119	107	11 %	481	365	32 %	
Ajouts nets d'abonnés – prépayés	29	55	(47) %	80	150	(47) %	
Ajouts nets d'abonnés – total ³	148	162	(8,6) %	561	515	8,9 %	
Ajouts nets d'abonnés – total ajusté ³	—	—	—	588	515	14 %	
PMAA (en dollars) ⁴	62,16	63,70	(2,4) %	62,73	63,56	(1,3) %	
Taux de désabonnement, par mois (en %) ^{3,4}	1,62	1,59	0,03 pt	1,57	1,45	0,12 pt	
Taux de désabonnement ajusté, par mois (en %) ³	—	—	—	1,52	1,45	0,07 pt	
Frais d'acquisition ⁵ par ajout brut d'abonné (en dollars) ⁴	388	352	10 %	346	395	(12) %	
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	412	411	0,2 %	411	404	1,7 %	
BAIIA (ajusté) ⁶ en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	43,9	47,2	(3,3) pts	45,9	48,2	(2,3) pts	
Frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %) ⁴	8,7	8,6	0,1 pt	9,1	7,6	1,5 pt	
BAIIA (ajusté), à l'exclusion des frais d'acquisition ⁴ (en millions de dollars)	664	639	3,9 %	2 579	2 495	3,4 %	

pt(s) – point(s) de pourcentage

- Par « population », on entend le nombre de personnes vivant dans une zone de population comprise, en totalité ou presque, dans les zones de couverture.
- Y compris les ententes de services d'itinérance et de revente. Au 31 décembre 2008, la population couverte par les services numériques SCP des services sans fil de TELUS comprenait la population couverte élargie d'environ 7,5 millions de personnes découlant des ententes de services d'itinérance et de revente conclues principalement avec Bell Mobilité (Bell Canada).
- Les ajouts nets et le taux de désabonnement combiné pour 2008 tiennent compte de l'incidence de la mise hors service du réseau analogique de TELUS le 15 septembre 2008. Les ajouts nets d'abonnés ajustés et le taux de désabonnement ajusté ne tiennent pas compte du débranchement de 27 600 abonnés découlant de la mise hors service du réseau analogique.
- Se reporter à la rubrique 6.3, « Définition des indicateurs clés de l'exploitation ». Ces mesures ne sont pas définies par les principes comptables généralement reconnus du Canada ni des États-Unis. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil.
- Frais d'acquisition.
- Exclut des (recouvrements) charges de (1) million de dollars et de 24 millions de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Les produits tirés du secteur des services sans fil ont augmenté de 77 millions de dollars et de 369 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services de réseau ont augmenté de 82 millions de dollars et de 361 millions de dollars, respectivement, en raison principalement des produits élevés tirés des services de transmission de données sans fil et de l'accroissement de 10 % du nombre d'abonnés au cours du dernier exercice. Les produits tirés des services de transmission de données sans fil ont augmenté de 55 % pour s'établir à 203 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008, par rapport à la période correspondante de 2007, et représentent maintenant 18 % des produits tirés des services de réseau (13 % des produits tirés des services de réseau à la période correspondante de 2007). Pour l'exercice complet 2008, les produits tirés des services de transmission de données sans fil se sont établis à 690 millions de dollars, en hausse de 55 % par rapport à 2007. La croissance des produits tirés des services de transmission de données continue à refléter les produits élevés tirés des services liés à la messagerie textuelle (y compris les messages textuels entrants) et aux téléphones intelligents, qui découlent d'une plus grande utilisation et de l'accroissement des caractéristiques, des services de données en itinérance, et du passage, par les abonnés actuels, vers les téléphones intelligents à fonctions complètes et les appareils compatibles avec la technologie EVDO.

Les PMAA combinés se sont établis à 62,16 \$ et à 62,73 \$, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, soit des résultats en baisse de 1,54 \$ et de 0,83 \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2007, qui tiennent au fait que la croissance au chapitre des services de transmission de données a largement neutralisé les pressions concurrentielles au titre des produits tirés des services de transmission de la voix et la croissance élevée au chapitre des services de base. Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 11,17 \$ au quatrième trimestre de 2008, en hausse de 3,22 \$, ou 41 %, par rapport à la période correspondante de 2007. Pour l'exercice complet 2008, les PMAA tirés des services de transmission de données se sont élevés à 9,84 \$, en hausse de 2,82 \$, ou 40 %, par rapport à 2007. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 50,99 \$ au quatrième trimestre de 2008, en baisse de 4,76 \$, ou 8,5 %, comparativement à la période correspondante de 2007. Pour l'exercice complet 2008, les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont élevés à 52,89 \$, en baisse de 3,65 \$, ou 6,5 %, par rapport à 2007. La diminution des PMAA tirés des services de transmission de la voix est imputable à la concurrence au chapitre des tarifs, à la diminution des PMAA tirés du service Mike, à l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses, à la pénétration de la nouvelle marque liée aux services de base, et à la diminution des produits tirés des services de transmission de la voix en itinérance. Ces résultats ont été neutralisés en partie par les importantes ventes incitatives mettant en valeur diverses caractéristiques, y compris les forfaits concernant les services interurbains et les services d'appels. Les abonnés du service Mike n'utilisant pas les fonctions de la technologie PTT continuent à passer activement aux téléphones intelligents bénéficiant du service SCP aux fins des applications évoluées liées à la transmission de données, ce qui contribue aux occasions de croissance future des produits.

Les ajouts bruts et les ajouts nets d'abonnés au quatrième trimestre de 2008 tiennent compte des résultats découlant du lancement initial de la nouvelle marque lié au service postpayé de base de TELUS en mars 2008. Conformément aux pratiques de l'industrie, la société ne fournit pas de résultats détaillés sur ces services, en raison de facteurs d'ordre concurrentiel. Malgré le ralentissement de l'économie, les ajouts bruts d'abonnés se sont établis à 441 000 au quatrième trimestre de 2008 (y compris les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés, qui se chiffrent à 279 000), soit un résultat record pour TELUS au quatrième trimestre, en hausse de 5 % par rapport à la période correspondante de 2007. Les abonnés des services postpayés ont compté pour 63 % des ajouts bruts d'abonnés au quatrième trimestre de 2008, en hausse de 6 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre de 2007. Pour l'exercice complet 2008, les ajouts bruts d'abonnés se sont établis à un résultat record de 1,66 million, soit une hausse de 15 % par rapport à 2007. Les abonnés des services postpayés ont compté pour 64 % des ajouts bruts d'abonnés au cours de l'exercice complet 2008, en hausse de 5 points de pourcentage, comparativement à 2007.

Les ajouts nets se sont établis à 148 000 au quatrième trimestre de 2008, en baisse de 9 % par rapport à la période correspondante de 2007. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés ont compté pour 80 % du total des ajouts nets d'abonnés au cours de la même période, comparativement à 66 % du total des ajouts nets au quatrième trimestre de 2007. Les ajouts nets au cours de l'exercice complet 2008 (compte non tenu du débranchement des abonnés du service analogique) se sont élevés à 588 000, en hausse de 14 % par rapport à 2007, et ils comprenaient 86 % d'abonnés des services postpayés, soit un résultat en hausse par rapport à 71 % à la période correspondante de 2007.

Le taux de désabonnement combiné s'est élevé à 1,62 % au quatrième trimestre de 2008, soit une hausse de 0,03 point de pourcentage par rapport à la période correspondante de 2007. Le taux de désabonnement combiné (compte non tenu du débranchement des abonnés du service analogique) s'est élevé à 1,52 % pour l'exercice complet 2008, en hausse par rapport à 1,45 % en 2007. L'augmentation reflète l'intensification de la concurrence, y compris l'incidence de la hausse du taux de désabonnement des abonnés des services prépayés, qui tient en partie à la popularité croissante des services postpayés de base sur le marché. Le taux de désabonnement combiné, compte tenu du débranchement des abonnés du service analogique, s'est élevé à 1,57 % pour l'exercice complet 2008.

- Les produits tirés des ventes d'équipement, des locations et des services ont diminué de 5 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2008 et ont augmenté de 7 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La baisse des produits tirés des ventes d'équipement au quatrième trimestre tient au fait que l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés et les volumes au chapitre de la fidélisation ont été largement neutralisés par la diminution des produits par appareil découlant de l'accroissement des activités promotionnelles liées aux téléphones intelligents, notamment la baisse du prix des téléphones intelligents au sein du secteur, ainsi que par la pénétration sur le marché de la marque Koodo. Les produits tirés des ventes d'équipement ont augmenté au cours de l'exercice complet, résultat qui tient principalement à la hausse des ajouts bruts d'abonnés, laquelle a été neutralisée en partie par l'utilisation des téléphones intelligents et par les tarifs par appareil ainsi que par la pénétration de la marque Koodo.

- Les produits tirés des activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services sans fil au secteur des services filaires, et ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges d'exploitation – secteur des services sans fil (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Charges liées aux ventes d'équipement	198	181	9,4 %	720	656	9,8 %
Charges d'exploitation des services de réseau	158	141	12 %	603	514	17 %
Frais de marketing	124	119	4,2 %	470	439	7,1 %
Frais généraux et d'administration	217	185	17 %	854	775	10 %
Charges d'exploitation	697	626	11 %	2 647	2 384	11 %
Coûts de restructuration	6	—	n.s.	8	1	n.s.
Total des charges d'exploitation	703	626	12 %	2 655	2 385	11 %
Charges d'exploitation (ajustées) ¹	697	627	11 %	2 647	2 360	12 %
Total des charges d'exploitation (ajusté) ¹	703	627	12 %	2 655	2 361	12 %

1. Exclut des (recouvrements) charges de (1) million de dollars et de 24 millions de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Le total des charges d'exploitation du secteur des services sans fil a augmenté de 77 millions de dollars et de 270 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Le total des charges d'exploitation ajusté de manière à ne pas tenir compte de la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options a augmenté de 76 millions de dollars et de 294 millions de dollars, respectivement, pour promouvoir, obtenir et soutenir la croissance de 10 % du nombre d'abonnés, ainsi que la croissance de 9 % des produits tirés des services de réseau d'un exercice à l'autre.

- Les charges liées aux ventes d'équipement ont augmenté de 17 millions de dollars et de 64 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L'augmentation des ajouts bruts d'abonnés et des volumes au chapitre de la fidélisation, y compris les activités liées aux téléphones intelligents, a été neutralisée en partie par la diminution des coûts moyens par appareil pour les téléphones intelligents et des ventes du service Koodo.
- Les charges d'exploitation des services de réseau se sont accrues de 17 millions de dollars et de 89 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse, qui sont en partie imputables à l'augmentation du nombre d'abonnés, tiennent principalement à la croissance de 55 % des produits tirés de services de transmission de données et découlent essentiellement des volumes, car l'utilisation accrue de téléphones intelligents a entraîné une hausse des frais d'itinérance, des produits partagés avec des tiers et des coûts liés aux licences d'utilisation des fournisseurs de services.
- Les frais de marketing se sont accrues de 5 millions de dollars et de 31 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La hausse pour le quatrième trimestre tient principalement à l'augmentation des frais de publicité engagés pour les téléphones BlackBerry Storm, qui ont accusé un retard de livraison, ce qui a eu une incidence négative sur les ajouts bruts d'abonnés et les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné. La hausse pour l'exercice complet tient principalement à l'augmentation des frais de publicité engagés pour soutenir la hausse de 15 % des ajouts bruts d'abonnés et le lancement d'une nouvelle marque.
- Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont augmenté de 36 \$, ou 10 %, au cours du quatrième trimestre de 2008 en raison de la hausse des frais de marketing ainsi que de l'ajustement de l'évaluation des stocks d'appareils. Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont reculé de 49 \$, ou 12 %, au cours de l'exercice complet 2008, comparativement à 2007, en raison des activités de chargement brut des abonnés liées à des canaux donnant lieu à des coûts variables plus faibles et de l'efficacité au chapitre des frais de marketing, neutralisées en partie par un financement plus élevé sur les téléphones intelligents en réponse aux prix fixés par les concurrents.

Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 8,7 % au quatrième trimestre de 2008, soit une hausse négligeable comparativement à 8,6 % à la période correspondante de 2007; ces frais se sont élevés à 9,1 % pour l'exercice complet 2008, par rapport à 7,6 % en 2007. La hausse des frais de fidélisation tient principalement aux mises à niveau aux fins du passage à des téléphones intelligents à fonctions complètes, pour soutenir la croissance des produits tirés des services de transmission de données et le programme de conversion continu du service Mike pour les abonnés n'utilisant pas les fonctions de la technologie PTT aux services SCP postpayés.

- Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 32 millions de dollars et de 79 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Les frais généraux et d'administration ajustés de manière à ne pas tenir compte de l'option de règlement en espèces net liée aux options se sont accrus de 31 millions de dollars et de 103 millions de dollars, respectivement, en raison des coûts à la hausse liés aux activités de restructuration, des coûts relatifs à la main-d'œuvre contractuelle engagés pour prendre en charge des appareils et des services de transmission de données, de l'accroissement du nombre d'abonnés, de l'expansion des magasins de détail dont la société est propriétaire et des points de vente pour Koodo, et de l'augmentation des créances douteuses. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par une réduction des primes de fin d'exercice versées aux salariés au quatrième trimestre, en raison du rendement de l'exploitation en dessous des prévisions, ainsi que par les initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficience et touchant les coûts discrétionnaires liés à l'effectif, tels que les frais de déplacement au second semestre de l'exercice.
- Les coûts de restructuration concernent plusieurs initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficience concurrentielle de la société.

Secteur des services sans fil BAIIA (en millions de dollars) et marge du BAIIA (en %)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
	BAIIA	492	492	—	2 005	1 906
BAIIA (ajusté) ¹	492	491	0,2 %	2 005	1 930	3,9 %
Marge du BAIIA	41,2	44,0	(2,8) pts	43,0	44,4	(1,4) pt
Marge du BAIIA (ajustée)	41,2	43,9	(2,7) pts	43,0	45,0	(2,0) pts

1. Exclut des (recouvrements) charges de (1) million de dollars et de 24 millions de dollars, respectivement, comptabilisé(e)s au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2007, au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Le BAIIA du secteur des services sans fil est demeuré inchangé au quatrième trimestre de 2008 et il a augmenté de 99 millions de dollars pour l'exercice complet 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007. Le BAIIA du secteur des services sans fil ajusté de manière à ne pas tenir compte de l'option de règlement en espèces net liée aux options s'est accru de 1 million de dollars et de 75 millions de dollars, respectivement. La hausse du BAIIA (ajusté) tient à la croissance des produits tirés des services de réseau, neutralisée par la hausse des frais d'acquisition au quatrième trimestre (qui est liée à l'augmentation des branchements bruts), par la hausse des frais de fidélisation (pour appuyer les mises à niveau aux fins du passage à des téléphones intelligents et des services de transmission de la voix), par l'augmentation des coûts liés au réseau découlant de l'utilisation des services de transmission de données et du service d'itinérance à l'étranger, ainsi que par l'accroissement des frais généraux et d'administration pour soutenir la croissance des activités.

La marge du BAIIA (ajustée) a diminué, en raison principalement de la réduction des marges supplémentaires liée à l'utilisation croissante des services de transmission de données et à la hausse des frais de fidélisation.

3. Évolution de la situation financière

Le tableau ci-après illustre les variations entre les bilans consolidés survenues au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2008.

(en millions de dollars)	Au 31 déc. 2008	Au 31 déc. 2007	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Actif à court terme					
Encaisse et placements temporaires, montant net	4	20	(16)	(80) %	Se reporter à la rubrique 4, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Placements à court terme	—	42	(42)	(100) %	Liquidation de placements à court terme au deuxième trimestre.
Débiteurs	966	711	255	36 %	Tient principalement à une réduction de 200 millions de dollars du produit tiré des créances titrisées et à une hausse découlant des produits plus élevés, y compris les acquisitions, neutralisées en partie par une baisse du délai moyen de règlement (environ 48 jours par rapport à 49 jours) et par une augmentation de la provision pour créances douteuses.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	25	121	(96)	(79) %	La société affiche un passif dans la plupart des pays, en raison de la charge d'impôts exigibles comptabilisée en 2008.
Stocks	333	243	90	37 %	Principalement la réception des nouveaux modèles d'appareils sans fil aux fins du lancement de nouveaux appareils et la réduction des volumes des détaillants au quatrième trimestre de 2008, ainsi que les lignes distinctes pour les appareils liés aux nouveaux services sans fil de base.
Frais payés d'avance et autres	220	200	20	10 %	Principalement une hausse des frais reportés au titre des mises en service et des connexions liées à la croissance du nombre d'abonnés.
Actifs dérivés	10	4	6	150 %	Ajustements à la juste valeur des couvertures de change, des unités d'actions temporairement inaccessibles et des autres couvertures relatives aux opérations.
Passif à court terme					
Créditeurs et charges à payer	1 465	1 476	(11)	(1) %	Comprend une diminution des charges salariales comptabilisées tenant au fait que le délai de règlement à la fin de l'exercice compte sept jours de paie de moins, et une réduction des primes de rendement des salariés comptabilisées, facteurs neutralisés en partie par les acquisitions.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	163	7	156	n.s.	Principalement imputables à la charge d'impôts exigibles comptabilisée en 2008 et à la charge d'impôts exigibles au titre des acquisitions, déduction faite des acomptes provisionnels versés.
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	51	35	16	46 %	Les nouvelles obligations en 2008 ont excédé les paiements en vertu des anciens programmes et des programmes actuels.
Dividendes à payer	151	—	151	n.s.	Les dividendes payables au 31 décembre 2008 ont été versés à la date de paiement du 2 janvier 2009. En 2007, les dividendes liés à la date de paiement du 1 ^{er} janvier 2008 ont été versés le 31 décembre.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	689	632	57	9 %	Comprend une augmentation de la facturation liée aux nouvelles entreprises clientes et aux abonnés des services postpayés sans fil découlant de la croissance du nombre d'abonnés, et une hausse des frais reportés au titre des mises en service et des connexions dans le secteur des services sans fil, déduction faite d'une réduction des dépôts des clients.
Tranche à court terme de la dette à long terme	4	5	(1)	(20) %	Principalement une diminution nette des contrats de location-acquisition.
Tranche à court terme des passifs dérivés	75	27	48	178 %	Ajustements à la juste valeur des couvertures des options sur actions et des unités d'actions temporairement inaccessibles ainsi que des couvertures relatives aux opérations, déduction faite des options exercées ou frappées d'extinction.
Tranche à court terme des impôts futurs	459	504	(45)	(9) %	Diminution des écarts temporaires liés aux actifs et passifs à court terme, et variation du revenu imposable tiré d'une société de personnes qui sera attribué au cours des 12 prochains mois.
Fonds de roulement¹	(1 499)	(1 345)	(154)	(11) %	Comprend les dividendes payables le 31 décembre 2008 qui ont été versés le 2 janvier 2009 et les impôts à payer au cours des 12 prochains mois, déduction faite des créances titrisées à la baisse.
1. Actif à court terme moins le passif à court terme – démontre la capacité de la société de financer ses activités actuelles et de respecter ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.					

Évolution de la situation financière □ Suite du tableau de la page précédente.

(en millions de dollars)	Au 31 déc. 2008	Au 31 déc. 2007	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Immobilisations corporelles, montant net	12 483	11 122	1 361	12 %	Comprend un montant de 882 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués acquises dans le cadre des enchères tenues par Industrie Canada en 2008, un montant de 326 millions de dollars au titre des logiciels, des contrats avec les clients et relations clients connexes, et des autres immobilisations acquises, ainsi que des dépenses en immobilisations, déduction faite de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels. Se reporter à la rubrique 2.3, « Résultats d'exploitation consolidés – Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels », ainsi qu'à la rubrique 4.2, « Sorties liées aux activités d'investissement ».
Autres actifs					
Frais reportés	1 513	1 318	195	15 %	Concerne principalement la capitalisation des régimes de retraite, les rendements cumulés favorables des actifs des régimes jusqu'à la fin de 2007 et l'amortissement continu de l'actif transitoire des régimes de retraite.
Placements	42	39	3	8 %	Achats, réévaluations et ventes de petits placements, déduction faite de la valeur des actions d'Emergis acquises sur le marché libre en décembre 2007, qui ont été échangées lors de la conclusion de l'acquisition en janvier 2008, ainsi que la vente d'une participation minoritaire dans Hostopia.
Écart d'acquisition	3 564	3 168	396	13 %	Principalement l'acquisition d'Emergis conclue en janvier 2008.
Dette à long terme	6 348	4 584	1 764	38 %	Comprend l'émission, en avril 2008, de billets d'un montant de 500 millions de dollars et d'une durée de sept ans, et des montants de 980 millions de dollars prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, neutralisés en partie par une réduction de 155 millions de dollars du papier commercial émis. Comprend également une hausse de 436 millions de dollars de la valeur de conversion en dollars canadiens des billets libellés en dollars américains échéant en 2011, qui a été en grande partie neutralisée par la diminution des passifs dérivés (se reporter au poste Autres passifs à long terme).
Autres passifs à long terme	1 295	1 718	(423)	(25) %	Principalement des variations des taux de change du dollar américain et un ajustement de la juste valeur des passifs dérivés liés aux billets libellés en dollars américains échéant en 2011.
Impôts futurs	1 255	1 048	207	20 %	Augmentation des écarts temporaires des actifs et passifs à long terme, neutralisée en partie par l'application de taux d'imposition réduits.
Part des actionnaires sans contrôle	23	26	(3)	(12) %	Versement de dividendes à un actionnaire sans contrôle par une filiale et augmentation de la participation financière effective de la société dans TELUS International Philippines Inc., qui est passée de 97,4 % à 100,0 %, déduction faite de la quote-part des actionnaires sans contrôle des bénéfices.
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	7 182	6 926	256	4 %	Principalement un bénéfice net de 1 128 millions de dollars, moins les dividendes déclarés de 584 millions de dollars et le rachat de 280 millions de dollars d'actions dans le cadre des RCNA.

4. Situation de trésorerie et sources de financement

En 2008, les rentrées liées aux activités d'exploitation ont été complétées par les activités de financement, la société ayant conclu deux acquisitions stratégiques en janvier (Emergis et Fastvibe) et acquis 59 licences de spectre dans le cadre des enchères pour les SSFE ayant pris fin en juillet.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Rentrées liées aux activités d'exploitation	747	818	(8,7) %	2 819	3 172	(11) %
(Sorties) liées aux activités d'investissement	(643)	(472)	(36) %	(3 433)	(1 772)	(94) %
(Sorties) rentrées liées aux activités de financement	(136)	(327)	58 %	598	(1 369)	n.s.
(Diminution) augmentation de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	(32)	19	—	(16)	31	—
Encaisse et placements temporaires, montant net, au début	36	1	—	20	(11)	—
Encaisse et placements temporaires, montant net, à la fin	4	20	(75) %	4	20	(75) %

4.1 Rentrées liées aux activités d'exploitation

Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont diminué de 71 millions de dollars et de 353 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007, en raison des variations suivantes :

- Les variations du produit tiré des créances titrisées (comprises dans les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement) ayant donné lieu à une augmentation de 100 millions de dollars des flux de trésorerie au quatrième trimestre et à une réduction de 200 millions de dollars des flux de trésorerie au cours de l'exercice complet. Plus précisément, le produit tiré des créances titrisées a augmenté de 50 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2008, comparativement à une diminution de 50 millions de dollars à la période correspondante de 2007, et le produit a diminué de 200 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2008, aucune variation n'étant survenue en 2007. Le produit tiré des créances titrisées utilisé en 2008 a diminué, car la société a eu recours à d'autres sources de financement. Se reporter à la *rubrique 4.6, « Vente de créances »*;
- Le recul du BAIIA de 16 millions de dollars au quatrième trimestre et son augmentation de 190 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2008, comme il est décrit à la *rubrique 2, « Résultats d'exploitation »*;
- La diminution de 91 millions de dollars de la charge de rémunération à base d'actions en sus des paiements au cours de l'exercice complet 2008, en raison de la comptabilisation en 2007 d'une charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options et de la diminution des sorties de fonds découlant de l'exercice d'un moins grand nombre d'options;
- L'augmentation de 21 millions de dollars des cotisations aux régimes à prestations déterminées des salariés en sus du montant net des recouvrements au titre des régimes à prestations déterminées des salariés pour l'exercice complet 2008, comparativement à 2007. Le montant net des cotisations devrait augmenter en 2009. Se reporter à la *rubrique 1.5, « Objectifs financiers et d'exploitation pour 2009 »*;
- La hausse des intérêts payés de 22 millions de dollars et de 3 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008. La hausse est imputable à l'encours plus élevé de la dette en 2008, neutralisée en partie par une baisse du taux d'intérêt effectif. La hausse des intérêts payés pour l'exercice complet 2008 a été neutralisée en partie par le remboursement de swaps de taux d'intérêt différés en 2007;
- La baisse des intérêts reçus de 32 millions de dollars et de 39 millions de dollars, respectivement, pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2008, en raison principalement des intérêts reçus sur les remboursements d'impôts en 2007;
- La diminution de 124 millions de dollars et de 133 millions de dollars, respectivement, des économies d'impôts déduction faite des acomptes provisionnels versés, pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2008, en raison des règlements plus importants touchant des questions fiscales comptabilisés en 2007;
- Les autres variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, y compris i) la liquidation de placements à court terme de 42 millions de dollars en 2008, par rapport à la liquidation de placements à court terme de 68 millions de dollars en 2007; et ii) l'augmentation des stocks, déduction faite de la hausse de la facturation par anticipation et des dépôts de clients en 2008.

4.2 Sorties liées aux activités d’investissement

Les sorties liées aux activités d’investissement ont augmenté de 171 millions de dollars et de 1 661 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l’exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. L’augmentation au cours du trimestre tient à l’accroissement des dépenses en immobilisations et à la variation des matériaux et fournitures de longue durée. L’augmentation au cours de l’exercice complet est imputable au paiement de 882 millions de dollars versé au titre des licences de spectre pour les SSFE, aux acquisitions conclues pour un montant totalisant 696 millions de dollars, déduction faite des espèces acquises, et à la hausse des dépenses en immobilisations.

Les actifs en construction se chiffraient à 682 millions de dollars au 31 décembre 2008, en hausse de 123 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2007. Cette hausse reflète principalement l’augmentation de 110 millions de dollars des immobilisations corporelles en construction, y compris la construction du réseau HSPA sans fil. Les actifs incorporels en construction liés aux logiciels se sont accrus de 13 millions de dollars au cours de l’exercice, car les dépenses en immobilisations comptabilisées en 2008 au titre de la plateforme de facturation et d’autres systèmes ont excédé le transfert d’un montant de 117 millions de dollars aux logiciels amortissables, en raison de la mise en service, en juillet, de la plateforme intégrée de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services filaires en Colombie-Britannique.

Dépenses en immobilisations, excluant les licences de spectre pour les SSFE (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Secteur des services filaires	395	337	17 %	1 311	1 219	7,5 %
Secteur des services sans fil	236	135	75 %	548	551	(0,5) %
TELUS – données consolidées	631	472	34 %	1 859	1 770	5,0 %
BAlIA (ajusté) déduction faite des dépenses en immobilisations ¹	306	482	(37) %	1 920	1 988	(3,4) %

1. Se reporter à la rubrique 6.1 « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAlIA) » pour le calcul et la description du BAlIA.

Les dépenses en immobilisations ont augmenté de 89 millions de dollars pour l’exercice complet 2008, par rapport à 2007, montant qui est conforme à l’objectif d’environ 1,9 milliard de dollars établi au titre des dépenses en immobilisations annuelles. Pour l’exercice complet 2008, le BAlIA (ajusté), déduction faite des dépenses en immobilisations (excluant le paiement versé au titre des licences de spectre pour les SSFE), a diminué de 68 millions de dollars.

- Les dépenses en immobilisations du secteur des services filaires ont augmenté de 58 millions de dollars et de 92 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l’exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Ces résultats à la hausse tiennent compte des investissements dans les services à large bande pour les abonnés des services d’affaires et résidentiels, les investissements dans des solutions pour les secteurs des soins de santé et des services financiers, et les dépenses initiales visant à prendre en charge les nouvelles entreprises clientes, facteurs neutralisés en partie par la baisse de la demande en 2008 visant l’accès au réseau découlant des activités de construction d’habitations à la baisse en Colombie-Britannique et en Alberta. Les flux de trésorerie (BAlIA ajusté déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services filaires se sont chiffrés à 50 millions de dollars et à 463 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l’exercice complet 2008, soit une baisse de 60 % et de 24 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. Cette baisse découle de la hausse des dépenses en immobilisations ainsi que de la diminution du BAlIA (ajusté).
- Les dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil ont augmenté de 101 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2008 et ont diminué de 3 millions de dollars au cours de l’exercice complet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de 2007. La hausse des dépenses en immobilisations au quatrième trimestre tient aux initiatives visant à soutenir la mise en place du nouveau réseau lié à la technologie HSPA amorcé en 2008. Pour l’exercice complet, les dépenses en immobilisations sont demeurées relativement inchangées, car les nouvelles dépenses au titre du programme lié à la technologie HSPA ont été neutralisées par la diminution des dépenses liées au réseau AMRC sans fil (y compris la mise en place du réseau de données fondé sur la technologie EVDO Rev A). Les flux de trésorerie (BAlIA ajusté déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services sans fil se sont chiffrés à 256 millions de dollars et à 1 457 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l’exercice complet 2008, soit une baisse de 28 % et une augmentation de 6 %, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2007.

Paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Dépenses en immobilisations au titre des licences de spectre pour les SSFE	—	—	—	882	—	—
BAIIA (ajusté), déduction faite des dépenses en immobilisations et du paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE ¹	—	—	—	1 038	1 988	(48) %

1. Se reporter à la rubrique 6.1 « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) » pour le calcul et la description du BAIIA.

La société a acquis 59 licences lors des enchères de spectre pour les services sans fil évolués tenues par Industrie Canada ayant pris fin au mois de juillet, pour un montant de 880 millions de dollars, plus des frais liés aux enchères de 2 millions de dollars. La société a versé le paiement au titre des licences octroyées au moyen des facilités de crédit et des fonds en caisse. Industrie Canada a avisé la société qu'elle avait satisfait aux conditions d'admissibilité visant les licences de spectre pour les SSFE avec prise d'effet le 31 décembre 2008. La société classe maintenant les licences à titre d'actifs incorporels ayant une durée de vie indéfinie. Pour l'exercice complet 2008, le BAIIA (ajusté), déduction faite des dépenses en immobilisations et du paiement versé au titre des licences de spectre pour les SSFE, a diminué de 950 millions de dollars. Les flux de trésorerie du secteur des services sans fil pour l'exercice complet 2008, incluant le paiement effectué au titre des licences de spectre pour les SSFE, se sont élevés à 575 millions de dollars, en baisse de 58 % par rapport à 2007.

Intensité des dépenses en immobilisations ¹ (en %)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Intensité des dépenses en immobilisations	26	20	6 pts	19	20	(1) pt
Intensité des dépenses en immobilisations, y compris le paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE comptabilisé en 2008	—	—	—	28	20	8 pts

1. L'intensité des dépenses en immobilisations représente la mesure des dépenses en immobilisations divisées par les produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses en immobilisations avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations de TELUS au cours de l'exercice complet 2008, compte non tenu du paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE, reflète un ratio d'intensité de 25 % pour le secteur des services filaires et un ratio d'intensité de 12 % pour le secteur des services sans fil, soit des résultats conformes aux ratios de 25 % et de 13 %, respectivement, comptabilisés en 2007. Le paiement versé au titre des licences de spectre pour les SSFE en 2008 a donné lieu à une augmentation temporaire pour TELUS du total du ratio d'intensité des dépenses en immobilisations, le portant à 28 %, et du ratio d'intensité des dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil, le portant à 31 %.

4.3 Sorties liées aux activités de financement

Les sorties nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 136 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008, en baisse de 191 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de 2007. Pour l'exercice complet 2008, les rentrées nettes liées aux activités de financement se sont établies à 598 millions de dollars, comparativement à des sorties nettes liées aux activités de financement de 1 369 millions de dollars en 2007.

- Les dividendes en espèces versés aux actionnaires se sont établis à 144 millions de dollars et à 433 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, comparativement à 270 millions de dollars et à 521 millions de dollars, respectivement, en 2007. La réduction du dividende en 2008 tient aux différentes dates auxquelles a eu lieu le versement des dividendes déclarés aux quatrièmes trimestres de 2008 et de 2007. Le dividende du quatrième trimestre de 2008 a été versé à la date de paiement du 2 janvier 2009, tandis que le dividende du quatrième trimestre de 2007, dont la date de paiement était le 1^{er} janvier 2008, a été versé le 31 décembre 2007. Autrement, les paiements de dividendes en 2008 reflètent l'augmentation du taux de dividende trimestriel (se reporter à la rubrique 2.2, « Sommaire des résultats trimestriels »), résultat neutralisé en partie par la diminution du nombre d'actions en circulation découlant des rachats d'actions dans le cadre des RCNA.
- La société a racheté 34 % du nombre maximal de 20 millions d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de la quatrième offre publique de rachat ayant pris fin le 19 décembre 2008. Les rachats d'actions dans le cadre des RCNA ont diminué de 141 millions de dollars et de 470 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, comparativement aux périodes correspondantes de 2007, un nombre moins élevé d'actions ayant été rachetées moyennant un prix moyen plus faible. Au cours du quatrième trimestre de 2008, la société a racheté 155 000 actions sans droit de vote de TELUS, moyennant un coût total de 6 millions de dollars.

En décembre 2008, la société a renouvelé son programme de RCNA, qui a débuté en décembre 2004. L'offre renouvelée (la « cinquième offre ») est entrée en vigueur le 23 décembre 2008 et elle prendra fin le 22 décembre 2009. Le nombre maximal d'actions que la société peut racheter en vertu de la cinquième offre s'élève à quatre millions d'actions ordinaires et à quatre millions d'actions sans droit de vote. Le nombre d'actions rachetées quotidiennement en vertu de la cinquième offre ne peut pas excéder 462 444 actions ordinaires et 254 762 actions sans droit de vote jusqu'au 31 mars 2009, et par la suite, il ne peut pas excéder 231 222 actions ordinaires et 127 381 actions sans droit de vote. Les actions doivent être rachetées sur la Bourse de Toronto (« TSX »), et toutes les actions rachetées seront annulées. Les investisseurs peuvent obtenir un exemplaire gratuit de l'avis déposé auprès de la TSX en s'adressant au service des relations avec les investisseurs de TELUS.

Rachats d'actions à des fins d'annulation en vertu d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités

	Actions rachetées			Coût d'achat (en millions de dollars)		
	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Total	Imputé au capital-actions ¹	Imputé aux bénéfices non répartis ²	Payé
2007						
Troisième offre terminée le 19 décembre	2 904 900	10 571 800	13 476 700	264	480	744
Quatrième offre ayant débuté le 20 décembre	—	134 200	134 200	3	3	6
	2 904 900	10 706 000	13 610 900	267	483	750
2008						
Quatrième offre terminée le 19 décembre	950 300	5 810 400	6 760 700	137	143	280
Cinquième offre ayant débuté le 23 décembre	—	—	—	—	—	—
	950 300	5 810 400	6 760 700	137	143	280

1. Représente la valeur comptable des actions rachetées
 2. Représente le coût en sus de la valeur comptable des actions rachetées

Les titres de créance à long terme émis, déduction faite des remboursements par anticipation et à l'échéance, se sont établis à 14 millions de dollars et à 1 316 millions de dollars, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2008, et ils tiennent aux activités suivantes :

- En avril 2008, la société a émis des billets de série CE d'un montant de 500 millions de dollars portant intérêt à 5,95 %, moyennant un prix de 998,97 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ du capital. Ces billets arriveront à échéance en avril 2015. Le produit net de l'émission a été utilisé aux fins générales de la société, notamment le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit renouvelable échéant en 2012, et pour refinancer les sources de financement à court terme, qui ont été utilisées en janvier pour l'achat des actions ordinaires alors émises et en circulation d'Emergis pour un montant de 743 millions de dollars. La société est tenue de faire une offre aux fins du rachat des billets de série CE, pour un prix égal à 101 % de leur montant en capital majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à la date du rachat, advenant un événement entraînant un changement de contrôle tel qu'il est défini dans l'acte de fiducie supplémentaire.
- Le 6 août 2008, le conseil d'administration a approuvé une hausse à l'égard du programme de papier commercial actuellement autorisé, lequel est passé de 800 millions de dollars à 1,2 milliard de dollars.
- Les montants prélevés en vertu de la facilité de crédit bancaire échéant en 2012 ont augmenté et s'établissaient à 980 millions de dollars au 31 décembre 2008, comparativement à néant à l'exercice précédent, et le papier commercial émis a diminué de 155 millions de dollars au cours de l'exercice.

Au premier trimestre de 2008, la société a accru les montants prélevés au titre de la facilité de crédit bancaire échéant en 2012, les portant de néant à 321 millions de dollars, et elle a accru l'encours du papier commercial de 213 millions de dollars aux fins générales de la société, y compris les acquisitions conclues en janvier. Au cours du deuxième trimestre de 2008, la société a réduit les montants empruntés au titre de la facilité de crédit bancaire échéant en 2012, et porté l'encours de cette facilité à 162 millions de dollars. Au cours du troisième trimestre, l'encours des facilités bancaires a augmenté et est passé à 430 millions de dollars, aux fins du paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE. Au quatrième trimestre, les montants prélevés au titre de la facilité échéant en 2012 ont augmenté de 550 millions de dollars, montant qui a neutralisé la réduction de l'encours du papier commercial. L'encours du papier commercial était de 432 millions de dollars au 31 décembre 2008, comparativement à 968 millions de dollars au 30 septembre, à 800 millions de dollars au 30 juin et au 31 mars, et à 587 millions de dollars au 31 décembre 2007.

Les activités de financement pour l'exercice complet 2007 comprenaient l'émission, en mars, de billets de séries CC et CD d'un montant totalisant 1 milliard de dollars, la mise en place d'un programme de papier commercial en mai, et le remboursement de billets d'un montant d'environ 1,5 milliard de dollars échéant en juin. Ces activités ont contribué à la baisse du taux d'intérêt effectif dans les périodes ultérieures.

4.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement Au 31 décembre ou pour les exercices terminés à cette date	2008	2007	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dette nette	7 286	6 141	1 145
Total des capitaux investis □ valeur comptable	14 621	13 197	1 424
BAlIA excluant les coûts de restructuration	3 838	3 609	229
Montant net des intérêts débiteurs	463	440	23
Ratios d'endettement			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	77	82	(5) pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	4,0	5,3	(1,3)
Dette nette/total des capitaux investis (en %) ¹	49,8	46,5	3,3 pts
Dette nette/BAlIA excluant les coûts de restructuration ¹	1,9	1,7	0,2
Ratios de couverture¹			
Couverture des intérêts sur la dette à long terme	4,3	4,2	0,1
Couverture des intérêts par le BAlIA excluant les coûts de restructuration	8,3	8,2	0,1
Autres mesures			
Flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars) ²			
- fondés sur le recouvrement net au titre des régimes à prestations déterminées	567	1 573	(1 006)
- fondés sur les cotisations aux régimes à prestations déterminées	361	1 388	(1 027)
Ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles (en %) – ligne directrice de 45 % à 55 % ¹			
Ratio de distribution – bénéfice réel (en %)	54	47	7 pts
Ratio de distribution – bénéfice réel excluant les ajustements liés à l'impôt et l'option de règlement en espèces net liée aux options (en %)	56	54	2 pts
1. Se reporter à la rubrique 6.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».			
2. Se reporter à la rubrique 6.2, « Flux de trésorerie disponibles », pour la définition.			

L'augmentation de la dette nette au 31 décembre 2008 par rapport à l'exercice précédent est principalement imputable à l'émission de titres de créance d'un montant de 500 millions de dollars en avril 2008, aux montants de 980 millions de dollars empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, ainsi qu'à la baisse de 16 millions de dollars du solde de trésorerie, déduction faite de la réduction de 200 millions de dollars du produit tiré des créances titrisées et de la réduction de 155 millions de dollars du papier commercial émis. La hausse nette de la dette a soutenu le paiement de 882 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE effectué au troisième trimestre ainsi que le paiement de 692 millions de dollars (déduction faite des espèces acquises) effectué relativement aux acquisitions effectuées en janvier. Le total des capitaux investis a augmenté en raison de la hausse de la dette nette et des bénéfices non répartis, facteurs neutralisés en partie par la diminution du capital-actions découlant des rachats d'actions.

La durée moyenne à l'échéance de la dette était de quatre ans au 31 décembre 2008, en baisse par rapport à 5,3 ans au 31 décembre 2007, résultat qui tient à l'augmentation des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, neutralisée en partie par l'émission, en avril 2008, de billets de série CE d'un montant de 500 millions de dollars et d'une durée de sept ans ainsi que par la diminution des montants de papier commercial émis. La proportion des titres de créance qui portent intérêt à des taux fixes a diminué, en raison principalement des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, facteur neutralisé en partie par une diminution du produit tiré des créances titrisées et par l'émission en avril 2008 de billets d'une durée de sept ans, ainsi que par la diminution du papier commercial émis.

Le ratio de couverture des intérêts sur la dette à long terme était de 4,3 pour 2008, soit une augmentation de 0,1 par rapport à 2007 (augmentation de 0,2 découlant de la hausse du bénéfice avant impôts et des intérêts sur la dette à long terme, déduction faite d'une diminution de 0,1 tenant à la hausse des intérêts sur la dette à long terme). Le ratio de couverture des intérêts par le BAlIA était de 8,3 pour 2008, résultat qui reflète une augmentation de 0,1 par rapport à 2007 (augmentation de 0,5 découlant de la hausse du BAlIA excluant les coûts de restructuration, déduction faite d'une diminution de 0,4 découlant de la hausse du montant net des intérêts débiteurs).

Les flux de trésorerie disponibles pour 2008, qui sont fondés sur le montant net recouvré au titre des régimes à prestations déterminées comptabilisé précédemment, ont diminué de 1 006 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient en grande partie au paiement de 882 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE et à la hausse des dépenses en immobilisations, ainsi qu'à la diminution des économies d'impôts et des intérêts créditeurs, résultats qui ont été neutralisés en partie par l'augmentation du BAIIA compte tenu des paiements au titre de la rémunération à base d'actions et de la restructuration. La société a choisi de présenter, sur une base prospective, les flux de trésorerie disponibles ajustés de manière à tenir compte de la capitalisation des régimes à prestations déterminées, car les exigences en matière de capitalisation sont dans l'ensemble non discrétionnaires et déterminées indépendamment du recouvrement net au titre des régimes à prestations déterminées pris en compte dans les calculs précédemment. Les flux de trésorerie disponibles pour 2008, qui sont fondés sur les cotisations aux régimes à prestations déterminées, ont subi une baisse supplémentaire de 21 millions de dollars.

La stratégie de la société vise à maintenir les politiques et les lignes directrices financières énoncées ci-après. La société estime que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles lui permettent d'avoir raisonnablement accès aux marchés financiers en maintenant des cotes de crédit de BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes.

Les lignes directrices et politiques financières à long terme de TELUS sont les suivantes :

- Ratio de la dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration entre 1,5 et 2,0 fois.

Le ratio s'est établi à 1,9 fois pour 2008, soit une augmentation de 0,2 par rapport à 2007; ce résultat tient au fait que l'augmentation de la dette nette a été neutralisée en partie par l'amélioration du BAIIA excluant les coûts de restructuration.

- Ratio de distribution de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

La ligne directrice au chapitre du ratio de distribution annuel est établie sur une base prospective, plutôt que sur une base actuelle, et elle correspond à 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles. Les ratios fondés sur le bénéfice réel se sont établis à 54 % et à 47 %, respectivement, pour 2008 et 2007. Le ratio calculé de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés impôts dans le calcul des bénéfices pour 2008 s'est établi à 56 %, comparativement à un ratio de 54 % en 2007, qui excluait également la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

4.5 Facilités de crédit

Le 3 mars 2008, TELUS Corporation a conclu une nouvelle facilité de crédit de 700 millions de dollars et d'une durée de 364 jours auprès d'un syndicat de banques canadiennes. Le 15 décembre, la société a renouvelé cette facilité, la prorogeant jusqu'au 1^{er} mars 2010; les modalités sont dans l'ensemble demeurées inchangées, mais les coûts ont augmenté. Cette nouvelle facilité fournit des liquidités supplémentaires à TELUS et elle permet à la société de continuer à satisfaire à l'un de ses objectifs financiers, soit généralement le maintien de liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars. Les ratios financiers que la société doit respecter en vertu de la nouvelle facilité sont dans l'ensemble les mêmes que ceux prévus par la facilité de crédit consorsial de 2 milliards de dollars échéant en 2012, en vertu de laquelle l'emprunteur ne peut pas laisser son ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie liés à l'exploitation dépasser 4:1, et son ratio des flux de trésorerie liés à l'exploitation sur les intérêts débiteurs être inférieur à 2:1, selon les définitions prévues dans chaque cas. La facilité de crédit d'une durée de 364 jours n'est pas garantie et elle porte intérêt au taux préférentiel canadien et au taux des acceptations bancaires canadiennes, plus les marges applicables.

Au 31 décembre 2008, TELUS disposait de facilités de crédit inutilisées de 1,15 milliard de dollars, de même que des montants disponibles au titre de son programme de titrisation de créances, ce qui est conforme à l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent à au moins 1 milliard de dollars.

Facilités de crédit de TELUS au 31 décembre 2008

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	1 ^{er} mai 2012	2 000	(980)	(201)	(432)	387
Facilité renouvelable de 364 jours ²	1 ^{er} mars 2010	700	—	—	—	700
Autres facilités bancaires	—	78	(11)	(3)	—	64
Total	—	2 778	(991)	(204)	(432)	1 151

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

2. Dollars canadiens uniquement. Cette facilité, qui devait initialement arriver à échéance le 2 mars 2009, a été prorogée en décembre 2008.

Les facilités de crédit renouvelables de TELUS comportent les clauses restrictives habituelles. Celles-ci lui interdisent notamment de laisser son ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4:1 (environ 1,9:1 au 31 décembre 2008) et de laisser son ratio de couverture consolidé (BAIIA sur intérêts débiteurs sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (environ 8,3:1 au 31 décembre 2008) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu aux facilités de crédit de TELUS n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une cote de crédit en particulier.

4.6. Vente de créances

TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention convenue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, sous réserve d'un montant maximal de 650 millions de dollars. À la suite de la vente d'une participation dans certaines créances avec gestion intégrale, un passif lié à la gestion des créances vendues est constaté à la date de la vente puis est amorti dans l'état des résultats sur la durée de vie prévue des créances. Par suite de la modification effectuée le 31 mars 2008, la durée initiale de cette convention de titrisation à rechargement a été prorogée jusqu'au 17 juillet 2009.

TCI doit maintenir une cote de crédit de DBRS Ltd. d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger de freiner le programme de vente. Au 11 février 2009, la cote de crédit était plus élevée de trois niveaux, à savoir A (faible), que la cote devant être maintenue.

Solde du produit des créances titrisées (en millions de dollars)	31 déc. 2008	30 sept. 2008	30 juin 2008	31 mars 2008	31 déc. 2007	30 sept. 2007	30 juin 2007	31 mars 2007
	300	250	150	500	500	550	500	150

4.7 Cotes de crédit

Aucun changement n'a été apporté aux cotes de crédit de première qualité de la société en 2008. Le 27 mars 2008, DBRS Ltd. a confirmé les cotes de crédit et la tendance attribuées à TELUS et à TCI, et le 7 avril, cette agence a attribué la cote A (faible) et une tendance stable à l'émission par TELUS de billets non garantis d'un montant de 500 millions de dollars et d'une durée de sept ans qui portent intérêt à 5,95 %. Le 7 août 2008, DBRS a confirmé la cote R-1 (faible) avec perspective stable accordée au programme de papier commercial de TELUS Corporation.

Le 2 avril, Moody's Investors Service (« Moody's ») a attribué la cote Baa1 et une perspective stable à la nouvelle émission de titres de créance de TELUS, et cette agence a confirmé la cote et la perspective identiques attribuées aux billets de premier rang non garantis en cours de TELUS. Le 3 avril, FitchRatings a attribué la cote BBB+ et une perspective stable à la nouvelle émission de titres de créance de TELUS. Standard & Poor's a attribué la cote BBB+ et une perspective stable aux nouveaux billets de série CE. Le 17 décembre, FitchRatings a confirmé la cote et la perspective stable attribuées.

Sommaire des cotes de crédit	DBRS Ltd.	S&P	Moody's	FitchRatings
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable
TELUS Corporation				
Dette bancaire de premier rang	—	—	—	BBB+
Billets	A (faible)	BBB+	Baa1	BBB+
Papier commercial	R-1 (faible)	—	—	—
TELUS Communications Inc. (TCI)				
Débetures	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Billets à moyen terme	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Obligations hypothécaires de premier rang	A (faible)	A-	—	—

5. Risques et gestion des risques

Les rubriques qui suivent résument les faits nouveaux importants liés aux risques décrits dans la *rubrique 10* du rapport de gestion annuel 2007 et des rapports de gestion intermédiaires des premier, deuxième et troisième trimestres de 2008 de TELUS.

5.1 Réglementation

Mise en œuvre de la Phase II du service 9-1-1 évolué (E9-1-1) sans fil

Le 2 février 2009, le CRTC a publié la politique de télécom CRTC 2009-40, ordonnant aux fournisseurs de services sans fil au Canada de mettre en œuvre la Phase II du service E9-1-1 sans fil au plus tard le 1^{er} février 2010 et stipulant que les fournisseurs de services sans fil sont responsables de leurs propres coûts résultant de la mise en œuvre. Le service E9-1-1 sans fil de la Phase II fournira automatiquement aux centres d'appels du service E9-1-1 des renseignements plus précis sur la localisation d'une personne qui appelle les services d'urgence 9-1-1 à partir d'un appareil sans fil. Le service E9-1-1 sans fil de la Phase II déterminera l'emplacement d'un utilisateur au moyen d'un système GPS, d'une méthode de triangulation utilisant les tours de téléphonie cellulaire les plus proches, ou les deux. Le CRTC a ordonné à tous les fournisseurs de services sans fil au Canada de mettre en œuvre la Phase II du service E9-1-1 sans fil aux mêmes endroits où le service E9-1-1 filaire est déjà assuré au plus tard le 1^{er} février 2010 (Étape 1). Le CRTC devrait rendre une décision sur l'Étape 2 de la Phase II du service E9-1-1 (mise à la disposition de renseignements à jour sur la provenance d'un appel en cours) après la présentation par un groupe de travail de ses recommandations plus tard en 2009. TELUS s'efforce de répondre aux exigences de cette décision du CRTC, mais rien ne peut garantir que TELUS réussira à mettre en œuvre l'Étape 1 de la Phase II du service E9-1-1 sans fil pour l'ensemble de son territoire d'exploitation des services sans fil au plus tard le 1^{er} février 2010.

Autres décisions concernant l'abstention de la réglementation

En 2008, le CRTC a continué à prendre des mesures relatives à l'abstention de la réglementation des services, particulièrement en ce qui concerne les services offerts dans des marchés concurrentiels.

Services locaux de résidence et d'affaires : Jusqu'à présent, TELUS a reçu des approbations visant la déréglementation des services téléphoniques locaux de résidence dans les marchés couvrant environ 80 % de ses lignes résidentielles dans les zones de desserte autres que celles à coût élevé (régions urbaines et les banlieues), et environ 70 % de ses lignes d'affaires. Dans l'ensemble, environ 67 % du total des lignes font l'objet de la déréglementation.

Qualité du service de détail dans les marchés ne faisant pas l'objet d'une abstention de la réglementation : Dans la Décision de télécom 2008-15, le CRTC a réduit les exigences que les entreprises de services locaux titulaires (« ESLT ») devaient satisfaire quant au suivi et à la déclaration de données concernant les indicateurs de la qualité du service de détail dans les marchés ne faisant pas l'objet d'une abstention de la réglementation, le nombre de ces indicateurs étant passé de 17 à 3. Ces indicateurs sont les suivants : rendez-vous pour l'installation respectés; rapports de dérangement (pannes) réglés en moins de 24 heures; rendez-vous pour réparation respectés. L'exigence quant au suivi et à la déclaration de données concernant ces indicateurs devrait demeurer en vigueur au moins jusqu'à la conclusion du processus de suivi du CRTC visant à déterminer s'il y a lieu de maintenir un régime de qualité du service dans les régions ne faisant pas l'objet d'une abstention de la réglementation. Le CRTC a également supprimé le plan d'ajustement des tarifs de service de détail en vertu duquel les ESLT étaient tenues d'offrir des rabais tarifaires à leurs clients si leur rendement annuel lié à certains indicateurs de qualité du service ne satisfaisait pas à une norme prescrite de qualité du service.

Services de ligne directe intercirconscriptions haut débit/services de données numériques : En novembre 2008, le CRTC s'est abstenu, à certaines conditions, de réglementer les services de ligne directe intercirconscriptions de TELUS sur 193 routes supplémentaires sur lesquelles les concurrents fournissent ou offrent de fournir ces services. En mai 2008, le CRTC avait approuvé l'abstention de la réglementation des services de ligne directe intercirconscriptions de TELUS sur environ 70 routes.

5.2 Risques liés à la technologie

La restructuration de fournisseurs d'équipement pourrait avoir des répercussions sur les services et solutions de TELUS

TELUS entretient des relations avec des fournisseurs d'équipement, qui revêtent de l'importance aux fins de la prestation de ses services et solutions aux abonnés des services de détail et d'affaires. TELUS est exposée au risque que certains de ces fournisseurs puissent éprouver des difficultés au chapitre de leur exploitation, que ces fournisseurs ne demeurent pas viables ou qu'ils doivent restructurer leurs activités, ce qui pourrait influencer sur leur capacité à soutenir tous les produits qu'ils offrent dans l'avenir. Cela pourrait avoir une incidence défavorable sur les services et solutions de TELUS.

En janvier 2009, Nortel Networks a obtenu de la Cour supérieure de l'Ontario une ordonnance pour se mettre à l'abri de ses créanciers et de toute poursuite alors qu'elle élabore son plan de restructuration. Nortel a avisé TELUS qu'elle ne s'attend pas à ce que ce processus influe sur ses activités régulières quotidiennes et elle a fourni à la société l'assurance qu'elle continuera d'honorer les contrats d'entretien conclus avec TELUS et de fournir à cette dernière, sans aucune interruption, les services et le soutien prévus en vertu de ces contrats. De plus, TELUS vend et revend des solutions de Nortel à ses clients des services d'affaires, situation qui pourrait avoir des répercussions pour TELUS.

Atténuation des risques : TELUS a élaboré des plans à cet égard, qui touchent la croissance future ainsi que l'entretien et le soutien liés au matériel et aux services fournis par Nortel. TELUS a mis en place un plan d'urgence exhaustif qui prévoit divers scénarios susceptibles de se produire si la situation change, notamment le recours à plusieurs fournisseurs et le maintien de relations solides avec les fournisseurs. TELUS a sélectionné deux fournisseurs, soit Nokia Siemens Networks et Huawei Technologies, aux fins de la mise en place de son réseau HSPA de prochaine génération, qui doit avoir lieu en 2009 et en 2010. Il n'existe aucune certitude que la restructuration de Nortel ne touchera pas les services que TELUS fournit à ses clients, ou que TELUS n'engagera pas des coûts supplémentaires pour maintenir les services fournis.

Mise en œuvre des technologies et systèmes liés au réseau HSPA et au réseau de quatrième génération

TELUS et Bell ont annoncé que le réseau HSPA partagé entrera en service au début de 2010, annonce qui témoigne de l'engagement de TELUS à l'égard du choix d'une voie d'évolution technologique qui permettra une transition optimale à la technologie LTE de quatrième génération. Bien que cette entente établisse les assises nécessaires à la réduction des coûts en capital et des charges d'exploitation, rien n'empêche l'une ou l'autre partie de mettre en place d'autres infrastructures de réseau afin de répondre aux besoins futurs et changeants des entreprises. Par conséquent, il se pourrait que les dépenses en immobilisations futures de TELUS augmentent par rapport à celles comptabilisées dans le passé et à celles prévues pour 2009.

Par ailleurs, le calendrier d'exécution lié à la mise en place du réseau HSPA est assujéti à des risques et incertitudes, y compris le rendement des fournisseurs et la prestation de services par ces derniers relativement à l'achèvement de la mise en place du réseau et à l'entente de partage conclue avec Bell Canada; le risque que pose la confiance accordée à Bell Canada relativement à sa capacité à achever sa portion du processus de mise en place du réseau HSPA dans les délais prévus; l'incompatibilité des appareils avec la technologie du réseau; le risque que les avantages, l'efficacité et les réductions de coûts prévus découlant des nouvelles technologies HSPA ou LTE ou des services connexes ne se concrétisent pas tous; le risque lié aux produits tirés des services d'itinérance offerts par des entreprises de services à l'étranger; le fait que la transition au chapitre des services ou de la technologie posera plus de difficultés que ce à quoi nous nous attendons; le fait que les nouveaux services HSPA puissent donner lieu au remplacement plus rapide que prévu des services existants de TELUS; les risques liés à l'intégration des systèmes de facturation et des systèmes informatiques; le risque que la technologie LTE ne devienne pas, contrairement à nos attentes, la norme mondiale pour la technologie de quatrième génération; le fait que nous devions composer avec d'autres coûts, charges et facteurs de risque, prévus et imprévus, qui sont liés à TELUS ou qui touchent Bell Canada ou les fournisseurs sélectionnés.

TELUS prévoit optimiser les économies d'échelle liées au réseau HSPA découlant des technologies issues des projets de partenariat de troisième génération, mais rien ne garantit que ces économies d'échelle seront supérieures ou inférieures à celles tirées des technologies AMRC2000.

Atténuation des risques : Grâce à l'entente conclue avec Bell aux fins de la mise en place d'un réseau HSPA partagé, TELUS est davantage en mesure de gérer ses dépenses en immobilisations et d'offrir plus rapidement un réseau commercial que si elle avait agi individuellement. Le maintien des ententes de services d'itinérance et de revente conclues avec Bell tient au fait que les deux sociétés suivent un parcours analogue au chapitre de la technologie, qu'elles font affaire avec le même type de fournisseurs et qu'elles jouissent de relations établies relativement à ces ententes. Le partenariat que TELUS entretient avec Bell devrait se traduire par des réductions des coûts après la mise en place initiale du réseau, et devrait donner à la société la souplesse voulue pour investir dans la différenciation des services.

5.3 Risques liés aux processus

Contrats d'envergure et complexes

L'efficacité opérationnelle et les résultats de TELUS pourraient être touchés de façon défavorable par les défis que pose la mise en œuvre (ou l'inefficacité de la mise en œuvre) de contrats d'envergure et complexes pour des entreprises clientes, qui sont susceptibles d'entraîner des dépenses initiales et des dépenses en immobilisations élevées, ainsi que le besoin de prévoir et de comprendre les exigences complexes et comportant différentes facettes des entreprises clientes et des parties prenantes, et de satisfaire à ces exigences. Il n'existe aucune certitude que la mise en place d'un service se déroulera conformément au plan établi, ni que les économies prévues seront réalisées, ce qui pourrait influencer sur le rendement du capital investi ou sur les marges désirées. La société pourrait également être limitée par l'effectif disponible, par les ressources informatiques et par la collaboration des fournisseurs de services existants, ce qui pourrait limiter le nombre de contrats importants pouvant être mis en œuvre au cours d'une période donnée.

Atténuation des risques liés aux contrats d'envergure et complexes : TELUS a récemment procédé à une réorganisation interne, dans le cadre de laquelle elle a notamment regroupé trois unités d'exploitation, soit *Stratégie de technologie*, *Exploitation du réseau* et *Transformation de l'entreprise*, dans deux équipes intégrées, à savoir *Stratégie de technologie* ainsi que *Transformation de l'entreprise et Activités technologiques*. Les avantages futurs prévus découlant de cette réorganisation incluent notamment la rationalisation des activités, le déploiement plus efficace des technologies et des systèmes de soutien, un bon rapport coût-efficacité et un service à la clientèle amélioré, ainsi qu'une capacité accrue aux fins de la mise en œuvre de contrats d'envergure et complexes. TELUS applique des pratiques standards de l'industrie aux fins de la gestion rigoureuse des projets; elle a notamment recours à un processus de gouvernance et de surveillance des projets par les cadres dirigeants; elle utilise des ressources, des outils et des processus de soutien appropriés aux fins des projets; elle procède à des évaluations proactives des risques liés aux projets et formule des plans afin d'atténuer ces risques. TELUS effectue également des examens indépendants des projets, afin de faciliter le suivi des progrès accomplis et de cerner les questions susceptibles de nécessiter davantage d'efforts, et de mettre en évidence les difficultés systémiques et les leçons retenues en matière de mise en œuvre de projets pouvant être communes aux divers projets.

5.4 Exigences en matière de financement et d'endettement

Si le financement actuel est insuffisant pour couvrir les exigences en matière de financement, cela pourrait nuire au plan d'affaires et à la croissance de TELUS

Des facteurs de risque tels que les perturbations dans les marchés financiers, la multiplication des règlements sur la capitalisation bancaire, la réduction du nombre de prêts alloués en général, ainsi que le nombre moindre de banques à charte canadiennes actives en raison d'une baisse d'activités ou de regroupements pourraient réduire les capitaux disponibles ou accroître le coût de ces capitaux pour les crédits de qualité aux entreprises telles que TELUS.

Atténuation des risques : TELUS pourrait financer ses besoins de trésorerie futurs au moyen de fonds autogénérés et, de temps à autre, par des emprunts au titre de la tranche inutilisée de sa facilité de crédit bancaire, par l'utilisation de créances titrisées ou de papier commercial, ou par l'émission de titres de créance ou de participation. TELUS a également déposé un prospectus préalable de base en vertu duquel elle peut émettre un montant de 2,5 milliards de dollars de titres de créance et de participation. TELUS est d'avis que le respect de ses politiques financières et les cotes de crédit de première qualité qui en résultent, conjugués aux efforts déployés pour maintenir des relations constructives avec les banques, les investisseurs et les agences de notation, continuent à lui donner un accès raisonnable aux marchés financiers.

Le 3 mars 2008, la société a conclu une nouvelle facilité de crédit de 700 millions de dollars et d'une durée de 364 jours auprès d'un syndicat de banques canadiennes de premier ordre. Cette facilité fournit des liquidités supplémentaires à TELUS et elle permet à la société de continuer à satisfaire à l'un de ses objectifs financiers, soit le maintien habituel de liquidités inutilisées de 1 milliard de dollars. Les liquidités disponibles de la société aux termes des facilités de crédit inutilisées se chiffraient à 1,15 milliard de dollars au 31 décembre 2008, y compris la facilité de crédit d'une durée de 364 jours. Le 15 décembre 2008, TELUS a conclu une entente avec les banques participantes, dans le but de proroger la facilité jusqu'au 1^{er} mars 2010. La prorogation de cette facilité de crédit malgré le contexte difficile des marchés du crédit témoigne de la capacité de TELUS à s'autofinancer dans un contexte difficile.

Comme il est décrit à la *rubrique 4.6, « Vente de créances »*, TCI a conclu une convention avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, sous réserve d'un montant maximal de 650 millions de dollars. Au 31 décembre 2008, TCI avait reçu un produit en espèces totalisant 300 millions de dollars. TCI doit maintenir une cote de crédit de DBRS Ltd. d'au moins BBB (faible) – la cote actuelle étant A (faible) – sinon la société pourrait être tenue de mettre fin au programme avant l'expiration de la convention en juillet 2009. La société a prorogé à plusieurs reprises la date d'échéance de la convention dans le passé, et elle compte obtenir sa prorogation ou une convention de remplacement avant la date d'échéance actuelle prévue, mais rien ne garantit que ses démarches seront couronnées de succès.

Capacité à refinancer les dettes arrivant à échéance

Le 6 août 2008, une hausse à l'égard du programme de papier commercial de TELUS a été approuvée, et le montant maximal aux termes de ce programme est passé de 800 millions de dollars à 1,2 milliard de dollars, de manière à avoir un accès accru au financement à faible coût. Au 31 décembre 2008, TELUS avait émis du papier commercial pour un montant de 432 millions de dollars, qui aura besoin d'être refinancé sur une base continue afin de réaliser les économies liées aux emprunts contractés en vertu de la facilité de crédit échéant en 2012. Les conditions sur les marchés financiers pourraient empêcher le renouvellement du papier commercial à des taux raisonnables.

Atténuation des risques : Le programme de papier commercial de la société est entièrement appuyé par la facilité de crédit de sûreté échéant en 2012. TELUS pourrait refinancer les montants empruntés sur ses facilités de crédit avec des échéances à plus long terme. Au 31 décembre 2008, TELUS n'avait aucun montant important de dettes à long terme arrivant à échéance avant 2011 et 2012. Conformément aux pratiques antérieures, TELUS pourrait aussi préfinancer ou refinancer ses dettes à long terme avant qu'elles n'arrivent à échéance. TELUS pourrait également réduire ses activités de rachat d'actions en vertu de ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, de manière à conserver des fonds pour les activités d'exploitation ou le service de la dette. Le nombre maximal d'actions que la société peut racheter en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités jusqu'en décembre 2009 est de 8 millions, ou environ 2,5 % des actions en circulation de TELUS (en 2008, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées en vertu de l'offre était de 20 millions, et le nombre d'actions rachetées s'est élevé à 6,8 millions).

Une baisse des cotes de crédit de TELUS pourrait avoir une incidence sur le coût du capital et sur l'accès de la société à des capitaux

Une baisse des cotes de crédit de TELUS ou de TCI pourrait avoir une incidence sur le coût du capital et sur l'accès de TELUS à des capitaux. Rien ne garantit que TELUS pourra maintenir ou améliorer ses cotes de crédit actuelles.

Atténuation des risques : TELUS cherche à obtenir, au fil du temps, des cotes de crédit se situant entre BBB+ et A-, ou l'équivalent. Les quatre agences de notation chargées d'évaluer TELUS accordent actuellement des cotes qui sont conformes aux cotes visées, et des perspectives stables. TELUS a mis en œuvre des politiques financières qui l'aident à maintenir ou à améliorer ses cotes de crédit actuelles. Les quatre agences de notation qui couvrent la société ont confirmé les cotes de crédit de TELUS en 2008.

Des flux de trésorerie disponibles inférieurs aux prévisions pourraient réduire la capacité de la société à investir dans des activités ou à acheter des actions dans le cadre d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités

TELUS s'attend à générer des flux de trésorerie disponibles en 2009, qui serviront notamment à verser des dividendes aux actionnaires et possiblement à racheter des actions. Même si la société s'attend à ce que les flux de trésorerie prévus soient plus que suffisants pour satisfaire à ses besoins actuels et à sa politique financière, la capacité de TELUS d'investir dans ses activités pour assurer sa croissance future ou réaliser les rachats d'actions pourrait s'en trouver limitée. TELUS a établi ses politiques financières en se fondant sur le fait qu'elle s'attend à dégager un bénéfice imposable et à payer des montants importants d'impôts en espèces nets d'environ 320 millions de dollars à 350 millions de dollars à compter de 2009, relativement aux paiements pour l'année d'imposition 2008 exigibles en février 2009 et aux acomptes provisionnels pour 2009. La société prévoit également une augmentation de la capitalisation des régimes à prestations déterminées des salariés en 2009, comme il est décrit à la *rubrique 1.5*. Le paiement d'impôts en espèces nets et la capitalisation des régimes à prestations déterminées dans l'avenir réduiront les flux de trésorerie après impôts que la société aurait autrement pu utiliser afin de fournir un rendement du capital investi aux actionnaires. Si les résultats réels diffèrent des attentes de TELUS, rien ne garantit que TELUS ne devra pas modifier ses plans de financement, y compris son intention de racheter des actions de TELUS ou de verser des dividendes selon le ratio de distribution cible.

Atténuation des risques : De décembre 2004 jusqu'à décembre 2008, TELUS a généré des flux de trésorerie suffisants pour racheter des actions en vertu de ses cinq offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Se reporter à la *rubrique 4.3*, « *Sorties liées aux activités de financement* ». Étant donné que la société devra verser des impôts sur les bénéfices en espèces, elle pourrait décider de ne pas renouveler ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, ou de réduire le nombre d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de ces offres, si cela est justifié.

Le conseil de TELUS examine le taux de dividende chaque trimestre, en fonction de nombreux facteurs incluant un ratio de dividende cible de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles. Cet examen a donné lieu à une hausse de 2,5 cents ou 5,6 % du ratio de distribution trimestriel, à compter du versement des dividendes du 2 janvier 2009. Selon le niveau de dividende trimestriel et des actions en circulation au début de l'exercice, les paiements de dividende totaliseraient environ 600 millions de dollars en 2009.

5.5 Litiges et questions d'ordre juridique

Recours collectifs non autorisés

TELUS et certaines filiales sont nommées à titre de défendeurs dans le cadre de recours collectifs non autorisés. La société a constaté que les demandeurs sont de plus en plus enclins à intenter des poursuites dans le cadre desquelles un demandeur partie au recours poursuit une cause d'action au nom d'un groupe important de personnes. Un recours collectif accueilli pourrait, en raison de sa nature, entraîner le paiement de dommages-intérêts considérables, qui auraient une incidence défavorable sur les résultats du défendeur.

Une de ces poursuites concerne un recours collectif intenté le 26 juin 2008 auprès de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan. La poursuite allègue, entre autres, que les entreprises de télécommunications canadiennes, incluant la société, n'ont pas fourni au public un avis approprié relativement aux frais liés au service 9-1-1 et qu'elles ont de façon trompeuse fait passer ces frais pour des frais gouvernementaux. Les plaignants cherchent à recouvrer des dommages directs et des dommages-intérêts exemplaires dont le montant est indéterminé. La société évalue le bien-fondé de cette poursuite, mais la possibilité d'une responsabilité et l'importance d'une perte potentielle ne peuvent être rapidement déterminées pour l'instant de façon fiable.

Atténuation des risques : La société conteste vigoureusement l'autorisation de ces recours. L'autorisation constitue une étape de la procédure qui sert à déterminer si une poursuite donnée peut être intentée par un demandeur partie au recours au nom d'une catégorie de personnes. L'autorisation d'un recours collectif ne permet pas de déterminer le bien-fondé de la poursuite, et si la société ne réussissait pas à empêcher cette autorisation, les demandeurs devraient quand même prouver le bien-fondé de leur poursuite. Par ailleurs, la société est d'avis qu'elle est sensibilisée à la question de la conformité et qu'elle a mis en place des politiques et des processus raisonnables pour assurer sa conformité aux obligations juridiques et réduire son exposition aux poursuites juridiques.

5.6 Croissance et fluctuations de l'économie

Le ralentissement de la croissance de l'économie canadienne qui s'est produit au quatrième trimestre de 2008 devrait se poursuivre pendant la majeure partie de 2009, en raison d'une réduction importante des prix des marchandises, de la récession qui sévit aux États-Unis, de l'affaiblissement de la croissance économique mondiale et du resserrement continu des conditions en matière de crédit à l'échelle mondiale. Les risques principaux liés à l'économie canadienne à l'heure actuelle tiennent à l'incidence des événements négatifs qui continuent de se produire à l'échelle mondiale sur les entreprises canadiennes et sur la confiance des consommateurs, situation qui devrait se répercuter à la fois sur les secteurs des affaires et de la consommation.

Le maintien de l'incertitude économique ou des récessions pourraient nuire à TELUS

Lorsqu'un ralentissement économique se prolonge, les abonnés des services de télécommunications résidentiels et commerciaux peuvent retarder leurs achats de nouveaux services, réduire leur utilisation ou cesser de les employer, ou encore chercher des services assortis de tarifs plus modiques. D'importants ralentissements économiques ou d'importantes récessions pourraient avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, les flux de trésorerie disponibles et les créances douteuses de TELUS, ou faire possiblement en sorte que la société doive enregistrer une réduction de la valeur comptable de ses actifs, y compris, sans toutefois s'y limiter, ses actifs incorporels d'une durée de vie indéfinie (soit ses licences de spectre) et son écart d'acquisition. Une réduction de la valeur comptable des actifs entraînerait l'imputation d'une charge aux résultats et une réduction des capitaux propres, mais elle n'aurait aucune incidence sur les flux de trésorerie.

Atténuation des risques : La société ne peut pas atténuer complètement les risques économiques. TELUS a continué à profiter de la croissance continue du secteur du sans-fil au Canada. Pendant une bonne partie de 2008, elle a continué à bénéficier de la forte croissance des économies de ressources cycliques en Colombie-Britannique et en Alberta, pour lesquelles on prévoit une croissance future plus faible. TELUS a continué d'accroître le nombre de ses abonnés des services d'affaires dans le centre du Canada; pour ce faire, elle s'est concentrée sur quatre marchés verticaux importants, soit le secteur public et les secteurs des soins de santé, des services financiers et de l'énergie, qui devraient de façon générale moins subir les contrecoups du ralentissement économique que les industries manufacturières et exportatrices en Ontario et au Québec. Afin d'atténuer l'incidence de la détérioration de l'économie, TELUS pourrait chercher à entreprendre des initiatives additionnelles en matière de réduction des coûts et d'efficience, et elle pourrait aussi réduire le nombre d'actions rachetées dans le cadre de ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, ou réduire ses dépenses en immobilisations.

Capitalisation des régimes de retraite

Les fluctuations économiques pourraient également avoir une incidence défavorable sur la capitalisation et les charges liées aux régimes de retraite à prestations déterminées que TELUS a instaurés. Rien ne garantit que les charges au titre des régimes de retraite de TELUS et la capitalisation de ses régimes de retraite à prestations déterminées n'augmenteront pas dans l'avenir, ce qui aurait, par conséquent, une incidence défavorable sur le bénéfice ou les flux de trésorerie. Des risques liés à la capitalisation des régimes à prestations déterminées peuvent survenir si les obligations totales au titre des régimes de retraite excèdent la valeur totale des fonds en fiducie respectifs. Des écarts non capitalisés peuvent survenir en raison des rendements moins élevés des placements, des réductions du taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite, et des pertes actuarielles.

Atténuation des risques : TELUS cherche à atténuer ce risque au moyen de la mise en application de politiques et procédures conçues pour contrôler le risque d'investissement, et de la surveillance continue de sa situation de capitalisation. Les charges au titre des régimes de retraite et la capitalisation de ces régimes pour 2009 ont été calculées principalement en fonction des taux de rendement des actifs des régimes en 2008 et des taux d'intérêt à la fin de 2008. Au 31 décembre 2008, selon les meilleures estimations de la société, la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées pour 2009 se chiffrait à 18 millions de dollars, comparativement à un recouvrement d'environ 100 millions de dollars en 2008, et les cotisations en espèces à ces régimes de retraite à prestations déterminées pour 2009 s'élevaient à 211 millions de dollars (102 millions de dollars en 2008).

6. Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation

6.1 Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »)

TELUS présente le BAIIA et fournit des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses unités et secteurs d'exploitation ainsi que la performance de la société. Le BAIIA est aussi utilisé pour déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt — se reporter à la rubrique 6.4, « *BAIIA excluant les coûts de restructuration* ». Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs recourent largement en tant qu'indicateur du rendement d'exploitation d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. De plus, la société croit que le BAIIA permet aux investisseurs de comparer plus facilement le rendement d'une entreprise de façon continue sans égard à l'amortissement, lequel est de nature hors trésorerie et peut varier considérablement selon les méthodes comptables utilisées ou en raison de facteurs hors exploitation, comme le coût historique.

Le BAIIA n'est pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doit pas être substitué au bénéfice d'exploitation ou au bénéfice net comme mesure du rendement de la société ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte des effets de la croissance du fonds de roulement, des dépenses en immobilisations, de la réduction du capital de la dette ni d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les investisseurs sont invités à examiner attentivement les éléments entrant dans le calcul du BAIIA de TELUS. Si le BAIIA est indiqué aux présentes afin de permettre une analyse comparative plus exhaustive du rendement de la société et de sa capacité d'assurer le service de sa dette comparativement à d'autres sociétés, il convient de rappeler que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec le BAIIA présenté par d'autres sociétés.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net et le bénéfice d'exploitation. Le BAIIA (ajusté) exclut une charge constatée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA et le BAIIA (ajusté) sont régulièrement communiqués au principal responsable de l'exploitation.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Bénéfice net	285	400	1 128	1 258
Autres charges (produits)	11	6	36	36
Coûts de financement	118	109	463	440
Impôts sur les bénéfices	88	(19)	436	233
Part des actionnaires sans contrôle	—	3	3	7
Bénéfice d'exploitation	502	499	2 066	1 974
Amortissement des immobilisations corporelles	351	386	1 384	1 355
Amortissement des actifs incorporels	84	68	329	260
BAIIA	937	953	3 779	3 589
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	—	1	—	169
BAIIA (ajusté)	937	954	3 779	3 758

En plus du BAIIA, TELUS calcule le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, comme une simple approximation des flux de trésorerie consolidés dans ses deux secteurs isolables. Le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications au fil du temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites précédemment.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
BAIIA	937	953	3 779	3 589
Dépenses en immobilisations	(631)	(472)	(1 859)	(1 770)
BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations	306	481	1 920	1 819
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	—	1	—	169
BAIIA (ajusté), déduction faite des dépenses en immobilisations	306	482	1 920	1 988
Paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE	—	—	(882)	—
BAIIA (ajusté), déduction faite des dépenses en immobilisations et du paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE	306	482	1 038	1 988

6.2 Flux de trésorerie disponibles

TELUS présente les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de la société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doivent pas être substitués aux états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de TELUS au fil des ans. Il convient de rappeler aux investisseurs que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés. Bien que la mesure fondée sur les PCGR la plus semblable soit les rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement, les flux de trésorerie disponibles sont considérés comme une mesure pertinente, car ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses en immobilisations, mais avant les acquisitions, le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients, qui peuvent être grandement faussées par les changements dans la titrisation qui ne reflètent pas les résultats d'exploitation, et les comptes fournisseurs).

La société a choisi de présenter, sur une base prospective, les flux de trésorerie disponibles ajustés de manière à tenir compte des cotisations aux régimes à prestations déterminées des salariés, car les cotisations comprennent une importante composante non discrétionnaire et sont calculées indépendamment du montant net de la charge de retraite au titre des régimes à prestations déterminées pris en compte dans les calculs précédemment. Les tableaux ci-dessous illustrent les flux de trésorerie compte tenu et compte non tenu de l'ajustement net comptabilisé.

Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement :

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
Rentrées liées aux activités d'exploitation	747	818	2 819	3 172
(Sorties) liées aux activités d'investissement	(643)	(472)	(3 433)	(1 772)
	104	346	(614)	1 400
Amortissement des gains reportés sur la cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	(8)	(3)	(3)	(4)
Réduction (augmentation) des créances titrisées	(50)	50	200	—
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, sauf la variation des impôts payés (recouvrés), des intérêts payés (reçus) et des créances titrisées, et autres éléments	3	(14)	86	(10)
Acquisitions	—	—	696	—
Produit de la cession de propriétés et d'autres actifs	—	(2)	(13)	(7)
Autres activités d'investissement	12	2	9	9
Flux de trésorerie disponibles fondés sur les cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées	61	379	361	1 388
Montant net du recouvrement (de la charge) au titre des régimes à prestations déterminées des salariés	27	23	102	92
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	26	25	104	93
Flux de trésorerie disponibles fondés sur le montant net de la charge au titre des régimes à prestations déterminées	114	427	567	1 573

Le tableau suivant illustre le calcul des flux de trésorerie disponibles effectué par la direction.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2008	2007	2008	2007
BALIA	937	953	3 779	3 589
Rémunération à base d'actions	(20)	(30)	5	96
Montant net (de la charge) du recouvrement au titre des régimes à prestations déterminées des salariés	(27)	(23)	(102)	(92)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(26)	(25)	(104)	(93)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	30	3	16	(18)
Dons de bienfaisance et charge liée à la titrisation de créances compris dans les autres charges	(8)	(9)	(30)	(37)
Intérêts en espèces payés	(193)	(171)	(457)	(454)
Intérêts en espèces reçus	1	33	3	42
Impôts reçus (payés), et autres	(2)	120	(8)	125
Dépenses en immobilisations	(631)	(472)	(1 859)	(1 770)
Paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués	—	—	(882)	—
Flux de trésorerie disponibles fondés sur les cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées	61	379	361	1 388
Excédent des cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés sur le montant net de la charge (du recouvrement) au titre des régimes à prestations déterminées des salariés	53	48	206	185
Flux de trésorerie disponibles fondés sur le montant net de la charge au titre des régimes à prestations déterminées	114	427	567	1 573

6.3 Définition des indicateurs clés de l'exploitation — services sans fil

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés débranchés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. Un abonné des services prépayés est débranché lorsqu'il n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration de la carte prépayée.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

BAIIA excluant les frais d'acquisition Mesure de la rentabilité de l'exploitation normalisée en fonction des coûts inhérents à l'ajout de clients au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

6.4 Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Ratio de distribution et ratio de distribution des bénéfices net prévisibles En ce qui concerne le bénéfice réel, il s'agit des dividendes déclarés par action du trimestre le plus récent, multipliés par quatre et divisés par le bénéfice de base par action sur 12 mois. L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles. Le ratio de distribution sur une base actuelle, en excluant les ajustements liés aux impôts sur les bénéfices et l'option de règlement en espèces net liée aux options, est considéré comme davantage représentatif du calcul des bénéfices prévisibles.

BAIIA excluant les coûts de restructuration Le BAIIA excluant les coûts de restructuration sert à calculer le ratio dette nette/BAIIA et la couverture des intérêts par le BAIIA, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit. Les coûts de restructuration se sont établis à 59 millions de dollars et à 20 millions de dollars, respectivement, pour les exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007.

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des intérêts débiteurs. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Couverture des intérêts sur la dette à long terme Mesure sur 12 mois du bénéfice net avant les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et les impôts sur les bénéfices divisé par les intérêts débiteurs sur la dette à long terme.

Dette nette La dette nette est une mesure non définie par les PCGR; la mesure définie par les PCGR qui s'en rapproche le plus est la somme de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette. (Se reporter à la description du ratio de la dette nette sur le BAIIA présentée ci-dessous.)

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2008	2007
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	6 352	4 589
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	28	30
Passif dérivé	778	1 179
Cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains	(168)	(137)
Encaisse et placements temporaires	(4)	(20)
Produits des créances titrisées	300	500
Dette nette	7 286	6 141

Le passif dérivé figurant dans le tableau ci-dessus se rapporte à des swaps de devises qui ont pour effet de convertir en dollars canadiens les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts et il porte sur la débenture de 1 925 millions de dollars US échéant le 1^{er} juin 2011. La direction estime que la dette nette est une mesure utile, car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains et parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par l'encaisse et les placements temporaires disponibles.

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. L'indication de TELUS pour le ratio dette/BAIIA se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Normalement, cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Ratio dette nette/total des capitaux investis Estimation de la proportion de la dette utilisée dans la structure financière de la société.

Montant net des intérêts débiteurs Montant net des coûts de financement avant les gains liés au rachat et au remboursement de la dette, calculé sur 12 mois. Aucun gain lié au rachat ni au remboursement de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes respectives. Le cas échéant, les pertes constatées au titre du remboursement de la dette à long terme seront incluses dans le montant net des intérêts débiteurs. Les montants nets des intérêts débiteurs pour les exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2007 sont équivalents aux coûts de financement comptabilisés au cours de ces périodes.

Total des capitaux investis — valeur comptable Ce total exclut le cumul des autres éléments du résultat étendu et il est calculé de la façon suivante :

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2008	2007
Dette à long terme	7 286	6 141
Part des actionnaires sans contrôle	23	26
Capitaux propres	7 182	6 926
Cumul des autres éléments du résultat étendu	130	104
Total des capitaux investis — valeur comptable	14 621	13 197

États consolidés des résultats et des autres éléments du résultat étendu

(non vérifié)

Périodes terminées les 31 décembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestre		Période de douze mois	
	2008	2007	2008	2007
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 454 \$	2 330 \$	9 653 \$	9 074 \$
CHARGES D'EXPLOITATION				
Exploitation	1 479	1 371	5 815	5 465
Coûts de restructuration	38	6	59	20
Amortissement des immobilisations corporelles	351	386	1 384	1 355
Amortissement des actifs incorporels	84	68	329	260
	1 952	1 831	7 587	7 100
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	502	499	2 066	1 974
Autres charges, montant net	11	6	36	36
Coûts de financement	118	109	463	440
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	373	384	1 567	1 498
Impôts sur les bénéfices	88	(19)	436	233
Part des actionnaires sans contrôle	—	3	3	7
BÉNÉFICE NET ET BÉNÉFICE AFFÉRENT AUX ACTIONS ORDINAIRES ET AUX ACTIONS SANS DROIT DE VOTE	285	400	1 128	1 258
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Variation de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	(21)	18	(26)	82
Écart de conversion découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	4	(2)	2	(7)
Variation de la juste valeur non réalisée d'actifs financiers disponibles à la vente	—	(1)	(2)	(1)
	(17)	15	(26)	74
RÉSULTAT ÉTENDU	268 \$	415 \$	1 102 \$	1 332 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE				
– De base	0,90 \$	1,23 \$	3,52 \$	3,79 \$
– Dilué	0,89 \$	1,22 \$	3,51 \$	3,76 \$
DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE	0,475 \$	0,45 \$	1,825 \$	1,575 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES ET D' ACTIONS SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION				
– De base	318	326	320	332
– Dilué	319	328	322	334

Bilans consolidés

(non vérifié)

Aux 31 décembre (en millions)	2008	2007
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	4 \$	20 \$
Placements à court terme	—	42
Débiteurs	966	711
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	25	121
Stocks	333	243
Frais payés d'avance et autres	220	200
Actifs dérivés	10	4
	1 558	1 341
Immobilisations, montant net		
Immobilisations corporelles et autres	7 317	7 196
Actifs incorporels amortissables	1 317	959
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	3 849	2 967
	12 483	11 122
Autres actifs		
Frais reportés	1 513	1 318
Placements	42	39
Écart d'acquisition	3 564	3 168
	5 119	4 525
	19 160 \$	16 988 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 465 \$	1 476 \$
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	163	7
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	51	35
Dividendes à payer	151	—
Facturation par anticipation et dépôts de clients	689	632
Tranche à court terme de la dette à long terme	4	5
Tranche à court terme des passifs dérivés	75	27
Tranche à court terme des impôts futurs	459	504
	3 057	2 686
Dette à long terme	6 348	4 584
Autres passifs à long terme	1 295	1 718
Impôts futurs	1 255	1 048
Part des actionnaires sans contrôle	23	26
Capitaux propres	7 182	6 926
	19 160 \$	16 988 \$

États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifié)

Périodes terminées les 31 décembre (en millions)	Trimestre		Période de douze mois	
	2008	2007	2008	2007
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	285 \$	400 \$	1 128 \$	1 258 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des rentrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement	435	454	1 713	1 615
Impôts futurs	(129)	(16)	161	377
Rémunération à base d'actions	(20)	(30)	5	96
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	(27)	(23)	(102)	(92)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(26)	(26)	(104)	(93)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	30	3	16	(18)
Amortissement des gains reportés sur les opérations de cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	8	3	3	4
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	191	53	(1)	25
Rentrées liées aux activités d'exploitation	747	818	2 819	3 172
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Dépenses en immobilisations excluant les licences de spectre pour les services sans fil évolués	(631)	(472)	(1 859)	(1 770)
Paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués	—	—	(882)	—
Acquisitions	—	—	(696)	—
Produit de la vente de propriétés et d'autres actifs	—	2	13	7
Variation des matériaux et fournitures de longue durée, acquisition de placements et autres	(12)	(2)	(9)	(9)
Sorties liées aux activités d'investissement	(643)	(472)	(3 433)	(1 772)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	—	—	—	1
Dividendes aux actionnaires	(144)	(270)	(433)	(521)
Achat d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote pour annulation	(6)	(147)	(280)	(750)
Émission de titres de créance à long terme	3 438	2 989	12 983	7 763
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(3 424)	(2 899)	(11 667)	(7 857)
Dividendes versés par une filiale à des actionnaires sans contrôle	—	—	(5)	(4)
Autres	—	—	—	(1)
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement	(136)	(327)	598	(1 369)
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	(32)	19	(16)	31
Encaisse et placements temporaires, montant net au début	36	1	20	(11)
Encaisse et placements temporaires, montant net à la fin	4 \$	20 \$	4 \$	20 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE				
Intérêts (versés)	(193) \$	(171) \$	(457) \$	(454) \$
Intérêts reçus	1 \$	33 \$	3 \$	42 \$
Impôts sur les bénéfices (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) (payés) reçus, montant net	(2) \$	122 \$	(10) \$	123 \$

Information sectorielle

(non vérifié)

Trimestres terminés les 31 décembre (en millions)	Services filaires		Services sans fil		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	
Produits d'exploitation									
Produits externes	1 266 \$	1 219 \$	1 188 \$	1 111 \$	— \$	— \$	2 454 \$	2 330 \$	
Produits intersectoriels	35	31	7	7	(42)	(38)	—	—	
	1 301	1 250	1 195	1 118	(42)	(38)	2 454	2 330	
Charges d'exploitation									
Charges d'exploitation	824	783	697	626	(42)	(38)	1 479	1 371	
Coûts de restructuration	32	6	6	—	—	—	38	6	
	856	789	703	626	(42)	(38)	1 517	1 377	
BAIIA ¹	445 \$	461 \$	492 \$	492 \$	— \$	— \$	937 \$	953 \$	
Dépenses en immobilisations totales	395 \$	337 \$	236 \$	135 \$	— \$	— \$	631 \$	472 \$	
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales	50 \$	124 \$	256 \$	357 \$	— \$	— \$	306 \$	481 \$	
Charges d'exploitation (données ajustées)²									
Charges d'exploitation (données ajustées) ²	824	781	697	627	(42)	(38)	1 479	1 370	
Coûts de restructuration	32	6	6	—	—	—	38	6	
	856	787	703	627	(42)	(38)	1 517	1 376	
BAIIA (données ajustées) ²	445 \$	463 \$	492 \$	491 \$	— \$	— \$	937 \$	954 \$	
Dépenses en immobilisations totales	395 \$	337 \$	236 \$	135 \$	— \$	— \$	631 \$	472 \$	
BAIIA (données ajustées), moins les dépenses en immobilisations totales	50 \$	126 \$	256 \$	356 \$	— \$	— \$	306 \$	482 \$	
							BAIIA (données ajustées)	937 \$	954 \$
							Charge supplémentaire ²	—	(1)
							BAIIA	937	953
							Amortissement des immobilisations corporelles	351	386
							Amortissement des actifs incorporels	84	68
							Bénéfice d'exploitation	502	499
							Autres charges, montant net	11	6
							Coûts de financement	118	109
							Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	373	384
							Impôts sur les bénéfices	88	(19)
							Part des actionnaires sans contrôle	—	3
							Bénéfice net	285 \$	400 \$

- Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.
- La presque totalité des attributions d'options sur actions de la société qui avaient été octroyées avant le 1^{er} janvier 2005 et qui étaient en cours au 1^{er} janvier 2007 ont été modifiées par l'ajout d'une option de règlement en espèces net; cette modification a donné lieu à une charge supplémentaire de néant (1 \$ en 2007) au titre de l'exploitation et elle ne s'est pas traduite par une sortie de fonds immédiate. En ce qui a trait aux résultats de 2008 et de 2007 fournis au principal responsable de l'exploitation de la société, les charges d'exploitation et le BAIIA sont présentés avec et sans l'incidence de cette modification.

Information sectorielle

(non vérifié)

Exercices terminés les 31 décembre (en millions)	Services filaires		Services sans fil		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	
Produits d'exploitation									
Produits externes	5 021 \$	4 810 \$	4 632 \$	4 264 \$	— \$	— \$	9 653 \$	9 074 \$	
Produits intersectoriels	131	114	28	27	(159)	(141)	—	—	
	5 152	4 924	4 660	4 291	(159)	(141)	9 653	9 074	
Charges d'exploitation									
Charges d'exploitation	3 327	3 222	2 647	2 384	(159)	(141)	5 815	5 465	
Coûts de restructuration	51	19	8	1	—	—	59	20	
	3 378	3 241	2 655	2 385	(159)	(141)	5 874	5 485	
BAIIA ¹	1 774 \$	1 683 \$	2 005 \$	1 906 \$	— \$	— \$	3 779 \$	3 589 \$	
Dépenses en immobilisations	1 311 \$	1 219 \$	548 \$	551 \$	— \$	— \$	1 859 \$	1 770 \$	
Licences de spectre pour les services sans fil évolués	—	—	882	—	—	—	882	—	
Dépenses en immobilisations totales ²	1 311 \$	1 219 \$	1 430 \$	551 \$	— \$	— \$	2 741 \$	1 770 \$	
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales	463 \$	464 \$	575 \$	1 355 \$	— \$	— \$	1 038 \$	1 819 \$	
Charges d'exploitation (données ajustées)³									
Charges d'exploitation (données ajustées) ³	3 327	3 077	2 647	2 360	(159)	(141)	5 815	5 296	
Coûts de restructuration	51	19	8	1	—	—	59	20	
	3 378	3 096	2 655	2 361	(159)	(141)	5 874	5 316	
BAIIA (données ajustées) ³	1 774 \$	1 828 \$	2 005 \$	1 930 \$	— \$	— \$	3 779 \$	3 758 \$	
Dépenses en immobilisations	1 311 \$	1 219 \$	548 \$	551 \$	— \$	— \$	1 859 \$	1 770 \$	
Licences de spectre pour les services sans fil évolués	—	—	882	—	—	—	882	—	
Dépenses en immobilisations totales ²	1 311 \$	1 219 \$	1 430 \$	551 \$	— \$	— \$	2 741 \$	1 770 \$	
BAIIA (données ajustées), moins les dépenses en immobilisations totales	463 \$	609 \$	575 \$	1 379 \$	— \$	— \$	1 038 \$	1 988 \$	
							BAIIA (données ajustées)	3 779 \$	3 758 \$
							Charge supplémentaire ³	—	169
							BAIIA	3 779	3 589
							Amortissement des immobilisations corporelles	1 384	1 355
							Amortissement des actifs incorporels	329	260
							Bénéfice d'exploitation	2 066	1 974
							Autres charges, montant net	36	36
							Coûts de financement	463	440
							Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	1 567	1 498
							Impôts sur les bénéfices	436	233
							Part des actionnaires sans contrôle	3	7
							Bénéfice net	1 128 \$	1 258 \$

- Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.
- Les dépenses en immobilisations totales représentent la somme des dépenses en immobilisations et des licences de spectre pour les services sans fil évolués.
- La presque totalité des attributions d'options sur actions de la société qui avaient été octroyées avant le 1^{er} janvier 2005 et qui étaient en cours au 1^{er} janvier 2007 ont été modifiées par l'ajout d'une option de règlement en espèces net; cette modification a donné lieu à une charge supplémentaire de néant (169 \$ en 2007) au titre de l'exploitation et elle ne s'est pas traduite par une sortie de fonds immédiate. En ce qui a trait aux résultats de 2008 et de 2007 fournis au principal responsable de l'exploitation de la société, les charges d'exploitation et le BAIIA sont présentés avec et sans l'incidence de cette modification.

**TELUS Corporation
AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES**

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a annoncé un dividende trimestriel de quarante-sept cents et demi (0,475 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société et un dividende de quarante-sept cents et demi (0,475 \$) canadiens par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1^{er} avril 2009 aux porteurs inscrits à la clôture des registres le 11 mars 2009.

Par ordre du conseil

Audrey Ho
Première vice-présidente,
Avocate-conseil et secrétaire générale

Vancouver (Colombie-Britannique)
Le 11 février 2009

Renseignements : Relations avec les investisseurs, 604-643-4113, ir@telus.com